

QUELLE PLACE POUR L'ENVIRONNEMENT DANS L'AGENDA POST-2015?

Par
Hakim Hellal

Essai présenté au Centre universitaire de formation en environnement
en vue de l'obtention du grade de maître en environnement (M. Env.)

Sous la direction de Madame Maria Del Rosario Ortiz Quijano

MAÎTRISE EN ENVIRONNEMENT
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Mai 2013

SOMMAIRE

Mots clés : après 2015, objectifs du Millénaire pour le développement, objectifs de développement durable, post-2015, agenda du développement, post OMD, frontières planétaires, inégalités

Les objectifs du Millénaire pour le développement ont été mis sur pied au début des années 2000 afin de contribuer à l'essor des pays en développement. En 2015, ces objectifs viendront à échéance et un cadre comportant les nouvelles priorités de l'heure devra être pensé. La dégradation de l'environnement, qui s'est accentuée ces dernières années, a compromis la réussite de certaines stratégies de développement entreprises à travers le monde. Ainsi, l'objectif de cet essai est de déterminer comment l'intégration de l'environnement dans les diverses initiatives de reconceptualisation en cours est prise en considération dans la définition des objectifs pour l'agenda de développement post-2015.

La principale recommandation formulée dans cet essai est qu'il sera important par la communauté internationale de mettre sur pied un ensemble d'objectifs dont la lutte contre les inégalités, la considération des frontières planétaires et l'instauration d'une approche basée sur les biens communs seraient au cœur du cadre. Cela ferait en sorte de garantir l'atteinte d'un développement international qui soit durable. Cette recommandation a été formulée après analyse des échecs et des succès enregistrés ces treize dernières années par les actuels objectifs du Millénaire pour le développement et de l'étude de nombreuses propositions de cadres provenant d'acteurs intergouvernementaux et de la société civile, tant du Nord que du Sud. De plus, il a été suggéré qu'il serait important que les futurs objectifs soient limités en nombre et précis, que les cibles soient claires et que les indicateurs soient soutenus par des bases de données actualisées. Ensuite, il est essentiel que le processus de consultation intègre l'ensemble des sociétés afin que les objectifs reflètent réellement les priorités de chacune d'entre elles. Finalement, la population devra continuer à être sensibilisée sur l'influence de l'environnement sur plusieurs volets relatifs au développement.

La conclusion de cet essai soutient qu'étant donné que les multiples processus de formulation des objectifs se trouvent encore dans une phase de gestation, le niveau d'élaboration et de conceptualisation des objectifs n'est pas au même niveau pour tous et il est difficile de voir à ce stade-ci une tendance claire. Une chose est certaine, la prochaine génération d'objectifs devra être recentrée sur la conceptualisation de la dimension environnementale, car c'est à partir d'une biosphère en santé que tout le reste découle. L'état critique dans laquelle se trouve cette dernière ne peut plus attendre une nouvelle tergiversation.

REMERCIEMENTS

Avant tout, je tiens à remercier ma directrice d'essai, Madame Maria Del Rosario Ortiz Quijano, pour l'opportunité qui m'a été offerte de rédiger cet essai et pour m'avoir guidé tout au long du processus. Son soutien, sa disponibilité et ses commentaires se sont avérés d'une grande importance.

J'aimerais aussi remercier ma famille pour son support inconditionnel pendant mes études, et surtout dans les moments les plus difficiles. Depuis mon jeune âge, mes parents ont toujours été derrière moi pour m'encourager et c'est à eux que je désire dédier cet essai.

Finalement, je tiens à remercier mes amis Pier-Luc Têtu et Marc Houle pour leur patience et leur relecture de l'essai.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
1 LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT.....	3
1.1 Historique de la conceptualisation des objectifs du Millénaire pour le développement	3
1.2 Forces de la conceptualisation des objectifs du Millénaire pour le développement.....	5
1.3 Faiblesses de la conceptualisation des objectifs du Millénaire pour le développement.....	6
1.4 État des lieux à trois ans de l'échéance	8
1.4.1 Les progrès réalisés	10
1.4.2 Les échecs enregistrés	13
2 L'ENVIRONNEMENT : BILAN DE RIO+20	18
2.1 Avant Rio+20 et constats accablants.....	18
2.1.1 De Rio 92 à Rio+20 : les limites de la gouvernance environnementale.....	18
2.1.2 Frontières planétaires	26
2.1.3 GEO-5	27
2.2 Résultats de Rio+20.....	28
2.2.1 « L'avenir que nous voulons »	28
2.2.2 Le forum politique de haut-niveau pour le développement durable.....	30
2.2.3 Processus des objectifs de développement durable	30
2.3 Les blocages à Rio+20	34
2.3.1 Le paradigme de la croissance économique illimitée persiste.....	34
2.3.2 Le rôle des instruments de marché pour freiner la dégradation	35
3 LES CADRES DE RECONCEPTUALISATION POST-2015 ET LA PLACE DE L'ENVIRONNEMENT.....	37
3.1 Principales considérations pour l'établissement d'objectifs environnementaux	37
3.2 Cadres conceptuels post-2015 mettant l'accent sur les OMD.....	38
3.2.1 Le cadre <i>One-world Goals</i>	38
3.2.2 Le cadre <i>MDGs 2.0</i>	42
3.2.3 Le cadre <i>Global Sustainability Goals</i>	44
3.3 Les objectifs de développement durable (ODD) comme alternative après 2015?	47
3.4 Cadres conceptuels post-2015 centrés sur les ODD.....	49
3.4.1 Proposition des gouvernements de la Colombie, du Guatemala et du Pérou	49
3.4.2 Proposition d'organisations de la société civile	50
3.4.3 Proposition de Jeffrey D. Sachs	50
3.4.4 Proposition de Kalpavriksh-India.....	51
3.4.5 Proposition de Griggs et autres	53

3.5	Des objectifs uniques après 2015?	55
4	ANALYSE COMPARATIVE DES PROCESSUS DE CONCEPTUALISATION DES OMD APRÈS 2015, ÉTUDE DE CAS	59
4.1	Processus intergouvernemental de l'Union européenne.....	59
4.2	Processus de la société civile canadienne, le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) et l'Association canadienne d'études du développement international (ACÉDI)	62
4.3	Processus intergouvernemental de quatre institutions panafricaines	65
4.4	Processus de la société civile du Nord-Est asiatique à travers la <i>North-East Asian Youth Conference</i>	68
4.5	Critères et grille d'analyse.....	71
4.6	Discussion	74
5	RECOMMANDATIONS	78
5.1	Objectifs globaux	78
5.2	Objectifs	78
5.2.1	Les inégalités.....	79
5.2.2	La durabilité environnementale.....	80
5.2.3	La gouvernance	81
5.3	Le processus	81
5.3.1	Renforcer la consultation thématique sur la durabilité environnementale	81
5.3.2	Renforcer la participation de l'expertise scientifique.....	82
	CONCLUSION	83
	RÉFÉRENCES.....	85
	ANNEXE 1 - LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT	98
	ANNEXE 2 - SITUATION EN 2012 DES RÉGIONS DU MONDE RELATIVEMENT À L'ATTEINTE DES OMD	104
	ANNEXE 3 - LES SIX OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE COUPANT À TRAVERS LES DOMAINES ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL.....	107
	ANNEXE 4 - LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE, UNE FUSION DES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT ET DES OBJECTIFS DE DURABILITÉ GLOBALE	109

LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX

Figure 1.1	Évolution du taux de pauvreté mondial entre 1981 et 2008.....	12
Figure 1.2	Population (en millions) urbaine ou rurale, avec ou sans une source d'eau améliorée dans le monde en 1990 et en 2010	14
Figure 1.3	Proportion de personnes sous-alimentées dans les régions en développement, 1990-1992, 1995-1997, 2000-2002 et 2006-2008	15
Figure 1.4	Variation (en millions d'hectares par an) des superficies boisées entre 1990 et 2000 et entre 2000 et 2010.....	16
Figure 2.1	Représentation des neuf frontières planétaires.....	27
Figure 2.2	Agenda post-2015 des Nations Unies	33
Tableau 1.1	Progrès globaux des OMD	9
Tableau 1.2	Pourcentage des pays développés enregistrant des progrès pour chaque cible	10
Tableau 2.1	Bulletin de notes des trois conventions de Rio	25
Tableau 3.1	Présentation des objectifs <i>One-world Goals</i>	39
Tableau 3.2	Équivalences entre les OMD et les OWG	40
Tableau 3.3	Présentation des objectifs <i>MDGs 2.0</i>	43
Tableau 3.4	Présentation des <i>Global Sustainability Goals</i>	45
Tableau 3.5	Thèmes devant être touchés par les cibles éventuelles de l'objectif 3 du cadre GSG	46
Tableau 3.6	Cadres de conceptualisation des objectifs de développement durable.....	48
Tableau 3.7	Les huit objectifs proposés par Ashish Kothari	52
Tableau 3.8	Équivalences entre les OMD et les objectifs proposés par Ashish Kothari	53
Tableau 3.9	Tableau synthèse de quelques cadres de conceptualisation d'objectifs post-2015	58
Tableau 4.1	Principales conclusions des consultations publiques tenues par la Commission européenne	61
Tableau 4.2	Présentation des objectifs de la <i>North-East Asian Youth Conference</i>	70
Tableau 4.3	Analyse de cadres provenant d'acteurs gouvernementaux ou de la société civile du Nord et du Sud	73

LISTE DES ACRONYMES, DES SYMBOLES ET DES SIGLES

ACDI	Agence canadienne de développement international
ACÉDI	Association canadienne d'études du développement international
APD	Aide publique au développement
AQOCI	Association québécoise des organismes de coopération internationale
BAD	Banque africaine de développement
CAD	Comité d'aide au développement
CCCI	Conseil canadien pour la coopération internationale
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CDB	Convention sur la diversité biologique
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CGD	<i>Center for Global Development</i>
CIGI	<i>Centre for International Governance</i>
CLD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
CNUCD	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CNUDD	Conférence des Nations Unies sur le développement durable
CUA	Commission de l'Union africaine
DAES	Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GSG	<i>Global Sustainability Goals</i>
IADM	Initiative d'allègement de la dette multilatérale
KDI	<i>Korea Development Institute</i>
MDDEFP	Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs
MDG	<i>Millennium Development Goals</i>
NEAYC	<i>North-East Asian Youth Conference</i>
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectifs de développement durable
ODI	<i>Overseas Development Institute</i>
OID	Objectifs internationaux de développement
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONU	Organisation des Nations Unies

OWG	<i>One-world Goals</i>
PIB	Produit intérieur brut
PMB	Produit mondial brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUD-BRA	Bureau régional pour l’Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l’environnement
PPTE	Initiative en faveur des pays pauvres très endettés
RED	Rapport européen sur le développement
UN-NGLS	<i>United Nations Non-Governmental Liaison Service</i>
UNRIC	Centre régional d’information des Nations Unies

INTRODUCTION

À la veille de l'échéance des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et suite à la Conférence Rio+20 avec sa proposition de définir des objectifs de développement durable (ODD), la scène internationale est prise d'une frénésie autour de la conceptualisation de l'agenda du développement post-2015. Depuis septembre 2000, l'agenda du développement international a été régi par un compromis des leaders mondiaux afin de lutter pour :

« un monde partiellement débarrassé de la pauvreté, de la faim et de la maladie, de meilleures chances de survie pour les mères et leurs nourrissons, l'éducation pour tous, l'égalité des chances pour les femmes et une amélioration de l'environnement physique » (Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies (DAES), s.d.).

La mise en place de ce cadre d'objectifs de développement sur la scène internationale a été le premier accord à long terme mis en place afin de résoudre les multiples dimensions de la pauvreté tout en offrant aux décideurs politiques nationaux et internationaux des objectifs limités dans le temps, ainsi que par des cibles et des indicateurs (Stein et Horn (2012). Ce facteur, combiné à la simplicité du processus, aurait d'ailleurs été la cause du succès de l'atteinte d'un consensus politique (Bourgerie et autres (2012). D'autre part, l'initiative de remplacer les OMD par des objectifs de développement durable dans l'agenda de l'après-2015 est la nouvelle fenêtre qui s'ouvre pour redéfinir la vision et de nouveaux objectifs pour le développement international dans les prochains 15 ans.

L'environnement, thème ayant été en quelque sorte mis à l'écart du processus des OMD, serait l'un des enjeux majeurs qu'il faudra inévitablement mettre au cœur du futur cadre. Tel que l'indique Revekin (2013), Owen Gaffney, directeur des communications à l'*International Geosphere-Biosphere Program* en Suède, pense « qu'une planète en bonne santé est une condition préalable pour garantir une vie prospère et en meilleure santé ». Cela conduirait donc à une nouvelle vision du développement durable selon laquelle il s'agirait d'un développement « répondant aux besoins du présent tout en préservant le système de support de vie de la Terre » (Revekin, 2013). Cette définition vient en fait modifier la vision que nous connaissons actuellement du développement durable et du concept des trois piliers : social, économique et environnemental.

L'objectif général de cet essai est de déterminer comment l'intégration de l'environnement dans les diverses initiatives de reconceptualisation en cours est prise en considération dans la définition des objectifs pour l'agenda de développement post-2015 qui succéderont aux OMD. Pour cela, il sera

tout d'abord question de faire un récapitulatif de l'histoire du processus des actuels OMD en synthétisant les forces et faiblesses dans leur conceptualisation. Ensuite, il s'agira d'exposer et d'illustrer les avantages et les inconvénients de quelques processus de conceptualisation de nouveaux OMD et Objectifs de développement durable (ODD) provenant d'acteurs impliqués dans le processus de consultation des Nations Unies. De plus, une analyse comparative de quatre processus provenant d'acteurs intergouvernementaux et de la société civile, tant du Nord que du Sud, sera effectuée. Finalement, des recommandations seront formulées afin de souligner les principales priorités qui devront être considérées dans la mise sur pied d'un cadre d'objectif de développement pour l'après-2015.

Afin de garantir l'exactitude des informations présentées dans l'essai, il a fallu recourir uniquement à des documents provenant de revues scientifiques réputées fiables, d'organisations régionales, internationales ou de la société civile crédibles, ainsi que de divers gouvernements à travers le monde. Il a aussi été nécessaire à quelques reprises de se renseigner sur l'auteur afin de savoir si celui-ci a un parti pris dans un débat ou s'il fait part d'une certaine impartialité. En raison de l'approche de la date d'échéance de 2015 pour les actuels OMD, la conceptualisation d'un nouveau cadre d'objectifs de développement est un sujet sur lequel plusieurs articles ou rapports sont actuellement en publication. Le fait que la conceptualisation d'objectifs post-2015 soit l'un des sujets de l'heure sur la scène internationale a permis d'avoir accès à une multitude de sources d'informations qui ont permis de s'assurer de la véracité de celles-ci. Opter pour des sources d'information récentes était aussi un important facteur à considérer, et ce, en raison du caractère changeant des données relatives aux OMD et à l'agenda de développement post-2015.

1 LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Depuis leur implantation par les Nations Unies en septembre 2000, les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont connu des réussites, mais aussi des progressions moins importantes à l'échelle planétaire. Dans cette section, il sera question de donner un aperçu général quant aux OMD et au processus qui a permis leur mise sur pied. En raison du fait que nous approchons de plus en plus de la date d'échéance fixée pour 2015, il serait pertinent de donner des détails sur les avancements et les reculs enregistrés par rapport aux cibles préalablement fixées.

1.1 Historique de la conceptualisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les huit objectifs du Millénaire pour le développement sont apparus à la suite de la réunion tenue au siège social des Nations Unies, à New York, en septembre 2000 et qui a permis l'adoption de la Déclaration du Millénaire. Selon Waage et autres (2010), il s'agirait du pacte le plus politiquement important qui n'a jamais été élaboré dans le domaine du développement international. Stein et Horn (2012) indiquent même que la conceptualisation des OMD a été le premier accord à long terme mis sur pied afin de régler les multiples dimensions de la pauvreté, tout en offrant aux décideurs politiques nationaux et internationaux des objectifs limités par le temps, ainsi que par des cibles et des indicateurs. Six valeurs relatives à la liberté, l'égalité, la solidarité, la tolérance, le respect de la nature et la responsabilité partagée ont été déterminées comme étant primordiales dans le cadre des relations internationales au XXI^e siècle (Waage et autres, 2010). Ces valeurs ont ainsi été présentées dans la Déclaration du Millénaire pour aboutir à l'établissement des huit OMD suivants : (1) réduire la pauvreté et la faim; (2) assurer l'éducation primaire pour tous; (3) promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; (4) réduire la mortalité infantile; (5) améliorer la santé maternelle; (6) combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies; (7) préserver l'environnement; et (8) mettre en place un partenariat mondial pour le développement (Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), 2012a). Selon Clemens et autres (2007), la Banque mondiale considère ces OMD comme étant acceptés communément en tant que cadre pour mesurer les progrès du développement. Une description détaillée des 8 OMD et de leurs cibles et indicateurs est faite dans le tableau de l'annexe 1.

À la fin de l'Assemblée générale des Nations Unies tenue en septembre 2000, les chefs d'État et de gouvernement ont déclaré ce qui suit :

« Nous réaffirmons solennellement, en cette occasion historique, que l'Organisation des Nations Unies est le lieu de rassemblement indispensable de l'humanité tout entière où nous nous efforçons de concrétiser nos aspirations universelles à la paix, à

la coopération et au développement. Nous nous engageons donc à accorder un soutien indéfectible à la réalisation de ces objectifs communs et nous nous déclarons résolus à les atteindre » (Organisation des Nations Unies, 2000).

Étant certains des avancées qui seront faites sur le plan du développement et de la coopération à l'échelle internationale, ces acteurs gouvernementaux avaient ainsi décidé de montrer au monde entier l'importance qu'ils donnaient à ces objectifs. Cela démontre une autre fois à quel point se dessinait à l'époque une certaine « révolution » destinée à lutter contre les principaux problèmes touchant le monde au début du XXI^e siècle.

Afin de comprendre ce qui a réellement contribué à la mise sur pied des OMD, il faut reculer de quelques années et s'arrêter en 1996. À cette époque, le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a publié une étude dans laquelle des objectifs internationaux de développement (OID) ont été proposés afin de motiver les pays donateurs à augmenter les aides versées aux pays en développement (Stein et Horn, 2012). Cela a constitué en quelque sorte l'élément déclencheur de l'importante augmentation de l'implication des divers acteurs internationaux dans le cadre de la lutte à la pauvreté. Voyant les bienfaits de ces OID, les Nations Unies, par l'intermédiaire de leur Secrétaire général de l'époque, Kofi Annan, ont décidé d'impliquer les gouvernements, les agences d'aide internationales ainsi que les membres de la société civile afin de conceptualiser les OMD (Stein et Horn, 2012). Jusqu'en 2001, le cadre des OMD comprenait au total huit objectifs, 18 cibles et 48 indicateurs (Waage et autres, 2010). Par la suite, ce sont 3 cibles et 12 indicateurs qui se sont ajoutés aux OMD, portant ainsi le compte à huit objectifs, 21 cibles et 60 indicateurs.

Au fil des ans, diverses réunions se sont tenues afin de dresser le bilan des OMD. C'est ainsi qu'une première rencontre d'étape a eu lieu en septembre 2005 lors du Sommet mondial tenu à New York et au cours duquel près de 170 chefs d'État et de gouvernements se sont rencontrés. Une deuxième rencontre a été tenue en septembre 2008 afin d'analyser les avancements réalisés, d'identifier les principales problématiques rencontrées et de déterminer les mesures correctrices qui peuvent être entreprises. La troisième et dernière rencontre ayant eu lieu jusqu'à ce jour s'est déroulée en septembre 2010 à New York. Cette réunion avait pour objectif de faire le suivi des OMD et de proposer des solutions à l'accélération de l'atteinte des OMD avant la date d'échéance en 2015 (Représentation permanente de la France auprès des Nations Unies, 2012).

1.2 Forces de la conceptualisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Selon Platforma (2012), la principale force de la conceptualisation actuelle est que :

« les OMD sont formulés de manière simple, qu'il y a des cibles quantifiables et facilement identifiables, ce qui a indéniablement contribué à leur « popularisation » et au fait qu'ils constituent non seulement un cadre de référence pour les bailleurs de fonds, mais également pour les pays partenaires ».

Malgré ce qui peut être dit à leur sujet, les objectifs, les cibles et les indicateurs des OMD actuels ont en quelque sorte permis de toucher aux besoins humains les plus importants. Les acteurs ayant procédé à la mise sur pied du cadre des OMD l'ont fait en fonction des priorités de l'époque, et ce, afin de contribuer au développement de toutes les régions du globe. À ce sujet, Jan Vandemoortele (2012), qui a notamment contribué à la conceptualisation des OMD actuels, indique que :

« des objectifs mondiaux aident à se concentrer sur le développement humain et les droits humains qui sont tous deux des notions universelles applicables dans tous les pays du monde et non pas uniquement aux plus pauvres ».

L'auteur ajoute de plus que les OMD permettent d'accélérer le progrès dans de nombreux pays, mais que leur applicabilité ne peut être jugée que dans le contexte spécifique du pays, et ce, en prenant en compte les conditions initiales dans lesquelles il se trouve (Vandemoortele, 2012).

Du côté de la France, le Secrétariat général des affaires européennes (2012) indique que « la mise en place d'instruments de mobilisation et d'acheminement des ressources dans des secteurs dédiés » était l'un des avancements majeurs réalisés par les OMD. Cela est d'autant important lorsque nous voyons que le cadre directeur actuel a été reconnu par l'ensemble des pays ainsi qu'une grande partie des principaux organismes œuvrant dans le développement international.

Plusieurs auteurs s'entendent sur les forces de la conceptualisation et de la mise en œuvre des OMD (Hulme et Wilkinson, 2012). Ceux-ci insistent d'ailleurs sur le fait que les OMD ont permis notamment d'améliorer la récolte et la compilation de données relatives à la pauvreté à l'échelle nationale et internationale; d'inverser la baisse enregistrée au niveau de l'aide étrangère pour quelques années; d'améliorer la coordination de l'aide internationale entre les diverses agences donatrices; de sensibiliser les populations résidant dans les pays riches quant à la pauvreté existante dans certaines régions et de contribuer à des changements progressifs dans les normes sociales dans certaines parties du monde (Hulme et Wilkinson, 2012). Toujours selon Hulme et Wilkinson (2012), la mise sur pied des OMD fait en sorte que des améliorations au niveau du bien-être humain

sont possibles grâce à des moyens directs, tels que des augmentations et des améliorations au niveau de l'aide étrangère, et indirects, tels que la conscientisation internationale rendant l'extrême pauvreté inacceptable.

L'utilisation d'indicateurs statistiques qui puissent représenter l'évolution des objectifs et des cibles à travers le temps est une force considérable à souligner. Cela a notamment permis de suivre l'évolution de la situation en temps réel et ainsi aider les gouvernements et les organisations internationales à mettre sur pied leurs politiques d'intervention (Organisation des Nations Unies, 2012b). Le fait que des limites temporelles pour l'atteinte des cibles fixées et que ces dernières soient quantitativement définies constituent certainement les principales forces des OMD actuels en raison du fait qu'un suivi peut être effectué par les gouvernements à travers le monde et ainsi permettre de lutter efficacement contre la pauvreté extrême (Fukuda-Parr et autres, 2012).

1.3 Faiblesses de la conceptualisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Commission européenne a souligné en 2012 le fait que des lacunes existaient dans la conceptualisation des OMD qui sont en vigueur à l'heure actuelle (Commission européenne, 2012a). Selon ce document, au lieu que des problématiques telles que la croissance, l'équité, la protection sociale, la gouvernance, les droits de l'homme, les conflits ou l'environnement et les changements climatiques soient priorisées, les concepteurs de l'époque avaient plutôt opté pour des objectifs « fondés sur des résultats sociaux, comme l'éradication de la pauvreté et de la faim, la santé, l'éducation et l'égalité des sexes » (Commission européenne, 2012a). À ce sujet, les Nations Unies avaient même considéré important en 2010 d'intégrer la croissance économique et la gouvernance aux OMD afin de garantir le développement (Secrétariat général des affaires européennes (SGAE), 2012).

Une autre faiblesse enregistrée dans l'actuelle conceptualisation des OMD est l'échelle à laquelle les analyses, par l'entremise des divers indicateurs, sont effectuées. En effet, les résultats sont présentement analysés par pays et non par région (Commission européenne, 2012a). Or nous savons très bien qu'au sein d'une même Nation, d'importantes disparités peuvent exister, par exemple entre régions côtières et régions de l'intérieur, et même entre différentes classes de la population ou ethnies. Il aurait alors fallu que les indicateurs soient plus soigneusement décortiqués afin de refléter ces différences.

Waage et autres (2010) ont soulevé certaines problématiques dans les différents objectifs que nous avons actuellement. Dans le cas de l'OMD 1, les auteurs soulignent le fait que la pauvreté mesurée

est excessivement fondée comme étant basée sur les revenus. Sachant que la majorité des personnes pauvres sont des agriculteurs habitant dans les régions rurales, l'ajout d'indicateurs relatifs à l'agriculture aurait été nécessaire (Waage et autres, 2010). Dans le cas de l'OMD 2, Waage et autres (2010) indiquent que toute l'attention est posée sur l'éducation primaire, alors que peu d'importance est donnée à l'éducation postsecondaire qui contribue grandement à l'obtention d'emplois décents et par conséquent, à la croissance économique des pays. La séparation de la santé maternelle (OMD 5) et infantile (OMD 4) est un autre point faible qui est ressorti de l'analyse des OMD faite par Waage et autres (2010). Cela a malheureusement eu comme conséquence de fragmenter les efforts destinés à lutter contre ces problématiques. L'OMD 7, qui cherche à garantir un environnement durable, contient quant à lui, des cibles à atteindre dont les relations entre elles ne sont pas évidentes à faire (Waage et autres, 2010). En effet, ces cibles touchent des problématiques diverses et qui n'ont pas de points qui les rallient. Un autre problème, et non le moindre, est le manque d'intégration de cet OMD avec les autres objectifs. Par exemple, il est inconcevable de lutter contre l'extrême pauvreté, la faim ou certaines maladies sans pour autant prendre en considération le volet environnemental.

L'annexe 1 nous renseigne aussi les principales lacunes soulevées par Karver et autres (2012) au niveau des indicateurs utilisés afin de mesurer les avancements réalisés par les OMD. Il a été déterminé à quelques reprises que les indicateurs ou mesures effectuées étaient beaucoup trop vagues pour informer adéquatement de la situation. De plus, la fixation de certains seuils tels que celui de la malnutrition et de l'extrême pauvreté, etc. ne semble pas avoir été adéquatement déterminé. Il aurait donc fallu aux acteurs de la conceptualisation des OMD, consacrer plus de temps et d'efforts à la mise sur pied d'indicateurs de mesure clairs, efficaces et uniformes afin que ceux-ci soient adéquatement utilisés partout dans le monde. Du côté de Deepak Nayyar (2012), les OMD sont fixés en termes de données agrégées ou de moyennes, cachant ainsi plus de choses que ce qui est révélé. L'auteur ajoute que la représentation des indicateurs sociaux de développement par des moyennes arithmétiques ou statistiques donne un indicateur global unique ne reflétant aucunement le bien-être des pauvres, alors que ces derniers se situent largement en dessous de ces moyennes (Nayyar, 2012).

De nombreux pays en développement se sont peu, voire pas du tout identifiés aux OMD. Cela est notamment dû au fait que lors de leur conceptualisation, les membres de gouvernements et de la société civile concernés n'ont pas été assez consultés. Il faudra donc prendre en considération ces diverses lacunes lorsque viendra le temps de former les objectifs pour l'après 2015.

1.4 État des lieux à trois ans de l'échéance

En ce qui a trait à la situation des OMD dans le monde, Waage et autres (2010) laissaient savoir en 2010 que peu d'objectifs étaient en passe d'être atteints pour 2015. Les auteurs soulignaient surtout le fait que l'Afrique et l'Asie du Sud étaient les régions rencontrant les progrès les moins importants. En optant pour une vision plus globale, Waage et autres (2010) soulignaient le fait que l'OMD 1 était en bonne position pour être atteint, que des améliorations remarquables ont été faites pour l'OMD 6, alors que les progrès étaient plutôt insuffisants dans le cas des OMD 2, OMD 4 et OMD 5. Les auteurs ont qualifié « d'avancement léthargique » l'évolution de l'OMD 3 à 5 ans de l'échéance, et ont souligné que l'importante déforestation qui a lieu à travers la planète compromettait l'atteinte de l'OMD 7 (Waage et autres, 2010). Le tableau de l'annexe 2 représente les données récoltées en 2012 par l'Organisation des Nations Unies (2012a) quant à l'évolution de l'atteinte des OMD. Celui-ci donne donc une image plus à jour quant à l'évolution de la situation dans diverses régions du globe.

D'une source d'information à l'autre, il n'est pas étonnant de voir que les résultats du suivi fait pour les OMD sont différents. À ce propos, Hulme et Wilkinson (2012) indiquent que de nombreux débats ont lieu lorsque vient le temps de mesurer les impacts et succès des OMD. En effet, la complexité des moyens de mesure des progrès, la volonté des gouvernements à modifier les données à leur avantage et plusieurs autres facteurs peuvent expliquer les écarts des données provenant à titre d'exemple de l'Organisation des Nations Unies et d'un quelconque gouvernement. De plus, faire le suivi des OMD n'est pas une chose évidente à réaliser, surtout lorsque nous savons que la situation initiale dans laquelle se trouvent les pays n'est pas identique et diffère d'une nation à une autre.

Les tableaux 1.1 et 1.2 nous dressent le portrait de l'évolution de la situation en ce qui a trait aux OMD. Les données les plus importantes qui y sont contenues seront donc présentées dans les sections 1.4.1 et 1.4.2. Selon Nayyar (2012), l'analyse de l'avancement de l'ensemble des objectifs démontre que les progrès accomplis jusqu'à présent ne sont pas suffisants pour atteindre les cibles visées en 2015. C'est pourquoi il a été allégué que pour mesurer le degré de mise en œuvre des OMD, il ne s'agit pas tant de se demander si les cibles peuvent être atteintes, mais de vérifier que la progression vers les objectifs s'accélère.

Tableau 1.1 : Progrès globaux des OMD (tiré de : McArthur et autres, 2012)

OMD	Y a-t-il eu un progrès depuis 1990?	Taux d'avancement par rapport à la cible (100% signifie que la cible est atteinte)	L'objectif est-il sur la bonne voie pour être atteint?	Les progrès en 2003-2008 sont-ils supérieurs à ceux de 1990-2001/2?	Progrès plus rapide que les modèles historiques? (1970-2000 vs 2000-2009)
Pauvreté	Oui	80	Oui	Oui	N/D
Sous-alimentation	Oui	77	Non	Non	N/D
Éducation primaire	Oui	90	Non	Oui	Non
Égalité des sexes dans l'éducation primaire	Oui	96	Oui	Non	Non
Mortalité infantile	Oui	69	Non	Oui	Oui
Mortalité maternelle	Oui	57	Non	Oui	Oui
Eau potable	Oui	88	Oui	Non	N/D

Tableau 1.2 : Pourcentage des pays développés enregistrant des progrès pour chaque cible
(tiré de : McArthur et autres, 2012)

OMD	Un progrès est enregistré	Un progrès est enregistré	L'objectif est sur la bonne voie pour être atteint	L'objectif est sur la bonne voie pour être atteint	Un progrès rapide est enregistré	Un progrès rapide est enregistré
Pauvreté	63	66	49	47	51	N/D
Sous-alimentation	55	57	34	25	N/D	N/D
Éducation primaire	75	N/D	46	55	35	68
Égalité des sexes dans l'éducation primaire	61	N/D	55	Primaire : 80 Secondaire : 82	46	56
Mortalité infantile	95	95	38	36	32	51
Mortalité maternelle	83	N/D	19	30	N/D	33
Eau potable	73	82	49	66	34	N/D

1.4.1 Les progrès réalisés

D'une façon générale, les OMD auraient permis d'enregistrer 4 avancements importants : « encourager le consensus politique mondial, constituer un espace de plaidoyer, améliorer le ciblage et le flux des aides, et finalement, améliorer le contrôle des projets de développement » (Waage et autres, 2010).

Le dernier rapport sur les OMD publié par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (2012a) indique que de nombreux progrès ont pu être enregistrés dans la réalisation des

objectifs du Millénaire pour le développement. Ces avancements enregistrés à travers le monde ont par ailleurs été possibles grâce à une importante mobilisation et un travail en collaboration de nombreux acteurs, à l'échelle régionale, nationale et internationale.

Tout d'abord, des reculs importants auraient été enregistrés en ce qui a trait aux personnes vivant dans l'extrême pauvreté (Banque mondiale, 2013). La figure 1.1 démontre l'ampleur de cette baisse enregistrée dans le monde entre 1981 et 2008, selon que le seuil de pauvreté soit établi à 1 ou 1,25 \$ par jour. Bien que cette population vive principalement en Afrique subsaharienne, les statistiques démontrent que la proportion de personnes vivant avec moins de 1,25 \$ par jour était de 24 % en 2008, contre 47 % en 1990, soit une diminution de près de 600 millions de personnes (PNUD, 2012a). Toujours selon le PNUD (2012a), les résultats de 2010 indiquent que le taux de pauvreté mondial à 1,25 \$ par jour serait passé à moins de la moitié du taux de 1990, faisant en sorte que cette cible soit l'une des premières à avoir été atteinte, et ce, avant la date d'échéance de 2015. Au fil des années, la localisation de la majorité des personnes atteintes par l'extrême pauvreté a changé, faisant en sorte que près d'un milliard d'entre eux vivent dans les pays à revenu intermédiaire (Gentilini et Sumner, 2012). Cette situation est notamment due au fait que de nombreuses nations se sont vu passer du statut de pays à bas revenu à pays dont les revenus sont considérés comme étant moyens. Ce sont donc près de 75,9 % des personnes les plus pauvres qui résident dans ces pays à revenu intermédiaire selon Gentilini et Sumner (2012), représentant donc près de 960,4 millions d'individus.

Les statistiques démontrent que des avancements importants ont été réalisés dans le cas de l'accès à l'eau potable grâce à une proportion de la population utilisant une source d'eau améliorée qui est passée de 76 % en 1990 à 89 % en 2010 (PNUD, 2012a). À première vue, ces résultats indiquent que les conditions de vie de nombreuses personnes à travers le monde se sont améliorées. La figure 1.1 donne une idée de l'évolution de la situation entre 1990 et 2010 pour les différentes régions du monde. L'Océanie est certainement la seule région accusant un léger retard par rapport à la cible fixée pour 2015, mais la cause n'est pas pour autant perdue.

Des progrès ont aussi été enregistrés dans le cas de la diminution du nombre de personnes résidant dans les taudis, avec une proportion de 39 % en 2000 qui est passée à 33 % en 2012 (PNUD, 2012a). Les politiques d'aide destinées aux personnes habitant les quartiers défavorisés et qui ont été entreprises dans de grands pays en développement tels que le Brésil ont certainement joué un rôle important dans la baisse du nombre de personnes résidant dans les taudis.

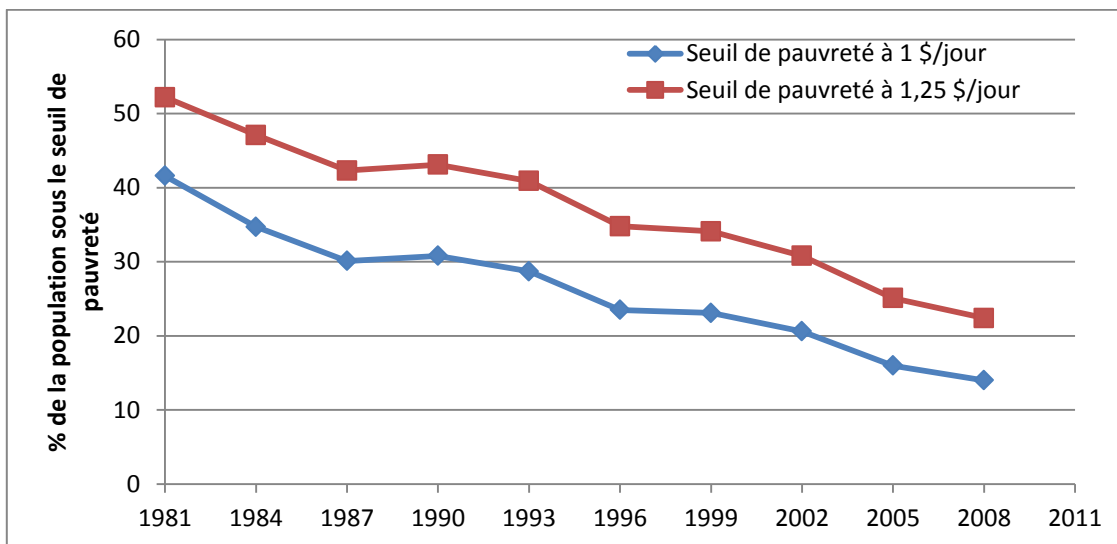


Figure 1.1 : Évolution du taux de pauvreté mondial entre 1981 et 2008 (tirée de : Banque mondiale, 2013)

Des améliorations ont aussi été obtenues quant à la parité entre les filles et les garçons suivant une éducation primaire, et ce, avec un ratio qui est passé de 91 en 1999, à 97 en 2010 (PNUD, 2012a). Mauvaise élève en ce qui concerne l'accès à l'éducation, les données du Programme des Nations Unies pour le Développement (2012) démontrent que l'Afrique subsaharienne est arrivée à faire passer son taux d'inscription à l'école primaire de 58 % en 1999, à 76 % en 2010. Cet accès à l'éducation, qui s'est ouvert à un important nombre de personnes, influe sans équivoque sur des facteurs tels que la diminution de l'extrême pauvreté ou l'amélioration de la santé des populations. Sur le plan de la santé, des progrès ont aussi été enregistrés, tels que la mortalité infantile qui a reculé, passant de 12 millions en 1990 à 7,6 millions en 2010, l'accès au traitement qui s'est élargi pour les personnes atteintes du VIH, faisant en sorte qu'en 2010, 6,5 millions de personnes avaient eu accès au traitement, contrairement aux 5,1 millions de l'année qui précédait, et finalement, le net recul des taux de mortalités dues à la tuberculose et au paludisme (PNUD, 2012a). McArthur et autres (2012) confirment même que les OMD ont contribué à de nombreuses améliorations dans le domaine du développement, mais que les principales se sont surtout faites en santé.

Voyons maintenant ce qui en est des progrès réalisés par les OMD selon McArthur et autres (2012) afin d'être en mesure de voir la variabilité de l'analyse de l'avancement enregistré par les OMD. Le tableau 1.1 a comme avantage de faire le suivi de l'évolution des OMD, et ce, sur divers volets. Selon ce tableau, tous les OMD sans exception ont connu un progrès depuis 1990, soit avant la mise sur pied de ces objectifs. D'après les données présentées par McArthur et autres (2012), il

semblerait que la lutte menée à travers le monde pour contrer l'extrême pauvreté ait porté fruit. Avec un taux d'avancement de 80 % par rapport à la cible de 2015, il a été déterminé que l'objectif était sur la bonne voie pour être atteint à la date d'échéance. La situation paraît être la même dans le cas de l'objectif relatif à l'accès à l'eau potable par la population mondiale avec un taux d'avancement de 88 %. Au sujet de l'évolution de la mortalité infantile, le tableau 1.2 démontre que Leo et Barmer ainsi que l'ODI (*Overseas Development Institute*) s'accordent sur le fait que 95 % des pays en développement ont connus des progrès quant à la mortalité infantile (McArthur et autres, 2012).

Malgré le fait que McArthur et autres (2012) n'aient pas procédé à l'analyse de la totalité des objectifs en détail comme l'a fait le PNUD, nous parvenons quand même à voir une certaine similarité quant aux principaux progrès retenus par les différentes sources. Le fait d'avoir déterminé ces avancements permettra de faciliter le travail afin de continuer sur la même lancée et ainsi utiliser ces succès lorsque viendra le temps de déterminer les nouveaux objectifs post-2015.

1.4.2 Les échecs enregistrés

Même si d'importants avancements ont été réalisés grâce à la mise sur pied des OMD, certains objectifs ont vu leur progrès ralentir. Tel que l'a souligné le PNUD (2012a), en 20 ans, le taux d'emplois précaires n'a que très peu diminué, passant de 67 % en 1991 à 58 % en 2011. L'idéal aurait bien sûr été que les personnes aient accès plus largement à des emplois à temps plein et dont la durée soit plus longue. L'accès à ce type d'emploi nécessite dans la majorité des cas d'avoir eu accès à une éducation primaire et secondaire de qualité et de préférence avoir poursuivi avec une éducation postsecondaire. Or, bien que des améliorations aient été enregistrées à travers le monde, celles-ci n'ont pas été suffisantes afin d'inverser la tendance et ainsi diminuer la proportion des emplois précaires. Bien que nous ayons vu précédemment que la situation s'est améliorée dans le domaine de la santé, la mortalité maternelle reste importante et la réduction se fait à rythme relativement lent malgré les nombreux efforts qui ont été faits (PNUD, 2012a). Tel que nous l'avons vu plus haut, des progrès importants ont pu être enregistrés quant à l'accès à des sources d'eau améliorées. Par contre, ces améliorations ont surtout eu lieu dans les zones urbaines, alors que 19 % de la population rurale n'aurait toujours pas accès à ce type d'installations (PNUD, 2012a). Ce sont même quelque 2,5 milliards de personnes à travers le monde qui n'auraient aucunement accès à des installations sanitaires améliorées, ce qui nous indique que nous sommes encore très loin des cibles fixées pour 2015. La figure 1.2 nous démontre à quel point ces variations entre les populations urbaines et rurales peuvent être importantes dans le cas de l'accès à une source d'eau

améliorée. Alors que moins de 3,75 % de la population urbaine mondiale en 2010 n'avait pas accès à une source d'eau améliorée, environ 19,2 % de la population rurale pour cette même année n'avait pas encore accès à ce type d'installation. Cette différence quant à l'accès à une source d'eau améliorée n'est pas uniquement limitée aux secteurs ruraux et urbains, mais des disparités existent aussi au sein d'un même pays entre hommes et femmes ou garçons et filles.

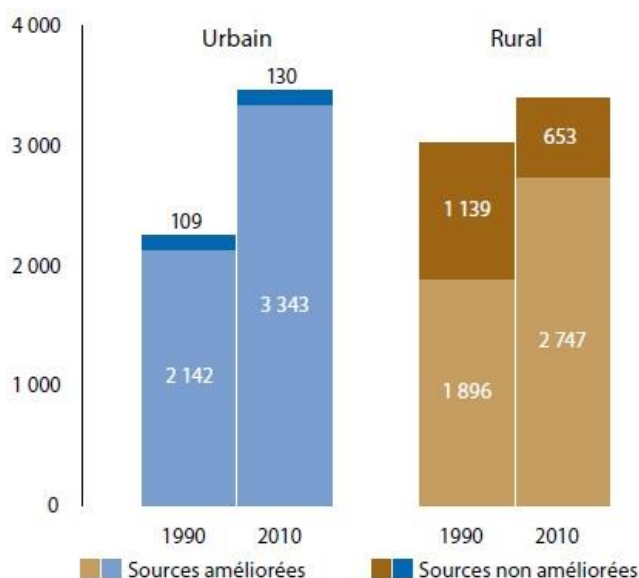


Figure 1.2 : Population (en millions) urbaine ou rurale, avec ou sans une source d'eau améliorée dans le monde en 1990 et en 2010 (tirée de : PNUD, 2012a)

Avec des données démontrant que près de 15,5 % de la population mondiale souffrait toujours de sous-alimentation entre 2006 et 2008 et que le tiers des enfants d'Asie du Sud souffraient d'insuffisance pondérale, nous pouvons voir ici un autre cas indiquant un faible avancement des objectifs relatifs à la lutte contre la faim dans certaines régions du monde (PNUD, 2012a). La figure 1.3 démontre à quel point le pourcentage de la population des pays en développement souffrant de sous-alimentation diminue à un rythme relativement lent. La situation est d'autant plus alarmante lorsque nous considérons le fait que la population des pays en développement a considérablement augmentée au fil du temps alors que la proportion des personnes sous-alimentées dans ces pays n'a que timidement baissé.

Nous avons vu précédemment que la proportion des personnes vivant dans les taudis avait diminué entre 2000 et 2012. Or ces données ne font pas état du nombre absolu de personnes qui reste

toujours très élevé, et ce, en raison de la population mondiale qui continue de croître au fil des années. En effet, les données du PNUD (2012a) indiquent que ce sont environ 863 millions de personnes à travers la planète qui vivent présentement dans des taudis, alors que ce chiffre était équivalent à approximativement 650 millions de personnes en 1990.

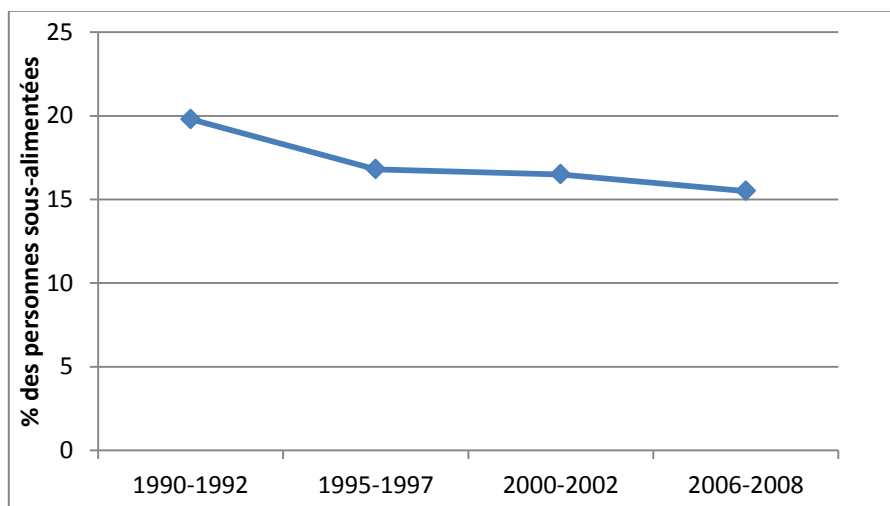


Figure 1.3 : Proportion de personnes sous-alimentées dans les régions en développement, 1990-1992, 1995-1997, 2000-2002 et 2006-2008 (tirée de : PNUD, 2012a)

À des fins de comparaison, il serait important de jeter un coup d’œil sur les résultats compilés par McArthur et autres (2012). Relativement aux cibles fixées pour 2015, un retard important est perceptible quant aux objectifs relatifs à la santé infantile et maternelle, avec des taux d’avancement par rapport à la cible de 69 et 57 % respectivement. Ce retard est quand même considérable en raison du nombre important de personnes touchées directement par ces problématiques. Bien que nous ayons vu plus haut que des avancements avaient été faits dans 95 % des pays en développement en ce qui a trait à la santé infantile, ce ne sont réellement qu’entre 36 et 38 % de ces pays qui sont sur la bonne voie (*ibid.*). Avec un taux d’avancement par rapport à la cible fixée pour 2015 de 77 %, la sous-alimentation accuse aussi un léger retard à moins de 3 ans de l’échéance. Selon McArthur et autres (2012), l’objectif accuse un retard tel qu’il semble ne pas être sur la bonne voie pour être atteint. Malgré un taux d’avancement de 90 % par rapport à la cible initialement fixée, une stagnation de l’évolution de la situation relative à l’accès à l’éducation primaire semble compromettre l’atteinte de cet OMD avant 2015 (*ibid.*).

D’autre part, du point de vue environnemental, l’un des échecs les plus importants est sans conteste la diminution des surfaces boisées dans le monde telle que le montre la figure 1.4. Bien que

l'Europe et l'Asie aient augmenté leurs superficies végétalisées par l'expansion des plantations, les baisses importantes enregistrées en Afrique et en Amérique du Sud depuis 1990 ne permettent pas d'inverser la tendance menant à la diminution lente et progressive des surfaces boisées naturelles à travers la planète. Cela entraîne nécessairement des répercussions négatives sur des facteurs tels que la lutte contre la perte de la biodiversité, la pauvreté, l'emploi, l'amélioration de la santé et même sur l'égalité entre les sexes en raison du fort taux de femmes dépendant de l'industrie de la forêt (Moss et Swan, s.d.).

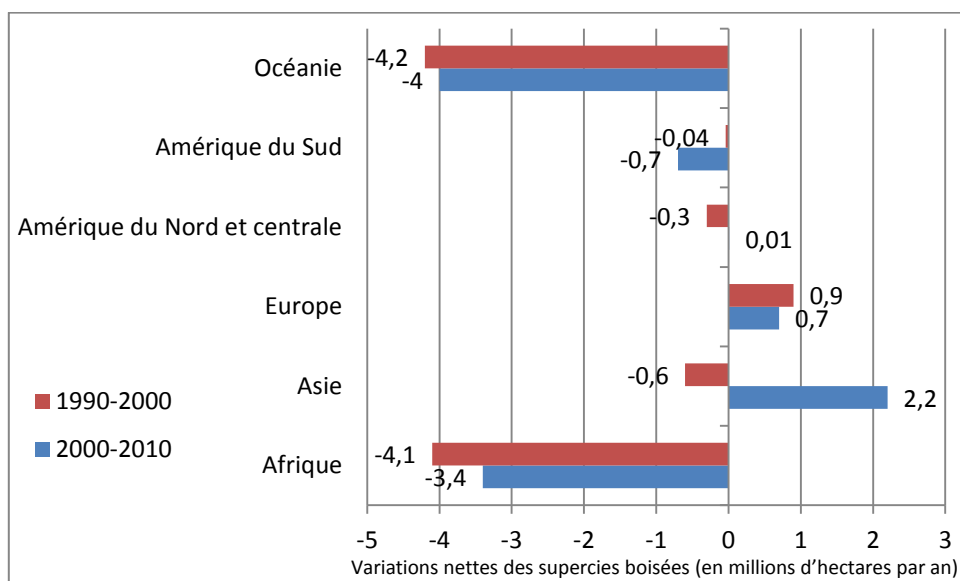


Figure 1.4 : Variation (en millions d'hectares par an) des superficies boisées entre 1990 et 2000 et entre 2000 et 2010 (tirée de : PNUD, 2012a)

Après avoir vu les analyses de données provenant de sources différentes, nous sommes en mesure de voir que les principaux objectifs en retard sont sensiblement les mêmes, ce qui nous facilitera la tâche lorsque viendra le temps de décider des objectifs qui remplaceront les OMD après 2015. Mais d'ici là, il semblerait que seuls des changements drastiques au niveau des politiques des pays concernés par les faibles taux de progrès dans l'atteinte des objectifs cités précédemment puissent renverser la tendance et ainsi permettre la réalisation des objectifs initialement fixés.

Finalement, il faut souligner que l'objectif 8, qui porte sur la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement afin de faciliter la mise en place des OMD 1 à 7 et qui est exprimé par des engagements des pays industrialisés en aide publique au développement (APD), par l'allègement de la dette extérieure et l'accès aux marchés entre autres, n'avait pas de cibles, ni d'échéances ou

d'indicateurs quantifiables pour en faire le suivi. Il est donc difficile de se prononcer et de déterminer si cet objectif était un succès ou un échec. Par contre Toussaint (2010) nous indique que le respect des engagements de la part des pays industrialisés ne s'est pas toujours fait, notamment lorsque nous voyons à quel point une baisse importante de cette APD a été enregistrée à travers le monde suite à la crise financière et au protectionnisme économique qui s'est maintenu.

2 L'ENVIRONNEMENT : BILAN DE RIO+20

Lors de la 19^e session de la Commission sur le développement durable qui s'est tenue à New York en mai 2011, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a déclaré ce qui suit :

« Rio+20 sera l'une des plus importantes réunions internationales sur le développement durable de notre époque. À Rio, notre vision doit être claire : une économie verte, durable, qui préserve la santé de l'environnement tout en soutenant la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement par le biais d'une hausse des revenus, de la création d'emplois convenables et de l'éradication de la pauvreté » (Organisation des Nations Unies (ONU), 2011).

Cette déclaration voulait donner le ton aux discussions qui devaient se tenir à Rio de Janeiro, au Brésil, en juin 2012 lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (RIO+20). Cette rencontre coïncidait avec le 20^e anniversaire du Sommet de la Terre tenu à Rio de Janeiro en 1992 et dont sont issues trois conventions : la Convention sur la diversité biologique (CDB), la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CLD).

Au cours des dernières décennies, l'environnement n'a pas occupé toute la place qu'il méritait lorsque venait le temps de prendre des décisions relatives au développement à l'échelle nationale et internationale. Dans ce chapitre, l'accent sera principalement mis sur l'inclusion du volet environnemental dans le processus de développement international et les principales conclusions qui sont ressorties du Sommet de RIO+20.

2.1 Avant Rio+20 et constats accablants

Au cours des dernières années, l'Homme a assisté, impuissant, à l'importante dégradation de la qualité de l'environnement dans laquelle il vit et la perte de la biodiversité qui l'entoure. Les nombreuses rencontres internationales tenues jusqu'à présent se sont souvent heurtées à des obstacles conduisant à l'échec des discussions alors que la nature continuait à se dégrader.

2.1.1 De Rio 92 à Rio+20 : les limites de la gouvernance environnementale

Selon Kosoy et autres (2012), les dernières années ont vu de nombreuses tentatives destinées à réduire le taux de perte de biodiversité et la dégradation du fonctionnement des écosystèmes échouer, notamment en raison du manque de réponses adéquates des sociétés et des institutions internationales. Tel que vu précédemment, la principale limite à l'atteinte des objectifs touchant les problématiques environnementales correspond au manque de volonté de tous les acteurs à travers la planète à respecter les conventions et accords multilatéraux relatifs à la lutte contre la dégradation

de la nature. Malgré une conscientisation grandissante quant aux effets néfastes des changements climatiques, de la dégradation de l'environnement ou de la perte de biodiversité, la gouvernance environnementale reste à un stade peu avancé et le manque de contraintes légales à l'échelle internationale est sans doute l'une des principales faiblesses soulevées. Au fil des années, nous avons tout de même assisté à de nombreuses rencontres internationales destinées à atteindre une gouvernance environnementale efficace via l'instauration de réglementation et d'institutions environnementales.

En raison du succès de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement tenue à Stockholm en 1972, les chefs d'État et de gouvernements présents ont décidé qu'il était important de tenir des rencontres aux 10 ans afin de débattre et de faire le bilan de la situation quant à l'évolution de la qualité de l'environnement. Suite à l'échec du Sommet de Nairobi, au Kenya, en 1982 en raison de la situation mondiale, de grandes attentes de la part de nombreux acteurs mondiaux étaient présentes en marge du Sommet de la Terre de juin 1992 à Rio de Janeiro, au Brésil.

Ce sommet, qui porte aussi le nom de Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), a sans aucun doute été l'une des plus importantes réunions à l'échelle internationale de tous les temps. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (2007), la conférence fut un tournant quant à la manière avec laquelle nous voyons l'environnement et le développement. Le Sommet de Rio a entre autres permis la création de l'agenda 21, qui a posé les principes d'un développement durable à l'échelle des territoires. Malgré ses 40 chapitres et 115 propositions, l'agenda 21 a su constituer un guide essentiel en traitant de sujets tels que la coopération internationale, la lutte contre la pauvreté, la protection de la biodiversité, la dynamique démographique et la promotion de l'éducation (Gouvernement du Canada, 1992)

Le Sommet de la Terre de 1992 a vu naître la Déclaration de Rio qui comprend 27 principes permettant de faire avancer les notions de droit et de responsabilité des pays en environnement (ONU, 1993). Toujours selon l'ONU (1993), il s'agit de la première déclaration affirmant qu'une relation existait réellement entre le progrès économique et la nécessité de la protection de l'environnement, et que ces deux notions devaient dorénavant être simultanément prises en considération. Les principaux thèmes soulevés par la Déclaration de Rio touchaient principalement aux droits de l'homme, à la protection de l'environnement, à la production et à la consommation

responsable, à la coopération, à l'aide aux pays vulnérables, à la démocratie participative et à la participation des femmes au développement durable (ONU, 1993).

Comme indiqué plus haut, le Sommet de la Terre de 1992 a permis de mettre en place trois conventions : la Convention sur la diversité biologique (CDB), la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CLD). Nous verrons maintenant un bref aperçu de chacune d'entre elles afin d'en faire ressortir les enjeux et le bilan dont nous pouvons en tirer depuis qu'elles se sont mises en œuvre. Vingt ans après, à l'heure des bilans et à la veille de la célébration du Sommet Rio+20, des chercheurs ont fait l'analyse de leurs accomplissements. Le tableau 2.1 regroupe les notes données par Tollefson et Gilbert (2012) aux avancements réalisés par les trois conventions de Rio pour chacun de leurs objectifs.

Au cours du Sommet de Rio en 1992, les dirigeants de 175 pays ont signé la Convention sur la diversité biologique (CDB) afin de respecter et de conserver la diversité biologique. Avec la mise sur pied de la CDB, la communauté internationale reconnaît pour la première fois que la conservation de la biodiversité est « une préoccupation commune à l'humanité » et qu'elle est essentielle au développement (CDB, 1992). Divers traités découlant de la Convention sur la diversité biologique ont émergé du Sommet de Rio. C'est ainsi qu'en 2000, le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et la régulation du transfert, de l'utilisation et de la manipulation des organismes génétiquement modifiés a été adopté par 130 pays. Aujourd'hui, ce sont 163 pays à travers le monde qui sont membre de ce Protocole (MDDEFP, 2002). En 2010, le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation a été adopté afin qu'un encadrement juridique et une transparence pour les fournisseurs et les utilisateurs de ressources génétiques soient instaurés (CDB, 2010b).

Avec la perte importante de biodiversité qui serait la cause de la sixième extinction de masse de l'histoire de la Terre selon Barnosky (2011), il était plus qu'essentiel de se mettre d'accord sur des dispositions permettant de freiner ce problème environnemental majeur. Tel qu'illustré dans le tableau 2.1, l'objectif principal de la Convention sur la diversité biologique est de réduire le taux de perte de la biodiversité par sa conservation, son utilisation durable et le partage des bénéfices de l'utilisation des ressources génétiques. Selon ce bulletin de notes, nous pouvons remarquer que l'objectif général de la CDB relatif à la réduction de la perte de biodiversité s'est mérité un F. À ce

sujet, le Secrétaire exécutif de la CDB de l'époque, Ahmed Djokhlaf, a même indiqué en 2010 lors du Sommet de Nagoya, au Japon, que « nous devons désormais avoir le courage de regarder nos enfants dans les yeux et de leur admettre que nous avons échoué » (Tollefson et Gilbert, 2012). Ces paroles montrent la gravité de la situation et l'échec, de façon générale, de la Convention sur la diversité biologique.

Les échecs de la CDB sont expliqués par de nombreux facteurs. Tout d'abord, lors de la signature de la convention, de nombreux pays développés se sont engagés à fournir des fonds nécessaires afin que les pays ayant une économie faible puissent mettre en place les principes de la CDB. Nous savons à quel point le manque de financement est généralement le principal obstacle à la mise sur pied de politiques dans les pays pauvres, malgré une volonté qui est de façon générale présente. D'autre part, bien que le Protocole de Nagoya fût signé en 2010 afin que les entreprises partagent les bénéfices d'une ressource génétique avec le pays source, ce n'est qu'un nombre restreint de celles-ci qui ont réellement suivi ce principe depuis la naissance même de la CDB. De plus, en avril 2013, seulement 16 États ont ratifié le Protocole, alors que ce dernier n'entrera en vigueur qu'après la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion d'un cinquantième État (CDB, 2013). L'absence d'une structure bien en place qui puisse sanctionner ce type de non-respect des principes du Protocole de Nagoya est sans aucun doute la raison principale de l'échec enregistré sur ce volet. Un autre problème important et qui constitue un frein majeur à la Convention sur la diversité biologique est la mise à l'écart des populations autochtones dans les processus touchant à la création de zones protégées sur leur territoire. En effet, dans de nombreux pays à travers le monde, ces peuples indigènes sont les premiers à dépendre directement des services rendus par les écosystèmes, notamment en raison de leurs traditions ancestrales. Malgré cela, plusieurs gouvernements ne les considèrent que très peu lorsque vient le temps de prendre des décisions affectant de façon directe leur territoire. Un dernier point faible de la CDB est le délai pris par les acteurs nationaux pour fixer les objectifs à atteindre et les moyens de les mesurer. Sans un cadre précis comportant des cibles, un point de repère manque aux États signataires de la convention afin de leur permettre d'effectuer le suivi de leurs avancements.

Suite aux échecs enregistrés sur le volet de la lutte contre la perte de la biodiversité, les Parties réunies lors de la Conférence de Nagoya, au Japon, se sont entendues sur un nouveau Plan stratégique pour la diversité biologique pour la période 2011-2020, dont font partie les Objectifs d'Aichi (CDB, s.d.). Ce document comprend un total de 20 objectifs divisés en 5 buts stratégiques visant à gérer les causes de la perte de la biodiversité, réduire les pressions sur la diversité

biologique, sauvegarder la biodiversité, renforcer les avantages retirés de la biodiversité et finalement faciliter le renforcement des capacités (CDB, s.d.). Selon un communiqué de presse de la CDB (2010a), les Parties ayant pris part aux discussions se sont entendues à réduire le taux de perte d'habitats naturels, des zones terrestres et d'eaux continentales, ainsi que des zones marines et côtières et de conserver et de restaurer les zones dégradées. D'autre part, l'un des objectifs mis sur pied concerne les causes sous-jacentes de l'appauvrissement de la diversité biologique et fait en sorte que :

« D'ici à 2020 au plus tard, les incitations, y compris les subventions néfastes pour la diversité biologique, sont éliminées, réduites progressivement ou réformées, afin de réduire au minimum ou d'éviter les impacts défavorables, et des incitations positives en faveur de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique sont élaborées et appliquées, d'une manière compatible et en harmonie avec les dispositions de la convention et les obligations internationales en vigueur, en tenant compte des conditions socioéconomiques nationales. » (CDB, s.d.)

L'arrivée à un consensus rapide entre les différentes Parties quant à l'adoption d'un tel Plan stratégique démontre encore une fois à quel point la question de la perte de la biodiversité est urgente et préoccupe tous les acteurs à travers la planète quant aux effets possibles sur le développement. Ainsi, la mise sur pied de telles mesures, déterminées comme étant prioritaires, pourrait avec le temps inverser la tendance actuelle et ainsi garantir un environnement propice au développement à l'échelle internationale.

La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) découle elle aussi du Sommet de la Terre de 1992. Cette convention correspond à un forum où les 195 signataires, soient 194 pays et l'Union européenne, débattent des mesures à prendre afin de faire face aux effets des changements climatiques (Gouvernement du Canada, 2012). Dès son entrée en vigueur en mars 1994, les pays savaient déjà que les clauses s'y trouvant ne seraient pas suffisantes pour faire face aux changements climatiques (ONU, s.d.a). Ayant comme objectif principal la réduction des émissions de gaz à effet de serre tel qu'illustré dans le tableau 2.1, les négociations entre les pays participants à la CCNUCC ont conduit en 1997 à la mise sur pied du Protocole de Kyoto. Ce n'est qu'en 2005 que ce Protocole est entré en vigueur, sans les États-Unis qui refusaient de le ratifier notamment en raison du fait que tous les pays le ratifiant devaient diminuer leurs émissions de GES de 5,2 % entre 1990 et 2012 (Tollefson et Gilbert, 2012).

Après l'analyse générale de la CCNUCC, Tollefson et Gilbert (2012) ont attribué ici aussi la note F à cette convention. Malgré un échec notable en ce qui a trait à la stabilisation des émissions de GES, la CCNUCC a eu un bon rendement dans certains de ses objectifs secondaires. Tout d'abord, la création d'inventaires d'émission de GES nationaux, des tendances de l'utilisation des terres et de la fixation du carbone par les forêts, fut un succès tel que nous pouvons le voir dans le tableau 2.1. Grâce à l'implication d'importants acteurs de la communauté internationale, le processus des Nations Unies a permis d'encourager les investissements en sciences du climat et l'implication de spécialistes scientifiques provenant des quatre coins de la planète. Un retard important a par contre été enregistré dans le processus du transfert des technologies propres des pays les plus riches, vers les pays en développement par rapport à ce qui avait initialement été négocié dans la CCNUCC (ONU, s.d.a). La participation des pays développés au Fonds pour l'environnement mondial reste elle aussi relativement faible, ce qui représente une importante barrière pour de nombreux pays en manque de ressources financières. Des avancements modérés et encore insuffisants ont aussi été enregistrés dans la promotion de la gestion durable des terres et de la préparation des pays face aux impacts des changements climatiques, tel qu'indiqué dans le tableau 2.1. En effet, une grande partie des 194 pays faisant partie de cette convention viennent tout juste de commencer à formuler des plans en vue de se préparer aux hausses de température selon Tollefson et Gilbert (2012). Cela arrive quand même avec un important retard alors que le Protocole est en place depuis près de 8 ans et que les effets causés par les changements climatiques se font sentir à travers le monde.

Sur une note plus positive, il a été remarqué depuis les dernières années qu'un grand nombre de pays à travers le monde, incluant de puissants pays en développement tels que l'Inde et la Chine, ont montré une certaine volonté à stabiliser leurs émissions de GES. De plus, en 2011 à Durban, en Afrique du Sud, les pays faisant partie de la CCNUCC se sont entendus sur le fait qu'il était essentiel de renégocier un nouveau traité relatif au climat d'ici 2015 (CCNUCC, 2012). Cela aura ainsi pour but de corriger un certain nombre d'erreurs commises lors de l'entrée en vigueur de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Pendant ce temps en décembre 2011, le Canada a pris la décision de se désengager du Protocole de Kyoto, devenant ainsi le premier pays à quitter le Protocole (Environnement Canada, 2011).

La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CLD) est la troisième et dernière convention négociée lors du Sommet de Rio de 1992. Il s'agit en fait d'un traité signé en 1994 afin de prévenir la désertification et d'inverser la tendance quant à la dégradation des terres. La désertification, selon la définition de l'ONU (2008), correspond à :

« la dégradation des terres dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches par suite de divers facteurs, parmi lesquels les variations climatiques et les activités humaines ».

Selon le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (1996), les principales causes anthropiques de la dégradation des terres sont la déforestation, le surpâturage, la consommation de bois de feu, la mauvaise gestion de terres agricoles ainsi que l'industrialisation et l'urbanisation. Bien que l'entrée en vigueur du traité se soit faite en 1996, ce n'est qu'en 2009 que les pays se sont entendus sur 11 indicateurs afin de mesurer le progrès face aux objectifs destinés à réduire la dégradation des terres (United Nations Non-Governmental Liaison Service, 2009).

Lors de l'analyse des avancements réalisés par la CLD, Tollefson et Gilbert (2012) ont attribué la note F à cette convention quant à l'atteinte de l'objectif général consistant à inverser la tendance de la désertification et la dégradation des terres. Tel que nous pouvons le voir dans le tableau 2.1, un bilan catastrophique des objectifs secondaires peut être fait. Le principal échec rencontré concerne l'implication des scientifiques dans ce processus de lutte contre la désertification et la dégradation des terres. En effet, une coopération scientifique et technologique internationale est essentielle afin de mettre en commun les différentes données et connaissances acquises et ainsi faire face à ces problématiques environnementales. Ici aussi, le manque de fonds destinés à la préservation des terres et au développement des capacités scientifiques et techniques dans les pays les plus pauvres est un problème important, sachant que ce sont ces pays qui sont les plus touchés par la dégradation des terres. Finalement, une longue attente avant de voir de réels indicateurs servant à mesurer les progrès réalisés par les pays, explique aussi en partie l'échec de la CLD selon Tollefson et Gilbert (2012). En effet, cette situation a fait en sorte que de nombreux pays n'ont eu aucun moyen leur permettant de faire le suivi de l'évolution de la situation sur leur territoire et ainsi rectifier leurs interventions.

Les leçons tirées de ces trois conventions permettront d'utiliser ces faiblesses rencontrées afin de revoir les priorités touchant le volet environnemental lors de la reconceptualisation des OMD. Cela permettra ainsi d'éviter de commettre les mêmes erreurs et donc garantir une amélioration réelle de la situation environnementale à travers le monde.

Tableau 2.1 : Bulletin de notes des trois conventions de Rio (tiré de : Tollefson et Gilbert, 2012)

La Convention sur la diversité biologique (CDB)		La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)		La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CLD)	
Objectif principal	Note	Objectif principal	Note	Objectif principal	Note
Réduction du taux de perte de biodiversité	F	Stabiliser les émissions de gaz à effet de serre	F	Inverser la tendance quant à la désertification et la dégradation des terres	F
Autres objectifs					
Développer des objectifs de biodiversité – Les pays viennent à peine d'établir les objectifs ciblés pour la biodiversité et les moyens de les évaluer	D	Faire de suivi des émissions de GES et des puits de carbone – La convention a permis de créer des inventaires d'émission de GES nationaux, des tendances de l'utilisation des terres et de la fixation du carbone par les forêts	A	Développer des indicateurs – Ce n'est qu'en 2009 que les pays se sont entendus sur les indicateurs mesurant le progrès	D
Protéger les écosystèmes – Au moins 10 % des régions terrestres ayant une valeur écologique importante était protégée en 2010, alors que ce n'était que 1 % dans les océans	C	Promouvoir et transférer les technologies propres – Le mécanisme de développement propre permet aux pays industrialisés d'annuler leurs émissions en payant pour de l'énergie propre et des projets dans les pays en développement, mais la portée et l'efficacité de ce programme ont été limitées	D	Mise en place d'un Comité de scientifiques – Les pays ont pris du retard à former les scientifiques sur cette question, surtout dans les pays en développement	F
Partager les ressources génétiques – Le Protocole de Nagoya a été signé en 1992, mais seulement une infime partie des entreprises partage les bénéfices avec le pays source	E	Promouvoir la gestion durable des terres – Les discussions ont permis d'encourager les efforts pour faire progresser l'agriculture durable et réduire la déforestation tropicale	C	Fournir les fonds nécessaires aux pays en développement – Le Fonds pour l'environnement mondial des Nations Unies a donné moins que 400 millions de dollars pour les efforts destinés à préserver les terres et à développer les capacités scientifiques et techniques dans les pays les plus pauvres qui sont les plus touchés par la dégradation des terres	E
Reconnaitre les droits des populations autochtones – De nombreux pays n'ont toujours pas reconnu les droits des populations indigènes, notamment en ce qui a trait à la création de zones protégées sur leur territoire	D	Préparation face aux impacts des changements climatiques – Une grande partie des 194 pays faisant partie de cette convention viennent tout juste de commencer à formuler des plans en vue de se préparer aux hausses de température	C		
Fournir les fonds nécessaires – Des engagements ont été pris par les pays, mais plusieurs ne les ont pas tenus	F	Faire progresser la recherche et l'analyse des politiques climatiques – Le processus des Nations Unies a permis d'encourager les investissements en sciences du climat, dans les technologies énergétiques et en sciences sociales	A		
Réguler les organismes génétiquement modifiés – Le Protocole de Cartagena, signé par 103 pays, est une réussite dans la régulation des OGM	A	Établir un processus diplomatique – La Conférence annuelle des parties de la convention sur le climat est devenue une tournée internationale pour les diplomates professionnels du climat	A		

2.1.2 Frontières planétaires

En 2009, un article publié par une équipe de chercheurs dirigée par Johan Rockström du Centre de résilience de Stockholm, en Suède, parle pour la première fois du concept de frontières planétaires selon lequel il existe neuf seuils biophysiques sur Terre qu'il ne faut pas dépasser, sous peine d'entraîner des conséquences désastreuses (Rockström et autres, 2009). Ces chercheurs les ont donc présentés comme étant : les changements climatiques, l'acidification des océans, la déplétion de l'ozone stratosphérique, les cycles de l'azote et du phosphore, la consommation d'eau douce, les transformations de l'occupation du sol, la perte de la biodiversité, la pollution aux aérosols atmosphériques et la pollution chimique. Tel que l'ont souligné les auteurs, l'environnement a connu une certaine stabilité durant les 10 000 dernières années, période portant l'appellation d'Holocène. Par la suite, l'industrialisation massive que la planète connaît actuellement a provoqué la naissance d'une nouvelle ère, l'Anthropocène, dans laquelle l'être humain joue le rôle d'une force géophysique qui influe sur la planète (Rockström et autres, 2009).

La figure 2.1 montre que nous avons aujourd'hui dépassé trois des neuf frontières planétaires qui assurent notre sécurité, soient celles relatives à la perte de la biodiversité, aux changements climatiques et au cycle de l'azote. La zone verte sur la figure correspond à l'espace dans lequel il n'y a pas de danger potentiel pour l'être humain, alors que les bandes rouges indiquent la position de dépassement dans laquelle nous nous trouvons actuellement.

Selon Carl Zimmer (2009), nous nous rapprochons de plus en plus de la limite que la Terre peut accepter avant que des « dommages soudains et irréversibles sur les systèmes qui ont rendu la civilisation humaine possible » n'aient lieu. Même si toutes les frontières planétaires n'ont pas encore été franchies, de nombreux spécialistes s'accordent sur le fait qu'il pourrait uniquement s'agir d'une question de temps avant que les dépassements ne touchent les autres variables présentées à la figure 2.1. Afin que l'être humain puisse continuer à se développer, il est essentiel de conserver la planète dans « l'espace de fonctionnement sécurisé » correspondant à la zone verte dont il vient d'être question, et ce, en revoyant certaines activités humaines (Rockström et autres, 2009). Ainsi, l'Homme pourra inverser la tendance quant à la dégradation de l'environnement, et ainsi faire face aux nombreux problèmes connexes.

Cette tâche consistant à inverser la tendance actuelle quant au dépassement des frontières planétaires sera très ardue. En effet, les efforts devront non seulement être faits par un petit groupe de pays, mais par la planète tout entière. Steffen et autres (2011) proposent même l'implantation

d'un arbitre ayant une autorité à l'échelle internationale afin de s'assurer que des dépassements des limites planétaires ne se produisent pas. La mise sur pied d'une telle pratique est difficile surtout en raison des nombreux pays qui ne seraient pas en mesure de mettre leur développement économique de côté et ainsi ralentir leur rythme de croissance.

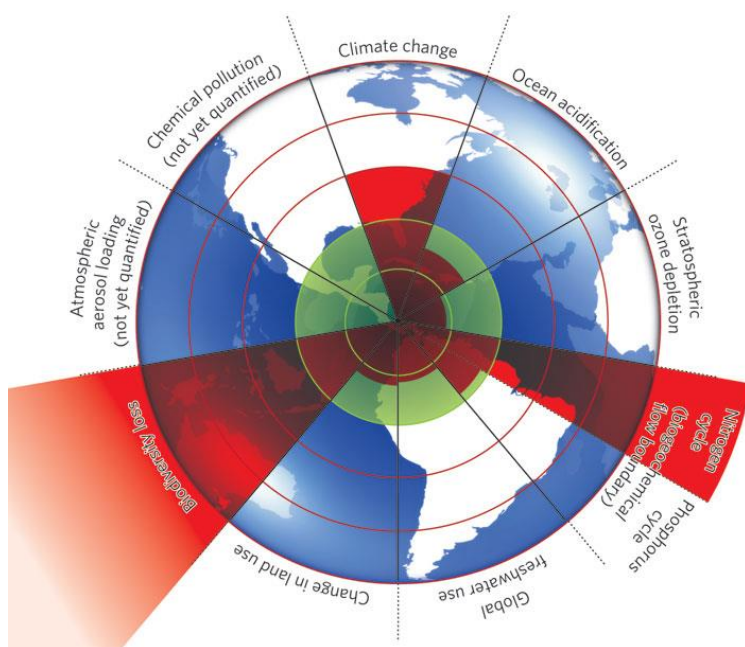


Figure 2.1 : Représentation des neuf frontières planétaires (tirée de : Rockström et autres, 2009)

2.1.3 GEO-5

À la veille de Rio+20, le rapport GEO-5 a été lancé par le PNUE au début du mois de juin 2012 à New Delhi, en Inde. Il s'agit d'un document permettant de faire le portrait de la situation actuelle quant aux problèmes d'ordre environnemental que nous connaissons. GEO-5 correspond à la 5^e et dernière édition en date du rapport *L'avenir de l'environnement mondial (Global Environment Outlook)* et dont les objectifs principaux étaient de présenter les menaces auxquelles les écosystèmes faisaient face et les solutions qui permettraient d'y remédier (Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), 2012a).

Le rapport GEO-5 publié par le PNUE a fait état d'une dégradation de l'environnement qui s'est poursuivie dans le monde malgré les nombreux signes alarmants. En effet, selon le Directeur exécutif du PNUE, Achim Steiner, les progrès accomplis ne sont pas suffisants (PNUE, 2012a). De nombreux objectifs internationaux relatifs à la protection de l'environnement n'ont été que partiellement atteints, faisant en sorte que la planète ferait probablement face à des bouleversements

majeurs. À ce sujet, le PNUE (2012b) a déclaré dans le compte-rendu publié à la veille du Sommet Rio+20, que « le monde ne s'oriente pas vers la voie du développement durable malgré les centaines d'objectifs fixés au niveau international ». En effet, le rapport GEO-5 démontre que seulement 4 des 90 principaux objectifs et cibles environnementaux ont enregistré de réels progrès (PNUE, 2012b). Selon le Programme des Nations Unies pour l'environnement (2012b), un danger pour l'humain existe en raison du bouleversement de l'équilibre écologique de la planète qui serait provoqué par le rapprochement par rapport aux seuils critiques. Le PNUE (2012a) indique que GEO-5 permet de tirer parti des progrès accomplis et que celui-ci permet de renforcer les capacités en identifiant les mesures prioritaires et les approches opérationnelles. Dans le rapport GEO-5, le Programme des Nations Unies pour l'environnement a regroupé les solutions dont les succès ne se sont pas fait attendre à travers la planète et qui ont contribué de façon significative à la réalisation des objectifs internationaux. Ceux-ci ont été classés comme suit (PNUE, 2012a) :

- Conservation communautaire
- Corridors écologiques
- Agriculture durable
- Régénération des sols dégradés
- Promouvoir les paiements pour les services écosystémiques
- Conservation des zones humides
- Zones marines protégées
- Gestion intégrée des zones de pêche
- Recyclage des déchets dangereux
- Tarifs de rachats de l'énergie renouvelable produite
- Adaptation et réduction des risques de catastrophes

2.2 Résultats de Rio+20

L'un des avancements les plus importants réalisés au Sommet Rio+20 est sans conteste le fait que la communauté internationale s'est entendue quant à la mise sur pied d'objectifs de développement durable afin de prendre le relais sur les OMD après 2015. De plus, la question de la dégradation de l'environnement et de la biodiversité qui se poursuivaient à un rythme élevé était un sujet au centre des discussions.

2.2.1 « L'avenir que nous voulons »

Malgré que plusieurs spécialistes ont critiqué le Sommet Rio+20 en raison du fait qu'il manquait d'engagements, d'objectifs et de cibles précis, les États membres de l'ONU ont finalement adopté

un document intitulé *L'avenir que nous voulons* et qui donne des orientations afin que des politiques de développement durable soient mises en place (Langlois et autres, 2012). Toujours selon Langlois et autres (2012), ces critiques sont notamment dues au fait que malgré ses 49 pages et 283 paragraphes, la Déclaration est déficiente en réels engagements en ce qui a trait en l'élaboration d'engagements légalement contraignants et d'objectifs réalistes.

Selon Khor (2012), une grande partie des discussions tenues au Sommet Rio+20 avaient pour sujet l'économie verte. Cette dernière correspond selon le PNUE (2011) à une économie pouvant causer « une amélioration du bien-être humain et de la justice sociale, tout en réduisant sensiblement les risques environnementaux et les pénuries écologiques ». Ce type d'économie a été source de nombreuses tensions et de controverses lors du Sommet selon Khor (2012). L'auteur indique que la principale limite correspond à la fixation même de la définition du terme économie verte et de sa mise en pratique, notamment en raison du fait que certains pays en développement craignent qu'elle ne remplace le développement durable en tant que paradigme clé dans le lien entre environnement et développement (Khor, 2012). Ceux-ci craignent aussi que le terme d'économie verte puisse être utilisé abusivement comme motif de protection commerciale, de conditionnalité de l'aide ou des prêts et porteur de nouvelles obligations pour les pays en développement. Et selon Pascal Canfin, ministre délégué au développement français, l'échec de l'économie verte au Sommet Rio+20 est à la fois du côté des pays pauvres qui ne considèrent pas ce sujet comme étant leur priorité, des pays émergeant qui ne désirent pas se faire imposer ce modèle et des pays riches qui sont réticents à réaliser la transition écologique et de financer cette dernière (Faujas et van Kote, 2012).

Les différentes parties prenantes aux discussions ayant vu la dégradation environnementale se poursuivre au cours des dernières années, ont décidés de mettre sur pied un processus cherchant à :

« faire croître les revenus et les emplois à l'aide d'investissements publics et privés réduisant les émissions de carbone et la pollution, améliorant l'efficacité de l'énergie et des ressources, tout en prévenant la perte de la biodiversité et des services écosystémiques » (Kosoy et autres, 2012).

Il est important de souligner que des investissements dans l'économie verte permettraient une valorisation du capital vert à travers les importants investissements en foresterie, en agriculture et en pêche. Cela aurait vraisemblablement comme effet d'entraîner des augmentations importantes des rendements de ces secteurs, un élément à ne pas négliger surtout que la population mondiale continuera à croître de façon importante dans les années à venir. De plus, l'entrée dans l'ère de

l'économie verte permettrait à la planète tout entière de réaliser la valeur réelle des ressources et de la biodiversité mise à disposition de l'être humain et ainsi éviter leur dégradation (Pearce, 2012).

2.2.2 Le forum politique de haut-niveau pour le développement durable

Suite au Sommet de la Terre tenu à Rio en 1992, les Nations Unies ont créé en 1993 la Commission du développement durable (CDD) afin d'assurer le suivi et rendre compte de la mise en œuvre de l'agenda 21 dont il a été question précédemment (ONU, 2006). Selon le Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies (DAES) (2012), la CDD a permis à un grand nombre de parties prenantes à travers le monde et venant de tous les milieux de participer aux discussions relatives au développement durable, et ce, grâce à des formules innovantes. Yan Turgeon (2011) voyait se profiler la fin de la CDD, notamment en raison de l'échec lors de la 19^e Commission du développement durable tenue en 2011, des négociations sur des sujets touchant :

« le transport, les produits chimiques, la gestion des matières résiduelles, l'extraction minière et le Cadre décennal de programmation sur les modes de consommation et de production durable ».

Le fait de ne pas avoir atteint un consensus entre les membres ne serait pas chose nouvelle au sein de cette Commission. En effet, les 14^e et 15^e Commissions se seraient elles aussi soldées par la non-adoption de textes par la CDD (Turgeon, 2011).

Lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (RIO+20) en juin 2012, les États membres ont décidé de remplacer la Commission du développement durable par le forum politique de haut-niveau pour le développement durable (DAES, 2012). Ce forum a principalement été créé en raison de la lenteur enregistrée durant les dernières années quant à l'atteinte d'un développement durable et utilisera les leçons tirées de la Commission du développement durable ainsi que les expériences, les ressources et les modalités de la participation inclusive de la CDD.

2.2.3 Processus des objectifs de développement durable

Presque 40 ans jour pour jour après la Conférence des Nations Unies sur l'environnement qui s'est tenue en juin 1972 à Stockholm et 20 ans après le Sommet de la Terre de Rio de juin 1992, les regards se sont à nouveau tournés vers Rio en juin 2012 dans le cadre de Rio+20, la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD). Selon, Beckers (2012), le Sommet Rio+20 permettait aux dirigeants du monde de mettre sur place un agenda de développement durable et de réexaminer les stratégies déjà entreprises pour y parvenir. En effet, tel que vu dans la section précédente, les trois conventions de Rio qui avaient pour fonction de garantir un environnement

durable, ont connu un échec notable dans l'atteinte de ces objectifs. À ce sujet, le Secrétaire général des Nations Unies lui-même a indiqué lors de l'ouverture du Sommet de Rio+20 que « les efforts n'ont pas été à la hauteur du défi » (ONU, 2012d). De plus, l'agenda 21 créé lors de la CNUED de Rio en 1992 fut un document très chargé et très complexe dont la population mondiale ne se sentait pas concernée. Dans les nombreux processus de développement durable entamés jusqu'à ce jour, la population n'était pas considérée à sa juste valeur et ainsi être impliquée par les preneurs de décision internationaux lors d'importantes réunions mondiales.

Durant ce Sommet, les discussions se sont aussi portées sur la mise sur pied de nouveaux objectifs qui prendront le relais sur les actuels OMD qui viennent à échéance en 2015, 15 ans après leur adoption par la communauté internationale (Sachs, 2012). Toujours selon Sachs (2012), un panel formé avant la tenue du Sommet de Rio+20 par le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, en est venu à la conclusion que des objectifs de développement durable (ODD) devaient être adoptés. Et suite au Sommet de Rio+20, Ban Ki-moon a constitué un autre panel dirigé par le président indonésien Susilo Bambang Yudhoyono, la présidente du Libéria Ellen Johnson Sirleaf et le premier ministre du Royaume-Uni David Cameron. Ce panel aura la tâche de remettre en mai 2013 un rapport contenant des recommandations sur l'agenda post-2015 et de préparer le Sommet des Nations Unies sur les OMD de septembre 2013 (Le Collectif Rio+20, 2013). Des représentants de la société civile, du secteur privé et de gouvernements feront aussi partie de ce groupe de travail (Centre régional d'information des Nations Unies (UNRIC), 2012). Mais déjà, Mark Tran (2012) indique dans le quotidien britannique *The Guardian* que M. Cameron a laissé savoir qu'il était important de garantir des gouvernements justes et honnêtes, la primauté du droit, la transparence et la reddition de comptes, et le libre marché comme pierres angulaires de la prospérité (Tran, 2012). Toujours selon l'article, la Grande-Bretagne veut voir un seul ensemble d'objectifs de développement avec un accent explicite sur la réduction de l'extrême pauvreté qui permettra d'intégrer les questions environnementales, plutôt que d'avoir deux cadres concurrents (Tran, 2012).

Jeffrey D. Sachs a été l'un des collaborateurs à la conceptualisation des OMD. Selon lui, l'adoption d'objectifs de développement durable est essentielle afin de faire prendre à la planète la trajectoire de la durabilité (Sachs, 2012). À travers le monde, de plus en plus d'experts et d'États membres s'entendent sur le fait que les ODD sont la meilleure alternative au remplacement des OMD (CNUDD, 2012a). En effet, l'analyse en profondeur des échecs et des succès de ces derniers permettrait l'atteinte des objectifs de développement durable par un plus grand nombre de Nations défavorisées.

La figure 2.2 présente les étapes de la mise sur pied de l'agenda post-2015 qui permettra de définir le cadre d'objectifs de développement qui succèdera aux OMD. Tout d'abord, l'Équipe spéciale du système des Nations Unies chargée de coordonner les préparatifs pour l'après-2015 a été mise sur pied par Ban Ki-moon et comprend 60 agences des Nations Unies, ainsi que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (ONU, s.d.b). Cette équipe a publié en juin 2012 le rapport « Réaliser l'avenir que nous voulons pour tous » qui conclut que les nouveaux objectifs devront désormais s'appliquer à tous les pays et que ceux-ci soient basés sur les principes fondamentaux des droits humains, de l'égalité et du développement durable (PNUD, 2012b). Tel qu'indiqué plus haut, suite au Sommet Rio+20, le panel de haut niveau des Nations Unies a été mis en place par le Secrétaire général de l'ONU en juillet 2012 afin de présenter les recommandations quant à la façon avec laquelle il sera possible de parvenir à une entente quant à l'agenda post-2015. En janvier 2013, l'Assemblée générale des Nations Unies a mis sur pied le Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable afin que celui-ci fasse une proposition d'ODD qui seront présentés lors de la 68^e Assemblée (DAES, 2013). Entre mai 2012 et mars 2013, des consultations nationales, thématiques et interactives ont eu lieu à travers le monde afin de récolter les idées et propositions des différentes parties prenantes au processus post-2015 (Beyond 2015, 2012). Cela avait pour but de prendre en considération les différentes priorités existantes et ainsi les inclure dans les futurs objectifs de développement post-2015. Ce n'est que suite à l'Assemblée générale de septembre 2013 que sera déterminé par la communauté internationale un cadre précis comportant des objectifs, des cibles et des indicateurs finaux, ainsi que les modalités de son implantation.

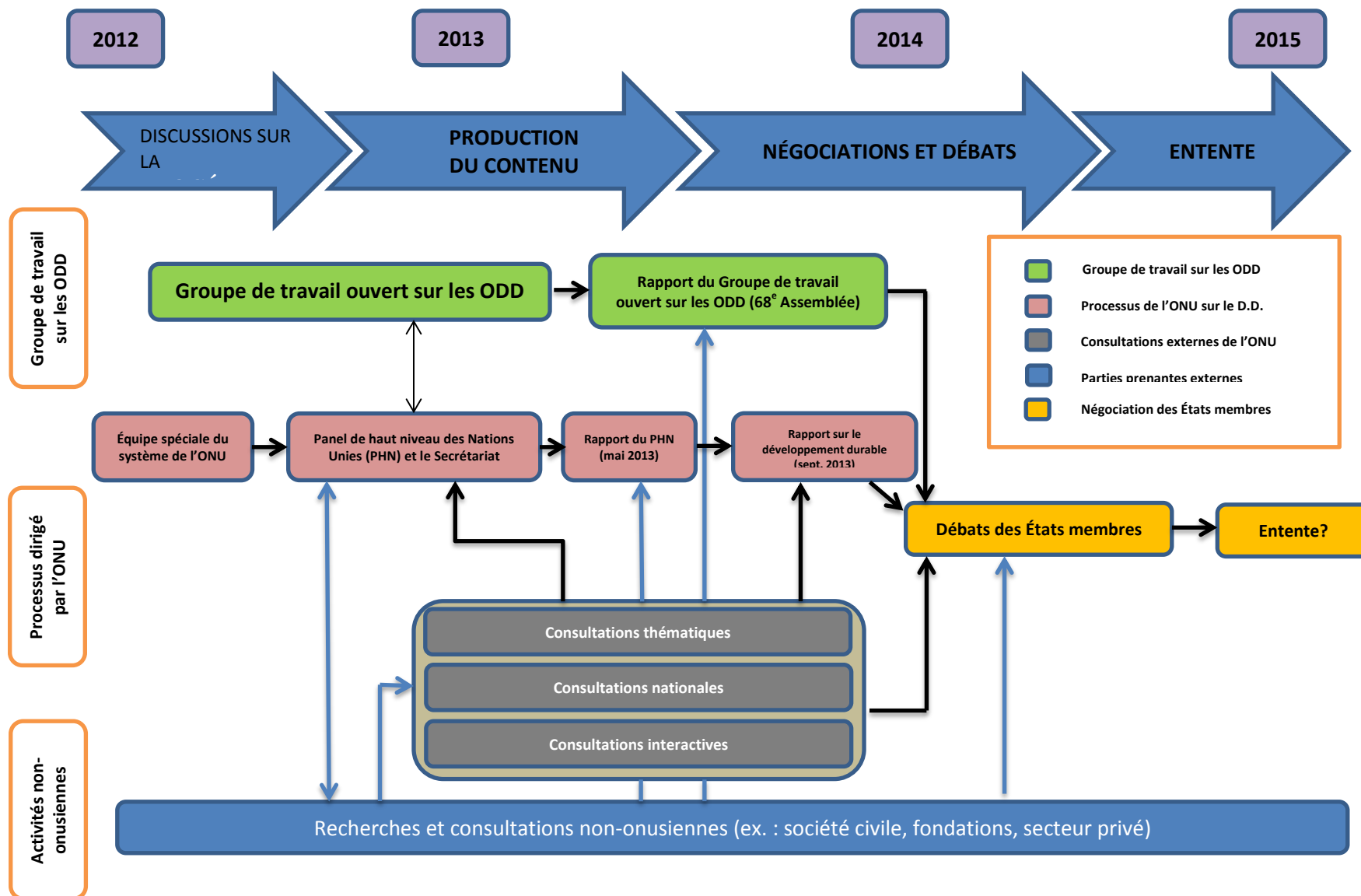


Figure 2.2 : Agenda post-2015 des Nations Unies (tirée de : InterAction, 2012)

2.3 Les blocages à Rio+20

De nombreux spécialistes s'accordent sur le fait que les discussions relatives à l'environnement lors du Sommet Rio+20 ont été très décevantes. À ce sujet, Pearce (2012) indique même que la diplomatie des Nations Unies relativement aux questions environnementales touche à sa fin.

2.3.1 Le paradigme de la croissance économique illimitée persiste

Avec les avancées importantes réalisées au XIX^e siècle dans le domaine des nouvelles technologies, notamment avec la découverte du moteur à explosion, de l'électricité ou du pétrole par exemple, la planète a connu une croissance fulgurante, surtout sur le volet économique. Mais cet essor n'a malheureusement pas profité à l'ensemble des pays. En effet, très rapidement les notions de pays développés et de pays en développement ont vu le jour et l'écart s'est vite créé entre pays du Nord et pays du Sud. Aujourd'hui, de nombreuses nations cherchent continuellement à accroître leur développement économique en prenant comme évident l'aspect continu de celui-ci et en ne considérant aucunement l'existence de limites à cette croissance. Cette course à la richesse économique est surtout due au fait qu'un pays riche est aujourd'hui synonyme de pays puissant sur la scène internationale.

Selon la définition, la croissance économique correspond à une « augmentation sur une longue période de la production et des dimensions caractéristiques de l'économie d'un pays » (Larousse, 2013). Or jusqu'à présent, nous avons vu que de nombreuses frontières planétaires ont déjà ou sont en train de dépasser les limites maximales que la Terre peut tolérer avant que des dommages irréversibles ne se produisent. Il est aussi connu que ces dépassements sont principalement dus à des modèles de développement qui ont grandement contribué durant ces dernières années à la dégradation de la nature et à la perte de la diversité biologique en ne donnant pas à l'environnement sa juste place. Est-il aujourd'hui concevable de poursuivre sur cette lancée et considérer que la croissance économique est illimitée? En regardant les dommages potentiels auxquels la Terre risque possiblement de faire face, il est évident que la réponse à cette question soit non. En effet, l'idée de l'économie verte est de soutenir la croissance en consommant moins de ressources naturelles et d'énergie, et dans un contexte d'économie mondialisée, ce type de croissance verte est loin d'atteindre cet objectif de réduction. Le Conseil des Canadiens (s.d.), une organisation citoyenne militant en faveur de la justice sociale, économique et environnementale, indique aussi que depuis de nombreuses années, des dirigeants à travers le monde disaient continuellement que la croissance illimitée, le libre-échange non réglementé et la mondialisation économique rendraient les populations prospères. Or, la crise économique que le monde connaît depuis 2008 aurait démontré

tout le contraire selon le Conseil des Canadiens (s.d.). À quelques reprises, des rencontres internationales ont soulevé les questions relatives à la croissance illimitée sans que des décisions réelles ne soient prises, notamment en raison du refus à la fois des pays riches à freiner leur quête vers la suprématie mondiale et des pays moins développés qui désirent les rejoindre, ou du moins limiter l'écart existant. Le dernier échec en date a eu lieu lors de Rio+20, alors que la nécessité d'une croissance économique dans les pays pauvres pour éradiquer la pauvreté et la limitation de cette croissance dans les pays riches afin d'entreprendre un développement durable a été évoquée (Tukker, 2013). Cela démontre encore une fois à quel point il sera ardu de parvenir à un consensus mondial sur cette question. Mais il est évident que le fait de limiter cette croissance économique est plus que primordial afin de garantir un développement durable garantissant une limitation des dommages causés à l'environnement.

2.3.2 Le rôle des instruments de marché pour freiner la dégradation

La dégradation de l'environnement et l'importante perte de biodiversité que le monde connaît actuellement sont telles que de nombreux spécialistes à travers le monde se questionnent afin de déterminer le meilleur moyen qui contribuera efficacement à lutter contre ces problématiques. Souvent, les pays les plus riches sur le plan de la diversité biologique sont ceux ayant les moyens financiers les moins importants (Combes, 2012). C'est d'ailleurs pour cette raison que Combes (2012) nous indique que des financements provenant des pays les plus riches devaient aider les pays les plus pauvres à lutter contre la perte de la biodiversité, mais que les crises financières que la planète connaît actuellement ont nui à ces transferts de fonds.

Afin de freiner la dégradation de l'environnement, de nombreux pays et des acteurs du secteur privé utilisent un système de lois et de règlements environnementaux, mais nous voyons maintenant « des dispositifs et instruments de marché » entrer de plus en plus en scène (Combes, 2012). Selon Thiaw et Munang (2012), la reconnaissance de la valeur du capital naturel pourrait contribuer à l'élaboration de politiques destinées à garantir une utilisation durable de la biodiversité et des écosystèmes. Pour cela, il faudrait notamment inclure la valeur de ces derniers dans les modèles économiques en les considérant dans tous les processus de planification et de décision, par exemple dans les stratégies de lutte contre la pauvreté (Thiaw et Munang, 2012).

Selon Pearce (2012), la complexité des services qu'un écosystème peut offrir et de leur interaction rend difficile la détermination de sa valeur, entraînant ainsi à travers la planète une grande multitude de calculs possibles. D'ailleurs, à Rio+20, aucune entente réelle à ce sujet n'a été conclue et certains

craignaient même que ce type de pratique n'entraîne la commercialisation de la nature par les entreprises (Pearce, 2012). Par contre, le PNUE, par l'intermédiaire de son Directeur exécutif Achim Steiner, est favorable à cette idée et indique que « l'économie verte est désormais la clé régissant les marchés au nom de la durabilité » (*ibid.*). Pearce (2012) nous informe aussi que bien que la notion d'économie verte soit particulièrement bien implantée dans les pays du Nord, les pays les moins développés considèrent encore cette question comme ne les concernant pas. Malgré cela, le fait que les agences onusiennes, la Banque mondiale ainsi que des gouvernements et des entreprises occidentales favorisent cette approche d'économie verte et croient réellement qu'il s'agit du seul moyen à atteindre les objectifs d'un développement durable suffirait pour que cette notion soit universellement utilisée (*ibid.*).

3 LES CADRES DE RECONCEPTUALISATION POST-2015 ET LA PLACE DE L'ENVIRONNEMENT

Le premier chapitre a fait ressortir les principales faiblesses des objectifs du Millénaire pour le développement. Selon la Confédération syndicale internationale (CSI) (2012), l'une des principales lacunes fut essentiellement la non-considération des iniquités et la question de la durabilité. Selon Ashish Kothari (2013), la Conférence Rio+20 a démontré qu'il n'était pas possible aujourd'hui d'assister à de réels avancements sur le plan du bien-être humain sans que la durabilité écologique ne soit un thème central du futur cadre de conceptualisation post-2015. Il sera ainsi question dans cette section d'analyser l'aspect environnemental de quelques cadres de conceptualisation des objectifs post-2015 proposés avant et après la tenue de Rio+20 par divers organismes à travers le monde.

3.1 Principales considérations pour l'établissement d'objectifs environnementaux

Suite à une consultation sans précédent qui a permis à des milliers de personnes de s'exprimer à travers le monde, il est ressorti de celle-ci que les défis touchant l'éducation, la santé ou la gouvernance sont les thèmes qui devraient être priorités par l'ONU pour la mise sur pied de l'agenda post-2015 pour le développement (My World, 2013). Il est possible de remarquer que les questions relatives à la protection de la nature ne préoccupent pas encore un grand nombre de personnes à travers la planète, et ce, malgré les nombreux effets négatifs que peut entraîner la dégradation de la nature sur le développement socio-économique. Il sera ainsi nécessaire de donner à la notion de durabilité environnementale une plus grande place au cœur de l'agenda de développement post-2015.

Du point de vue environnemental, Waage et autres (2010) soulevaient à la fois le problème des cibles de l'OMD 7 qui touchent des problématiques diverses et qui n'ont pas de points les ralliant et le manque d'une vision globale consistant à intégrer cet objectif aux 7 autres OMD. De plus, la cible 7B, consistant à réduire la perte de la biodiversité et atteindre d'ici à 2010 une diminution significative du taux de perte, n'a été ajoutée aux OMD qu'en 2002 alors que la CDB existe depuis 1992.

Il a été vu plus haut que les principaux reculs enregistrés par les OMD sur le plan environnemental ont été les disparités importantes quant à l'accès à une source d'eau améliorée entre les populations vivant en milieu rural ou urbain, le nombre de personnes habitant dans des taudis qui a considérablement augmenté et finalement la baisse marquée de la surface végétalisée sur Terre.

C'est donc pour ces multiples raisons qu'il sera important de considérer tous ces facteurs et de savoir les intégrer lors de la création du cadre qui prendra le relais sur les OMD après 2015.

Selon McArthur et autres (2012), il existe trois étapes clés en ce qui concerne la conceptualisation d'objectifs touchant l'environnement pour l'après 2015 :

- a) Se concentrer sur des objectifs axés sur les moyens de subsistance et les questions de sécurité au lieu d'être sur des visions abstraites ou théoriques ;
- b) Formuler des objectifs spécifiques et ciblés sur les différentes régions de la planète ;
- c) Des investissements importants et difficiles à chercher seront nécessaires afin de financer « les procédures institutionnelles, les programmes de mesure, les processus d'évaluation et les mécanismes d'évaluation qui prennent en charge de façon significative les cibles basées sur la gestion de l'environnement ».

3.2 Cadres conceptuels post-2015 mettant l'accent sur les OMD

Dans cette sous-section, il s'agira de présenter trois cadres de conception d'objectifs de développement ayant tous été mis sur pied avant la tenue de la Conférence Rio+20 de juin 2012.

3.2.1 Le cadre *One-world Goals*

L'un des nombreux cadres de conceptualisation des objectifs pour l'après 2015 proposés est le *One-world Goals* (OWG). Ce cadre a été conçu par le *Centre for International Governance Innovation* (CIGI) et la *Korea Development Institute* (KDI) suite à des rencontres et des consultations régionales tenues en Afrique, en Europe et en Asie entre 2011 et 2012 (*Centre for International Governance Innovation* (CIGI), 2012b). Ce cadre, qui sera mis de l'avant dans cette section, est proposé aux Nations Unies dans le cadre de l'agenda post-2015 et porte aussi le nom d'objectifs de Bellagio. Bien que le CIGI et la KDI s'entendent sur le fait que les OMD ont connu un succès en améliorant la situation relative au développement humain, ceux-ci indiquent qu'il faudra désormais « aller au-delà de la vision traditionnelle du développement humain en pensant à des objectifs de durabilité qui s'appliqueront tant aux pays riches que pauvres » (CIGI, 2012b). Là aussi, comme dans le cas des ODD, les acteurs de ce cadre de conceptualisation s'entendent sur le fait qu'un développement durable au niveau mondial ne peut pas impliquer uniquement les pays les moins développés, comme ce fut le cas avec les OMD durant ces 13 dernières années. Cette notion de *One-world*, qui pourrait se traduire par la notion « un seul monde », a d'ailleurs été avancée par

l'ancien président du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques qui faisait mention du fait que la planète entière devait être impliquée dans ce processus (World Vision, 2011). Le cadre OWG propose ainsi 11 objectifs divisés en trois catégories visant à promouvoir le développement international tel que le démontre le tableau 3.1.

Tableau 3.1 : Présentation des objectifs *One-world Goals* (inspiré de : CIGI, 2012b)

Catégorie 1 : Les ressources essentielles nécessaires à chaque individu pour réaliser pleinement son potentiel	
Objectif 1	Une croissance économique inclusive pour des moyens de subsistance dignes et un niveau de vie adéquat.
Objectif 2	Avoir une alimentation suffisante et de l'eau pour la vie active.
Objectif 3	L'éducation et les compétences nécessaires pour participer pleinement à la société.
Objectif 4	Une bonne santé pour le meilleur bien-être physique, mental et social possible.
Catégorie 2 : La protection du capital humain collectif	
Objectif 5	La sécurité pour favoriser la liberté par rapport à la violence.
Objectif 6	L'égalité des sexes pour permettre aux hommes et aux femmes de participer et de tirer des bénéfices de façon égale dans la société.
Objectif 7	Des communautés et des Nations résilientes pour réduire l'impact des catastrophes d'ordre naturel et technologique.
Objectif 8	Des infrastructures de qualité pour l'accès à l'énergie, aux transports et à la communication.
Catégorie 3 : La mise en place effective de biens publics mondiaux	
Objectif 9	L'habilitation des personnes pour la réalisation de leurs droits civils et politiques.
Objectif 10	La gestion durable de la biosphère pour permettre aux gens et à la planète de se développer ensemble.
Objectif 11	Une gouvernance mondiale et des règles équitables pour réaliser le potentiel humain.

Dans le cadre *One-world Goals*, il est possible de remarquer que certains des objectifs sont inspirés des OMD. En effet, le CIGI et la KDI ont ainsi voulu continuer sur la lancée du processus des OMD entamé au début du siècle, tout en actualisant ces objectifs en y ajoutant quelques points relatifs à la sécurité (OWG 5), aux communautés résilientes (OWG 7), à la connectivité universelle (OWG 8) et aux droits civils et politiques (OWG 9). Le tableau 3.2 présente les similarités existantes entre les cadres des OMD et des OWG.

Tableau 3.2 : Équivalences entre les OMD et les OWG (tiré de : ACÉDI, 2012)

Objectifs du Millénaire pour le développement	Cadre <i>One-world Goals</i>
OMD 1	OWG 1 + OWG 2
OMD 2	OWG 3
OMD 3	OWG 6
OMD 4 + OMD 5 + OMD6	OWG 4
OMD 7	OWG 10
OMD 8	OWG 8 + OWG 11

Comme indiqué précédemment, les concepteurs des OWG ont voulu que ces objectifs soient destinés à toute la planète, alors que les cibles seraient quant à elles adaptées à chaque pays dépendamment de leur contexte et de leurs capacités (CIGI, 2012b). Un document de l'organisme Vision Mondiale internationale fait même mention du fait que le CIGI favorise l'abandon de l'approche de développement basée sur l'aide internationale (World Vision, 2011). Bien que les motivations du CIGI ne soient pas expliquées en détail, cette approche pourrait être due, tel que l'indique la CSI (2012), de la crainte de voir dominer une « croissance essentiellement économique et une perspective de développement purement axée sur le secteur privé ». Les effets d'une telle coupe de l'aide publique au développement (APD) seraient catastrophiques sur les stratégies de partenariat mondial pour le développement à l'échelle internationale. Dans son rapport de 2012, le groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des OMD de l'ONU a formulé des recommandations selon lesquelles il faudra dorénavant que les gouvernements donateurs augmentent leur APD malgré des restrictions budgétaires (ONU, 2012c). Avec une telle approche de la part des Nations Unies, il est quasiment inconcevable que l'option avancée par le CIGI soit prise en considération. L'aide internationale est en effet primordiale pour que de nombreux pays en développement, qui voient actuellement la protection de l'environnement comme un luxe et non une priorité, instaurent des mesures visant à garantir un environnement durable. À ce sujet, le premier ministre britannique David Cameron a même annoncé au mois de mars 2013 que l'aide publique au développement allait désormais atteindre 0,7 % du revenu national brut, portant ainsi à six le

nombre de pays ayant franchi ce cap (Huffington Post, 2013). Nous voyons ainsi à quel point l'APD constitue encore une aide considérée comme étant nécessaire par des pays développés afin de venir en aide aux pays les moins riches. Par contre, au Canada, selon les dernières estimations du Conseil canadien pour la coopération internationale, l'aide publique au développement déclinera de 14% d'ici 2015 (Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), 2012). Toujours selon cette association, l'Agence canadienne de développement internationale (ACDI) a subi des coupures de 378 millions de dollars avec l'adoption du budget fédéral 2012-2013 et en 2015, le Canada ne donnerait que 0,24% de son revenu national brut à l'APD. De plus, dans son dernier budget de 2013-2014, le gouvernement canadien a décidé de fusionner l'ACDI au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international ce qui contribuerait selon de nombreux spécialistes à réduire l'importance de l'aide canadienne à l'échelle internationale (Toronto Star, 2013).

L'objectif 10 du cadre OWG, qui prône « la gestion durable de la biosphère pour permettre aux gens et à la planète de se développer ensemble », est celui que le CIGI et la KDI proposent afin de prendre le relais sur l'OMD 7, consistant à garantir un environnement durable (CIGI, 2012b). Lorsque nous étudions avec plus de détails ce cadre de conceptualisation, nous remarquons que des indicateurs et des cibles précises pour ces objectifs manquent toujours. Par contre, tout laisse croire que le CIGI favoriserait l'option de l'usage d'indicateurs actuellement utilisés par l'OCDE en raison des nombreuses connaissances de cette dernière en ce qui a trait aux liens de la pollution et des ressources naturelles avec les activités dans des secteurs économiques tels que l'énergie, le transport, l'industrie et l'agriculture (CIGI, 2012a). Les quelques indicateurs qui ont été choisis correspondent aux changements climatiques, à la couche d'ozone, à la qualité de l'air, à la génération de déchets, à la qualité de l'eau potable, aux questions des ressources naturelles et des sources en eau douce, aux forêts, aux ressources en poissons, aux ressources énergétiques et à la biodiversité (CIGI, 2012a).

Une autre approche d'indicateurs et de cibles potentielles serait celle basée sur la priorité du Secrétaire général des Nations Unies selon laquelle l'énergie serait la principale variable qui permettrait de garantir un environnement durable (CIGI, 2012a). Dans les années à venir, le développement à un rythme très élevé de pays émergents parmi lesquels se trouvent la Chine, l'Inde ou le Brésil, pour ne citer que ceux-ci, contribuera énormément à l'émission de GES provenant des sources énergétiques utilisées. Selon le CIGI (2012), les volets relatifs à la biodiversité, aux océans

et aux forêts seraient priorités dans cette approche basée sur l'énergie et les indicateurs seraient les mêmes que ceux contenus dans la Convention sur la diversité biologique. Cette approche semblerait très intéressante notamment en raison du fait que l'énergie est en effet un joueur important dans la dégradation de la qualité de l'environnement.

En regardant les autres objectifs contenus dans ce cadre de conceptualisation, il est possible de remarquer l'absence d'une vision intégrant la notion de développement durable comme nous la connaissons. En effet, il a précédemment été souligné que les volets économique, social et environnemental devaient être vus en tant qu'un « tout » et non individuellement. Cette interrelation entre ces thèmes semble en effet absente lorsque nous regardons les objectifs proposés, alors qu'il est aujourd'hui connu qu'une dégradation de la qualité de l'environnement entraîne inévitablement des répercussions négatives sur la lutte contre la pauvreté, l'élimination de maladies, l'équité au sein des sociétés, etc. Ainsi, ce manque d'importance donné au développement durable ne permet pas à ce stade de favoriser ce cadre de conceptualisation proposé par le CIGI et la KDI.

3.2.2 Le cadre *MDGs 2.0*

Le cadre *MDGs 2.0* est une approche proposée par le *Center for Global Development* (CGD), une institution privée indépendante, sans but lucratif et non partisane travaillant sur la réduction de la pauvreté mondiale et des inégalités, afin de mettre sur pied des objectifs qui sauront prendre le relais sur les actuels OMD. Selon Karver et autres (2012), ces nouveaux objectifs devront être issus d'une approche plus participative de la part des acteurs de la société civile, et ce, afin que les groupes initialement exclus du processus des OMD et les populations touchées par la pauvreté et l'injustice puissent être impliqués. Les concepteurs de ce cadre ont décidé de bâtir de nouveaux objectifs tout en se basant sur la Déclaration du Millénaire d'où sont issus les OMD. L'appellation *MDGs 2.0* fait d'ailleurs référence à une deuxième version des OMD, ou *MDGs* en anglais. Karver et autres (2012) trouvent surprenant que les OMD ne couvrent pas les thèmes du développement relatifs à la paix, la sécurité, le désarmement, les droits humains, la démocratie et la bonne gouvernance alors que ces sujets se trouvent dans la Déclaration du Millénaire. Il est d'ailleurs important de souligner le fait que ces sujets sont toujours d'actualité aujourd'hui et leur inclusion dans les OMD initiaux aurait certainement amélioré le bilan de ces derniers. Il est en effet inconcevable actuellement que le contexte international dans lequel nous nous trouvons ne soit pas pris en considération, connaissant les répercussions que les conflits internationaux peuvent avoir sur le développement des sociétés.

Une série de huit objectifs a donc été proposée par le CGD et présentée aux Nations Unies au cours de la période de consultation de l'agenda post-2015 en 2012 et ainsi servir potentiellement de modèle pour la mise sur pied d'un cadre d'objectifs post-2015. Ceux-ci sont présentés dans le tableau 3.3 accompagnés, entre parenthèses, par des exemples d'indicateurs qui permettraient de réaliser le suivi des avancements de ces objectifs. Aucune cible précise n'a été présentée par le *Center for Global Development* jusqu'à ce jour.

Tableau 3.3 : Présentation des objectifs MDGs 2.0 (inspiré de : Karver et autres, 2012)

Objectif 1	Éradication de la pauvreté (population vivant avec moins de 2 \$ par jour; taux de malnutrition).
Objectif 2	Amélioration de la santé des populations (évolution de l'espérance de vie; taux de mortalité infantile)
Objectif 3	Garantir un accès à l'éducation : (taux d'alphabétisation; proportion de la population ayant reçu un enseignement secondaire)
Objectif 4	Assurer l'égalité des sexes (disparité au sein de la population de moins de cinq ans)
Objectif 5	Permettre un développement durable (superficie forestière; les énergies alternatives en tant que pourcentage du total; les émissions de GES, l'extinction des espèces)
Objectif 6	Assurer une paix mondiale (les dépenses militaires en pourcentage du PIB)
Objectif 7	Offrir les infrastructures nécessaires à la population (proportion de la population ayant accès au signal de téléphonie mobile, taux d'accès aux sources d'énergie améliorées)
Objectif 8	Assurer un développement des sociétés (abolition des droits de douane pour les produits provenant des pays les plus pauvres, l'aide internationale atteignant 0,7% du produit mondial brut (PMB))

En ce qui a trait au volet socioéconomique, des avancements ont été réalisés par les concepteurs de ce cadre en raison de l'ajout d'objectifs relatifs à la paix (objectif 6), aux infrastructures (objectif 7)

et au développement social (objectif 8). En effet, ces deux facteurs ayant été mis de côté lors des OMD sont cruciaux de nos jours et permettraient d'éviter certains reculs au niveau du développement international. Mis à part ces trois ajouts majeurs, le cadre de conceptualisation ressemble de près à celui des actuels OMD. Selon Karver et autres (2012), la différence principale réside surtout au niveau des indicateurs utilisés afin de faire le suivi de l'évolution de chaque objectif. Mais un manque d'élaboration des cibles et des indicateurs de la part des auteurs ne nous permet pas de nous prononcer en faveur ou non des objectifs proposés. Par contre, le fait d'accorder une importance à des facteurs relatifs à la paix, à l'accès aux moyens de communication et à l'aide au développement est sans aucun doute un avantage majeur pour ce cadre de conceptualisation sur l'aspect socioéconomique.

Lorsque nous regardons l'objectif 5 touchant le développement durable, nous pouvons très vite remarquer qu'aucun changement important ne semble avoir été fait par rapport aux actuels objectifs du Millénaire pour le développement. Cette négligence face à la mise sur pied d'un objectif environnemental couvrant l'ensemble des problématiques auxquelles le monde entier fait face aujourd'hui est particulièrement décevante, surtout lorsque nous avons connaissance de l'interrelation entre environnement et progrès socio-économiques. Encore une fois, il est important de rappeler que de nombreux échecs ont été enregistrés à travers le monde ces dernières années par les OMD sur le volet environnemental. Il est donc surprenant que les concepteurs ne tiennent que très peu en considération ces reculs et qu'aucune mesure novatrice ne soit mise de l'avant. Cette négligence de la part des concepteurs nous force donc à rejeter l'option du cadre *MDGs 2.0*.

3.2.3 Le cadre *Global Sustainability Goals*

Le cadre *Global Sustainability Goals* (GSG), ou objectifs de durabilité mondiale, a été proposé par le groupe de réflexion de la société civile sur les perspectives de développement mondial. Ce dernier est une alliance regroupant à la fois des groupes de la société civile, des réseaux et des fondations parmi lesquels figurent Third World Network, Social Watch, DAWN, the Friedrich-Ebert-Foundation, Global Policy Forum, terre des hommes et Dag Hammarskjöld Foundation (UN-NGLS, 2011). Selon ce groupe de réflexion, les GSG devront être adoptés universellement, mais en prenant en compte la situation de chaque pays (Dag Hammarskjöld Foundation, 2012). Ayant comme principaux piliers la paix, les droits humains et le respect de la nature, aucun des objectifs ne pourra être atteint sans que les autres ne soient considérés, contrairement à ce qui a été fait avec les OMD. Il est important de souligner le fait que ces objectifs sont issus, là aussi, des priorités

inscrites dans la Déclaration du Millénaire. Dans le numéro 59 de la revue *Development Dialogue* paru en juin 2012, six objectifs ont été présentés comme étant ceux ressortis d'un exercice de remue-méninges fait par le groupe de réflexion (voir tableau 3.4).

Tableau 3.4 : Présentation des *Global Sustainability Goals* (inspiré de : Dag Hammarskjöld Foundation, 2012)

Objectif 1	La dignité et les droits humains pour tous.
Objectif 2	Promouvoir l'égalité et la justice.
Objectif 3	Respect de la nature et des frontières planétaires.
Objectif 4	Instaurer la paix à travers le désarmement.
Objectif 5	Promouvoir les systèmes financiers équitables et résilients.
Objectif 6	Renforcer la gouvernance démocratique et participative.

Sur l'aspect social, ces objectifs semblent être une continuité des OMD. Dans le cas de l'objectif 1, celui-ci aurait, selon le groupe de réflexion de la société civile sur les perspectives de développement mondial (UN-NGLS, 2011), des objectifs qui devraient se baser sur l'éradication de la pauvreté, l'emploi, le travail décent, la santé, l'éducation, etc. La principale nouveauté par rapport aux OMD réside surtout sur l'ajout des préoccupations relatives à la diversité culturelle, aux libertés fondamentales (religion, liberté d'expression, orientation sexuelle) et à la lutte contre la discrimination. L'objectif 2 est quant à lui similaire à l'OMD 3 en raison du fait que l'accent est surtout mis sur l'égalité des sexes et l'amélioration de la condition des femmes. De la même manière que les cadre *One-world Goals* et *MDGs 2.0* vus précédemment, le cadre GSG inclut lui aussi un objectif complet relatif à la promotion de la paix mondiale par l'entremise de l'objectif 4. Les auteurs de ce cadre ont ainsi décidé que cet objectif devrait principalement être basé sur des cibles relatives au désarmement. Ainsi, un climat mondial moins hostile pourrait éventuellement permettre que d'autres objectifs mis sur pied puissent être atteints, et contribuer efficacement au développement à l'échelle internationale. Un point important sur le plan social relatif à la gouvernance participative (objectif 6) a été soulevé par ce cadre de conceptualisation, et ce, en donnant les moyens suffisants à la population afin de participer au processus de développement. Cela permettrait ainsi à des classes de la société, autrefois marginalisées et mises à part, de donner leur avis sur des questions les touchant directement comme les enjeux environnementaux.

Sur le volet économique, l'objectif 5 insiste sur l'importance d'établir un certain nombre de règles afin d'encadrer le secteur en établissant, par exemple, des règles évitant le financement illégal, la volatilité des prix sur le marché et les subventions dommageables sur le plan environnemental et social. Malgré le fait que ces mesures semblent être très intéressantes afin d'éviter de nombreux problèmes socio-économiques ou environnementaux, leur mise en application à l'échelle internationale reste malheureusement très difficile, notamment en raison de la réticence d'importants joueurs sur la scène mondiale.

Regardons maintenant l'objectif 3 relatif à la protection de l'environnement. Le tableau 3.5 présente les thèmes à prioriser dans la fixation des cibles pour cet objectif basé sur le respect de la nature et des frontières planétaires. En les analysant de plus près, il est possible de remarquer que certains parmi ces thèmes correspondent aux neuf frontières planétaires vues précédemment (en caractères gras). Afin de compléter l'ensemble des cibles, les auteurs des objectifs GSG y ont ajouté des sujets relatifs à la déforestation et aux sources d'énergie.

Tableau 3.5 : Thèmes devant être touchés par les cibles éventuelles de l'objectif 3 du cadre GSG (tiré de : Dag Hammarskjöld Foundation, 2012)

Empreinte écologique
Facteur changements climatiques / par personne
Émissions de GES
Taux de perte de biodiversité
Apport d'azote à la biosphère
Utilisation mondiale d'eau potable
Changement dans l'utilisation des terres
Acidification des océans
Interférence avec le cycle mondial du phosphore
Déplétion de l'ozone stratosphérique
Pollution chimique
Déforestation
Énergies renouvelables
Consommation d'énergie
Facteur ressources / efficacité énergétique
Comptabilisation des ressources totales de la planète

Cette approche proposée par le groupe de réflexion de la société civile sur les perspectives de développement mondial est assez intéressante puisqu'elle couvre la majorité des priorités auxquelles la société fait présentement face sur l'aspect environnemental. Tel que vu dans la section 2, le concept des frontières planétaires proposé par Johan Rockström devra désormais être pris en considération dans les années à venir afin de faire face aux effets de la dégradation de la qualité de l'environnement. De plus, l'ajout de cibles relatives à l'énergie, qui est sans conteste l'un des thèmes prioritaires sur lequel il faudra intervenir afin d'en diminuer l'impact néfaste sur l'environnement, ajoute au fait que les GSG pourraient éventuellement inspirer les futurs objectifs post-2015. Encore une fois, l'absence de cibles ou d'indicateurs détaillés jusqu'à ce jour rend difficile le fait de porter un jugement final sur ce cadre de conceptualisation.

3.3 Les objectifs de développement durable (ODD) comme alternative après 2015?

En janvier 2012, alors qu'il présentait sa vision pour son deuxième mandat, Ban Ki-moon déclarait que :

« Au-delà de 2015, nous nous efforçons de forger un consensus sur une nouvelle génération d'objectifs de développement durable s'appuyant sur les OMD, des objectifs qui fourniront des progrès économiques et sociaux équitables respectant les limites environnementales de notre planète ». (Ban, 2012)

Cela démontre une fois de plus que l'Organisation des Nations Unies, par l'intermédiaire d'un communiqué de son Secrétaire général, favorise un cadre d'objectifs donnant une place centrale au thème de l'environnement. D'ailleurs, l'analyse des différents cadres présentés dans cette section du travail démontre que la place consacrée à la protection de la nature a connu une croissance importante par rapport aux OMD.

Les propositions quant aux futurs objectifs sont aussi nombreuses que les parties prenantes incluses dans le processus de discussion. Le tableau 3.6 regroupe cinq des nombreuses propositions faites quant aux objectifs de développement durable qui devront être mis en place. Nous verrons maintenant plus en détail les différents programmes qui y sont présentés.

Tableau 3.6 : Cadres de conceptualisation des objectifs de développement durable
(compilation de : CNUDD, 2012a; Sachs, 2012; Griggs et autres, 2013 et Kothari, 2012)

Gouvernements de la Colombie, du Guatemala et du Pérou	Organisations de la société civile	Jeffrey D. Sachs	Griggs et autres	Ashish Kothari (Kalpavriksh-India)
ODD 1 Combattre la pauvreté	ODD 1 Consommation et production durables	ODD 1 Satisfaction des besoins de base	ODD 1 Assurer des vies et des moyens de subsistance prospères	ODD 1 Accès de façon équitable à la nature et aux ressources naturelles
ODD 2 Changer les modes de consommation	ODD 2 Moyens de subsistance durables, jeunesse et éducation	ODD 2 Environnement durable	ODD 2 Garantir la sécurité alimentaire	ODD2 Accès à tous à une alimentation suffisante et nutritive
ODD 3 Promouvoir les établissements humains soutenable	ODD 3 La sécurité climatique	ODD 3 L'inclusion sociale	ODD 3 Assurer la sécurité de l'eau	ODD 3 Approvisionnement en eau adéquat et sûr pour tous
ODD 4 La biodiversité et les forêts	ODD 4 Les énergies propres	ODD 4 La bonne gouvernance comme condition primordiale	ODD 4 Permettre l'accès à l'énergie propre	ODD 4 Prévention de maladies et maintien d'une bonne santé pour tous
ODD 5 Les océans	ODD 5 La biodiversité		ODD 5 Assurer des écosystèmes sains et productifs	ODD 5 Accès équitable aux sources d'énergie
ODD 6 Les ressources hydriques	ODD 6 L'eau		ODD 6 Garantir une bonne gouvernance pour des sociétés durables	ODD 6 Accès équitable à l'apprentissage et à l'éducation pour tous
ODD 7 Faire progresser la sécurité alimentaire	ODD 7 Les mers et océans en santé			ODD 7 Accès à des installations sécuritaires, durables et équitables
ODD 8 Accès à l'énergie, incluant les énergies renouvelables	ODD 8 Les forêts en santé			ODD 8 Atteinte des besoins particuliers des femmes et des enfants pour les sept objectifs précédents
	ODD 9 L'agriculture durable			
	ODD 10 Les villes vertes			
	ODD 11 Les subventions et l'investissement			
	ODD 12 De nouveaux indicateurs de progrès			
	ODD 13 L'accès à l'information			
	ODD 14 La participation du public			
	ODD 15 L'accès à un recours et à réparation			
	ODD 16 La justice environnementale pour les populations pauvres et les marginalisées			
	ODD 17 Les soins de santé primaires			

3.4 Cadres conceptuels post-2015 centrés sur les ODD

Dans cette sous-section, cinq cadres de conception d'objectifs de développement ayant tous été mis sur pied suite à la tenue de la Conférence Rio+20 de juin 2012 seront présentés.

3.4.1 Proposition des gouvernements de la Colombie, du Guatemala et du Pérou

L'idée d'inclure les ODD dans la déclaration Rio+20 a été suggérée pour la première fois par les gouvernements de la Colombie, du Guatemala et du Pérou (CNUDD, 2012b). Selon ce communiqué du Gouvernement colombien, ces pays proposent que les ODD ne remplacent pas les OMD mais qu'ils y soient complémentaires (CNUDD, 2012b). Selon eux, les OMD continueraient de s'appliquer comme ils le sont actuellement, soit aux pays en développement, alors que les ODD s'appliqueraient à toute la planète. À ce sujet, Sachs (2012) indique que l'atteinte d'un développement durable est un processus dans lequel toute la communauté internationale devra travailler en étroite collaboration. En effet, il ne devrait plus s'agir comme dans le cas des OMD, d'un programme visant à déterminer ce que les pays les plus développés pourraient faire pour les pays les moins avancés, mais plutôt bâtir une collaboration au sein même de la communauté internationale afin de faire face aux défis menant à l'atteinte du développement durable (Sachs, 2012). De plus, nous pouvons souligner le fait que la situation a considérablement changée depuis l'adoption des OMD au début du Millénaire. Or, garder des objectifs conceptualisés avant même de voir des événements tels que les multiples crises financières, la flambée des prix des denrées alimentaires, la présence constante de la menace terroriste ou bien l'accélération des changements climatiques venir bouleverser la situation mondiale depuis l'an 2000 semble être une solution inadéquate. En effet, pour qu'il soit possible de garder les actuels OMD en fonction après 2015 parallèlement aux nouveaux ODD, il faudrait procéder à certaines modifications dans les objectifs du Millénaire pour le développement afin que ces derniers soient adaptés au contexte international d'aujourd'hui. Cela constituerait alors un processus long et complexe qui s'ajouterait à la mise sur pied des objectifs de développement durable et qui serait probablement inutile. Tel qu'indiqué plus tôt, des ODD bien conçus serviraient à garantir un développement durable adéquat à travers la planète, tout en considérant la réalité du contexte international. De plus, des manquements au niveau social sont à noter dans cette proposition des pays d'Amérique latine, surtout en ce qui a trait à la participation de la population, à l'équité au sein de la société, aux droits des populations autochtones, etc. Cela est tout aussi surprenant lorsqu'il est connu que de nombreuses populations autochtones sont présentes en Colombie et au Guatemala, pays ayant proposé ce cadre de

conceptualisation, et que ces populations sont généralement les premières à subir le contrecoup de la détérioration environnementale.

3.4.2 Proposition d'organisations de la société civile

Outre les nombreux événements qui se sont produits dans le monde ces dernières années, l'échec enregistré par les divers processus mis en place pour l'atteinte d'un développement durable est aussi dû au nombre important de traités et d'objectifs de tous genres instaurés à travers le monde. Ces traités sont généralement complexes et ne facilitent pas réellement l'instauration de politiques dans les pays en développement. Dans le tableau 3.3, nous présentons un exemple d'ODD conçus par une équipe d'experts provenant de 25 organisations de la société civile, dont 10 du Nord et 15 du Sud, lors d'une conférence tenue en 2011 à Bonn, en Allemagne (CNUDD, 2012a). Toujours selon la CNUDD (2012a), ce sont près de 1 400 organisations de la société civile à travers le monde qui supportent cette démarche qui va dans la même direction que de nombreux engagements faits par les gouvernements et les parties prenantes. Cette conceptualisation des ODD a pour avantage de cerner plusieurs problématiques relevant du domaine du développement durable, notamment sur le volet environnemental. Par contre, il semblerait que les ODD proposés par les organisations de la société civile soient eux aussi quelque peu déficients, surtout sur l'aspect social. En effet, l'équité au sein des populations ou les droits des nations autochtones ne sont pas traités, ce qui constitue une faiblesse majeure. Cette lacune, combinée au nombre trop élevé d'objectifs dans ce cadre de conceptualisation des ODD, en fait selon nous une proposition qui devrait être corrigée avant de pouvoir être considérée comme étant un remplaçant potentiel aux actuels OMD après 2015.

3.4.3 Proposition de Jeffrey D. Sachs

Du côté de Jeffrey D. Sachs, directeur du Réseau de solutions de développement durable de l'ONU, ce ne sont que quatre ODD qui ont été proposés. M. Sachs croit que les trois dimensions du développement durable, soient le développement économique, la durabilité environnementale et l'inclusion sociale, devront être le pilier central de ces objectifs (Sachs, 2012). Il ajoute que ces trois volets dépendront d'un quatrième qui correspond à la bonne gouvernance. Sachs (2012) propose ainsi comme premier objectif (ODD 1) la satisfaction des besoins de base, tels que l'accès durable à un approvisionnement en eau potable et à des services d'assainissement, à une alimentation adéquate, à des services de santé de base et à des infrastructures de base (électricité, routes et connectivité au réseau d'information mondial). L'ODD 2 consiste à garantir un environnement durable, notamment en prônant le développement des systèmes énergétiques à faible émission de

carbone, des systèmes d'alimentation durables, de zones urbaines durables et de la stabilisation de la population mondiale. Le troisième objectif de développement durable devrait correspondre selon lui à l'inclusion sociale en faisant la promotion du bien-être et des capacités de la population sur une base équitable. Le dernier objectif, l'ODD 4, serait selon Jeffrey D. Sachs la bonne gouvernance comme condition primordiale, et ce, par l'intermédiaire de la coopération des gouvernements afin de promouvoir le développement à l'échelle internationale, incluant dans la primauté du droit, les droits humains, la transparence, la participation et l'inclusion (Sachs, 2012).

Comme il a été relevé à plusieurs reprises, les échecs enregistrés par les OMD durant les 13 dernières années permettront d'améliorer la performance des ODD. Sachs (2012) a ainsi souligné quatre domaines sur lesquels des améliorations devront être faites. Une idée qui a été émise dans le premier chapitre et qui est aussi partagée par Jeffrey D. Sachs est le problème que pose le fait d'avoir un échéancier de 15 ans comme celui des OMD. Les ODD devraient opter pour l'instauration d'étapes intermédiaires, ou jalons, durant lesquels nous pourrions intervenir afin de rectifier le tir. La deuxième amélioration qui devrait être faite selon Sachs (2012) dans les ODD est la bonification des diverses données, tant en les mettant à jour fréquemment, qu'en les rendant facilement disponibles. Lorsqu'il a été temps d'analyser les avancements et les échecs enregistrés par les OMD dans le cadre de cet essai, il a aussi fallu faire face à cette problématique. Des données manquantes ou qui varient d'une source d'information à une autre peuvent constituer un frein au suivi des avancements des objectifs. Comme troisième leçon à tirer des OMD, Sachs (2012) souligne l'importance que le secteur privé devra désormais occuper, grâce notamment à leur envergure mondiale et aux technologies avancées qu'elles possèdent. Finalement, la quatrième amélioration serait l'investissement dans le développement durable, car selon lui, investir seulement 2 à 3 % des revenus mondiaux pourrait suffire à inverser la tendance et ainsi garantir la fin de la pauvreté, l'amélioration de la santé et la mitigation des effets de la dégradation environnementale (Sachs, 2012).

3.4.4 Proposition de Kalpavriksh-India

Dans son document publié en février 2013 et intitulé *Development and Ecological Sustainability in India : Possibilities for the Post-2015 Framework*, Ashish Kothari (2013), fondateur de l'organisme non gouvernemental indien Kalpavriksh, propose un cadre qui pourrait prendre le relais sur les actuels OMD, en se concentrant principalement sur le volet de la durabilité environnementale. Se basant sur le fait que la Conférence Rio+20 a laissé entendre que la durabilité devait être le thème

central du futur cadre de l'après-2015, Kothari (2013) propose à l'échelle mondiale les objectifs présentés au tableau 3.7.

Tableau 3.7 : Les huit objectifs proposés par Ashish Kothari (inspiré de : Kothari, 2013)

Objectif 1	Assurer l'accès de façon équitable à la nature et aux ressources naturelles à l'ensemble de la population et des communautés, y compris la conservation et la résilience des écosystèmes, les cycles et les fonctions écologiques et la biodiversité.
Objectif 2	Assurer l'accès à tous à une alimentation suffisante et nutritive, grâce à des systèmes de production et de distribution qui sont écologiquement durables et équitables.
Objectif 3	Assurer l'approvisionnement en eau adéquat et sûr pour tous, grâce à des systèmes de collecte et de distribution écologiquement durables et de manière équitable.
Objectif 4	Assurer la mise en place des conditions visant à la prévention de maladies et le maintien d'une bonne santé pour tous de façon écologiquement durable et équitable.
Objectif 5	Assurer un accès équitable aux sources d'énergie d'une manière qui soit écologiquement durable (tant techniquement, qu'économiquement viable).
Objectif 6	Assurer un accès équitable à l'apprentissage et à l'éducation pour tous, de manière à améliorer la sensibilité et la connaissance écologique.
Objectif 7	Assurer que tous puissent accéder à des installations sécuritaires, durables et équitables, y compris un logement, des installations d'assainissement, des installations municipales et des moyens de transport en commun adéquats et appropriés.
Objectif 8	Veiller à ce que dans les sept objectifs précédents, les besoins particuliers des femmes et des enfants soient atteints grâce à des approches fondées sur les droits et l'autonomisation.

Le tableau 3.6 démontre l'interrelation existant entre le cadre proposé par Ashish Kothari et les actuels OMD. Bien que son cadre d'objectifs soit principalement destiné à l'Inde, Ashish Kothari consacre une section sur de possibles objectifs à l'échelle internationale et indique que le volet de la durabilité environnementale devra désormais occuper une place importante dans le nouveau cadre des objectifs post-2015. Selon Kothari (2012) et comme il en a été fait mention plus haut, l'impact de la dégradation de la qualité de l'environnement sur la santé, l'équité au sein des sociétés ou la

pauvreté par exemple est tel qu'aucun objectif ne pourra être atteint sans une vision globale prenant en considération la protection de la nature. Le cadre d'objectifs et de cibles post-2015 devra ainsi comprendre la durabilité environnementale, la sécurité et l'équité socio-économique comme fondement non négociable (*ibid.*). Cette vision d'inclusion du volet relatif à la protection environnementale dans tous les aspects du développement proposée par Ashish Kothari est particulièrement novatrice. Il ne serait pas surprenant que les échecs enregistrés par les OMD dans le cas de la lutte contre l'extrême pauvreté ou l'éradication de maladies graves, par exemple, ne soient pas dus à l'importante dégradation de l'environnement et de la perte de biodiversité que la planète a connue durant ces dernières années.

Tableau 3.8 : Équivalences entre les OMD et les objectifs proposés par Ashish Kothari (inspiré de : Kothari, 2013)

Cadre proposé par Ashish Kothari	Objectifs du Millénaire pour le développement
Objectif 1	Élargissement de l'OMD 7
Objectif 2	OMD 1
Objectif 3	OMD 7
Objectif 4	OMD 6
Objectif 5	Manquant de l'OMD 7
Objectif 6	Élargissement de l'OMD 2
Objectif 7	En partie absent de l'OMD 7
Objectif 8	OMD 3 + OMD 4 + OMD 5

Malgré le fait qu'un objectif concernant la participation de la société dans les discussions et la démocratie soit présent dans le cadre destiné à l'Inde, un tel objectif devrait aussi être présent dans le cadre destiné à l'ensemble de la planète. De plus, Ashish Kothari a souligné le fait que les intérêts militaires pouvaient constituer un important frein à l'atteinte de la durabilité écologique, sans pour autant intégrer d'objectif relatif au maintien de la paix et à la démilitarisation à travers la planète dans son cadre. Cela représente donc une faiblesse non négligeable de cette série d'objectifs proposée.

3.4.5 Proposition de Griggs et autres

Tel que vu dans le chapitre 2, l'Assemblée générale des Nations Unies a mis sur pied en janvier 2013 le Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable. Suite à la première

rencontre tenue par ce groupe en mars 2013, Griggs et autres (2013) ont proposé dans leur rapport *Sustainable Development Goals for People and Planet*, une série de 6 objectifs qui viseraient à faire le lien entre la protection de l'environnement et la lutte contre l'extrême pauvreté. Les auteurs font même mention du fait qu'un recul au sein des pays les plus développés est possible si les pressions sur les limites planétaires se poursuivent (Griggs et autres, 2013). Les six objectifs proposés sont les suivants : (1) assurer des vies et des moyens de subsistance prospères, (2) garantir la sécurité alimentaire, (3) assurer la sécurité de l'eau, (4) permettre l'accès à l'énergie propre, (5) assurer des écosystèmes sains et productifs et (6) garantir une bonne gouvernance pour des sociétés durables. En plus des cibles inspirées des OMD et mises à jour, des cibles essentielles à la planète ont été ajoutées, parmi lesquelles figurent la stabilité climatique, la réduction de la perte de la biodiversité, la protection des services écosystémiques, un cycle de l'eau et des océans en bonne santé, l'utilisation durable de l'azote et du phosphore, la qualité de l'air et l'utilisation durable des matériaux (International Council for Science, 2013). Comme présenté à l'annexe 3, les six objectifs proposés prennent en considération les trois domaines relatifs au développement durable, soient l'économie, la société et l'environnement. Cela est un facteur à considérer et représente une importante avancée dans la mise sur pied du cadre d'objectifs post-2015. De plus, la conception graphique de cette proposition est fortement pertinente et puissante, car elle rappelle deux faits clés de la durabilité, soient que l'économie est un sous-système de la biosphère et que l'existence de frontières planétaires est à considérer. La place que l'environnement occupe dans ce cadre démontre que ces frontières sont encore une fois considérées comme étant importantes et qu'elles devront dorénavant être prises en compte dans les années à venir. L'importance de l'environnement est telle qu'aucune mesure destinée à lutter contre la pauvreté ou l'amélioration de la santé ne peut s'avérer efficace sans que des processus destinés à garantir la protection de l'environnement, de la biodiversité et des écosystèmes soient mis en place. De plus, tel que le démontre le tableau de l'annexe 4, ce cadre proposé par l'équipe de Griggs est très intéressant, car il s'agit d'une fusion entre les actuels OMD et des objectifs liés à la durabilité globale. Une intégration du cadre proposé par Jeffrey D. Sachs et de celui de l'équipe de Griggs semble donc correspondre à la meilleure combinaison possible qui puisse être faite pour former un cadre complet qui garantisse un développement durable adéquat pour les prochaines années. Par contre, il serait pertinent avant tout que les lacunes quant au manque d'un objectif relatif à la lutte contre les inégalités soient corrigées afin que ce volet soit le cœur du nouveau cadre, tel que le stipule un groupe de spécialistes dans une lettre écrite aux membres du panel de haut niveau des Nations Unies (Post2015, 2013). Selon ces

mêmes experts, cela aura pour finalité la réduction de l'extrême pauvreté et la poursuite d'un développement durable et juste.

3.5 Des objectifs uniques après 2015?

Par contre, un document publié par Oxfam France nous indique que d'importants acteurs tels que la Chine, les États-Unis et l'Inde émettent des réserves par rapport au cadre d'ODD, et notamment celui formulé par Sachs (Bourgerie et autres, 2012). L'opposition de la part de ces pays est probablement due au fait que ceux-ci craignent que des mesures trop contraignantes sur le plan du développement durable ne ralentissent l'expansion de leur secteur économique. Une telle vision est d'autant plus surprenante qu'il est désormais connu qu'une intervention efficace aujourd'hui afin de réduire les dommages environnementaux permettrait d'éviter des pertes financières importantes dans quelques années lorsqu'il faudra désormais faire face aux conséquences de la dégradation environnementale. À ce sujet, le PNUD (2013b) indique :

« qu'afin d'assurer des sociétés et des économies durables, de nouvelles politiques et des changements structurels seront nécessaires afin d'aligner les objectifs de développement humain et des changements climatiques à des stratégies de faibles émissions, résilientes à ces modifications climatiques et à des mécanismes innovants de financement public-privé ».

L'environnement a longtemps été le sujet négligé dans les divers processus internationaux pour le développement et en particulier dans le cas des actuels OMD. Bourgerie et autres (2012) expliquent que le thème de la santé a surtout été celui ayant concentré la plus grande partie de l'attention au sein des OMD. Tel qu'il en a été fait mention précédemment, le développement durable est une notion regroupant trois dimensions que sont celles du développement économique, du développement social et de la protection de l'environnement. Au fil des années, il a été observé que les personnes atteintes par la pauvreté sont celles ayant été les plus touchées par les effets de la dégradation de l'environnement à l'échelle de la planète. De leur côté, les pays les plus riches ont jusqu'à présent su faire face aux importantes catastrophes de nature environnementale grâce aux nombreuses ressources mises à leur disposition afin de mettre en place des mesures d'adaptation à cette dégradation de la qualité de l'environnement. À ce sujet, l'ONU (2013a) tient à rappeler que pendant que les menaces environnementales telles que les changements climatiques, la déforestation, la perte de la diversité biologique, la pollution de l'air et de l'eau ainsi que les désastres naturels affectaient toute la planète, ce sont en grande partie les pays et les communautés les plus pauvres qui ont été les plus affectés. C'est notamment pour ces raisons que des stratégies

communes, par l'entremise d'un cadre d'objectifs universel entre les pays du Nord et du Sud, seront désormais nécessaires afin de diminuer les impacts de la dégradation de l'environnement sur les pays les plus pauvres.

L'une des craintes formulées par Bourgerie et autres (2012) face au processus des objectifs de développement durable fut le risque de « voir deux agendas parallèles qui s'annuleraient l'un l'autre en fractionnant l'action internationale ». Cette crainte est aussi formulée par Oxfam (2013b) qui indique qu'il faudrait convenir d'un processus de définition d'objectifs rassemblant les voies parallèles des OMD post-2015 et des ODD afin d'éviter le risque élevé d'échec. En effet, les auteurs indiquent qu'une possibilité de voir l'environnement faire compétition à la santé rendrait moins efficace le processus de développement à l'échelle internationale (Bourgerie et autres, 2012). Mais lorsque nous regardons la proposition du cadre d'ODD faite par Jeffrey D. Sachs ou celle de Griggs et autres, il est possible de remarquer que les thèmes de la santé et de l'environnement sont traités de façon commune et qu'en aucun cas nous n'assisterons à une compétition de ces deux thèmes.

Actuellement, tout laisse croire que l'option d'un cadre d'objectifs de développement durable est celle qui sera favorisée pour la mise sur pied des objectifs post-2015. Dans un rapport paru en janvier 2013, un Comité de développement international du Parlement britannique en est venu à la conclusion que les enjeux relatifs à la durabilité devront être incorporés au cadre de conceptualisation post-2015 (House of Commons, 2013). Ce même rapport indique aussi que la lutte contre la pauvreté et la durabilité environnementale sont étroitement liées, appuyant ainsi la démarche entreprise par Jeffrey D. Sachs et par l'équipe de scientifiques menée par David Griggs dans la conception d'objectifs de développement durable. Cette conclusion faite par la Chambre des Communes britannique est d'autant plus importante que nous savons que le premier ministre David Cameron est coprésident du panel de haut niveau des Nations Unies chargé de présenter un rapport sur l'agenda post-2015 au Secrétaire général Ban Ki-moon en septembre 2013.

Par contre, une faiblesse présente dans tous les cadres étudiés dans cette section correspond à la lutte contre « l'inégalité verticale de la richesse et des revenus » telle que l'appelle Oxfam (2013a). Selon l'organisme, cela correspondrait à réduire l'écart de revenus entre les 10 % de la population les plus riches et les 10 % les plus pauvres, notamment grâce à la mise sur pied de systèmes de taxation novateurs. Au cours des dernières années, les écarts entre riches et pauvres ne cessent d'augmenter et les pays émergents n'en sont pas à l'abri. À travers les modèles étudiés, seul celui

proposé par Kothari semble timidement vouloir lutter contre ce type d'inégalité par l'entremise de changements macro-économiques et de gouvernance, sans pour autant que des détails supplémentaires ne soient fournis par l'auteur.

Le tableau 3.9 se veut être un récapitulatif des différents cadres qui ont été vus dans cette section. Celui-ci servira donc à émettre des recommandations quant aux objectifs étant les mieux placés afin de prendre le relais pour la période post-2015.

Tableau 3.9 : Tableau synthèse de quelques cadres de conceptualisation d'objectifs post-2015

Cadre conceptuel	Forces	Faiblesses
One-world Goals	<ul style="list-style-type: none"> – Importance d'impliquer toute la planète – Utilisation d'indicateurs environnementaux actuellement utilisés par l'OCDE – Focalisation sur l'énergie, cause importante de la dégradation de l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> – Notion de développement durable dont les volets environnemental, social et économique sont vus individuellement et non en tant qu'un « tout »
MDGs 2.0	<ul style="list-style-type: none"> – Objectifs basés sur la Déclaration du Millénaire – Utilisation des succès et des échecs des OMD – Importance donnée à des facteurs relatifs à la paix, à l'accès aux moyens de communication et à l'aide au développement 	<ul style="list-style-type: none"> – Aucun changement majeur sur le plan environnemental par rapport aux actuels OMD
Global Sustainability Goals	<ul style="list-style-type: none"> – Objectifs basés sur les priorités de la Déclaration du Millénaire – Aucun des objectifs ne pourra être atteint sans que les autres ne soient pris en considération – Intégration de la notion de frontières planétaires 	<ul style="list-style-type: none"> – Manque d'objectifs, de cibles et d'indicateurs précis
Jeffrey D. Sachs	<ul style="list-style-type: none"> – Cadre ne comportant que peu d'objectifs – Les trois dimensions du développement durable comme piliers centraux de ces objectifs 	<ul style="list-style-type: none"> – Opposition au sein de la communauté internationale quant à des ODD (Chine, États-Unis, Inde)
Kalpavriksh-India	<ul style="list-style-type: none"> – La durabilité environnementale en tant que thème central du futur cadre – La sécurité et l'équité socio-économique sont aussi des fondements non négociables 	<ul style="list-style-type: none"> – Manque d'importance donnée à la participation de la société dans les discussions à l'échelle internationale – Absence d'un objectif relatif au maintien de la paix
ODD Griggs et autres	<ul style="list-style-type: none"> – Cibles inspirées des OMD et mises à jour – Concept selon lequel l'économie est un sous-système de la biosphère – Intégration de la notion de frontières planétaires 	<ul style="list-style-type: none"> – Opposition au sein de la communauté internationale quant à des ODD intégrant une limitation de la croissance la notion des frontières planétaires – Dimension relative aux inégalités qui est manquante

4 ANALYSE COMPARATIVE DES PROCESSUS DE CONCEPTUALISATION DES OMD APRÈS 2015, ÉTUDE DE CAS

Dans le chapitre précédent, divers cadres de conceptualisation d'objectifs post-2015 ont été étudiés. Suite à la tenue de périodes de consultation par les Nations Unies entre 2012 et 2013, il a été jugé important de présenter dans ce chapitre quelques-unes des différentes visions proposées quant à l'agenda de développement pour l'après 2015. Cela est notamment fait dans ce chapitre à travers une étude de quatre cadres provenant à la fois d'acteurs gouvernementaux ou de la société civile, et ce, tant du Sud que du Nord. Un tableau a de plus été élaboré afin d'être en mesure de les évaluer et de les comparer.

4.1 Processus intergouvernemental de l'Union européenne

Depuis l'adoption des OMD au début du siècle, la Commission européenne a débloqué d'importantes sommes d'argent et a offert une grande expertise afin d'appuyer les efforts destinés à atteindre les objectifs fixés avant la date d'échéance de 2015. Voyant les inégalités persister à travers la planète quant au développement, la Commission a tenu à prendre la tête des efforts menant à la lutte contre la pauvreté et au développement durable à l'échelle mondiale. La Commission européenne se penche actuellement sur quelques questions relatives à l'évolution des réalités mondiales depuis quinze ans et de la manière avec laquelle les plans devraient le refléter, aux enseignements des OMD, ainsi qu'aux résultats de Rio+20 et l'émergence de concepts d'objectifs de développement durable (Commission européenne, 2013b).

Afin de préparer la voie au développement après 2015, l'Union européenne s'est impliquée par l'entremise de trois processus distincts, soient avec la tenue de la consultation nommée « Vers un cadre de développement après 2015 », la préparation du rapport européen sur le développement 2012-2013 et en faisant partie du panel de haut niveau sur le programme de développement au-delà de 2015 (Commission européenne, 2013b).

Dans la foulée des consultations publiques tenues par de nombreux gouvernements à travers le monde, la Commission européenne a demandé à des organisations et particuliers du secteur public, privé et de la société civile de tenir des discussions à l'été 2012 et de lui soumettre leurs propositions pour la mise sur pied d'un cadre de développement post-2015 (Commission européenne, 2012a). Il a ainsi été jugé que les positions du public seraient désormais essentielles et qu'elles seront prises en considération afin de guider le processus de développement après 2015. Le rapport soumis par la Commission européenne (2012b) indique que la consultation s'est basée sur

quatre aspects du débat concernant l'agenda de développement post-2015, notamment la portée et la forme potentielle que pourrait avoir le futur cadre.

Tout d'abord, il a été convenu, par un grand nombre de répondants, que l'éradication de la pauvreté devait être le thème central du futur cadre de l'après 2015. De plus, les consultations ont démontré qu'il serait important dans le futur cadre d'inclure dans le processus de développement tous les pays, qu'ils soient pauvres ou riches, et ce, afin de venir en aide de façon efficace aux populations les moins riches et les groupes mis à l'écart (Commission européenne, 2012b). Un autre aspect soulevé dans ce rapport correspond au fait qu'une grande majorité des parties prenantes aux discussions a jugé essentiel qu'il y ait instauration de politiques pour le développement de façon cohérente. Cela correspond au fait que les :

« pays développés et émergents considèrent l'impact important de leurs politiques sur les résultats du développement et que les pays en développement s'assurent de la cohérence entre leurs propres politiques et les objectifs de développement » (*ibid.*).

Suite à cette consultation publique réalisée par la Commission européenne, les acteurs ont laissé savoir que les valeurs et les principes se trouvant actuellement dans la Déclaration du Millénaire devaient être ceux qui guideront l'élaboration du futur cadre de développement (*ibid.*). Cette idée a d'ailleurs été reprise par de nombreux autres cadres de conceptualisation tels que vus précédemment, notamment en raison du fait que les OMD ont laissé paraître certains manquements quant à l'importance donnée à cette Déclaration. Ainsi, ce sont les principes relatifs aux droits humains, à l'équité, à l'égalité des sexes et à la durabilité qui ont été les plus repris par les différentes parties prenantes à la consultation (Commission européenne, 2012b). Le tableau 4.1 regroupe les principes généraux qui devraient guider le futur cadre, les caractéristiques et les objectifs principaux de celui-ci et les secteurs qui devraient y être inclus selon une bonne partie des participants aux consultations européennes (*ibid.*).

Selon le tableau 4.1, nous remarquons que des thèmes importants et n'ayant pas occupé toute la place qui leur était due dans les OMD, devront désormais faire partie des futurs processus de développement. En effet, l'équité, l'égalité, la durabilité, la sécurité ou la participation de la population sont excessivement importantes afin de garantir un développement qui soit durable à travers la planète. Ce manque d'importance donné aux principes inscrits dans la Déclaration du Millénaire avait aussi marqué Karver et autres (2012) tel que vu précédemment. Ce cadre sorti des consultations publiques de la Commission européenne est de plus très intéressant, car des objectifs

provenant des OMD sont repris et améliorés grâce aux leçons tirées des dernières années afin que les erreurs du passé ne soient pas reprises.

Du point de vue environnemental, il a été souligné lors de cette période de consultation que la dégradation de l'environnement était une menace réelle au développement humain. En effet, la critique a surtout été faite concernant la mauvaise inclusion de la durabilité environnementale, des écosystèmes et de la diversité biologique dans l'actuel cadre des OMD. Par contre, l'absence de référence à la notion des frontières planétaires dans le rapport final des consultations est sans aucun doute une faiblesse majeure du processus. En effet, comme indiqué plus haut, la considération de ces frontières est très importante, car elle permettrait de garantir à l'être humain de se développer dans une planète se trouvant dans un espace de fonctionnement sécurisé.

Tableau 4.1 : Principales conclusions des consultations publiques tenues par la Commission européenne (tiré de : Commission européenne, 2012b)

Principes généraux	Caractéristiques et objectifs principaux	Secteurs spécifiques
Référence à la Déclaration du Millénaire et aux mêmes principes que Rio+20	Mettre l'accent sur l'éradication de la pauvreté : s'attaquer à la source de la pauvreté	Régimes de protection sociale et plancher de protection sociale
Droits humains	Approche globale du développement	Systèmes de santé et couverture santé mondiale
Équité et égalité	Développement durable dans toutes ses dimensions : économique, sociale et environnementale	Plein emploi et travail décent
Égalité des sexes	Paix et sécurité	Autonomisation des jeunes et des femmes
Durabilité	Une attention particulière à lutte contre la fragilité	Éducation, recherche et technologie
Sécurité et protection	Développement humain avec l'accent mis sur les secteurs sociaux	Sécurité alimentaire et utilisation durable des ressources naturelles
Participation	Centrée sur la personne : le bien-être et la participation des personnes	Infrastructures
	L'autonomisation des groupes de populations les plus pauvres et les plus vulnérables	Accès à l'information
	La gouvernance mondiale	
	L'autonomisation de la société civile	
	La transformation économique/les changements structurels	

Comme vu précédemment, la Commission européenne base aussi sa préparation de l'agenda de développement post-2015 avec la publication du *rapport européen sur le développement* (RED) « Le développement dans un monde en mutation : éléments pour un agenda global pour l'après 2015 » (Commission européenne, 2013b). Ce rapport indépendant a été financé par la Commission européenne et sept États membres de l'Union européenne afin de déterminer les priorités qui devront être considérées afin d'accélérer l'atteinte des cibles fixées par les OMD et dégager les principales priorités dans l'élaboration de l'agenda de développement post-2015 (*ibid.*). La principale conclusion de ce rapport est le fait que les priorités des années à venir sont l'éradication de la pauvreté et la garantie d'une prospérité et d'un bien-être qui soient durables (*ibid.*). Encore une fois, le fait qu'un cadre global et qui doit s'appliquer à tous est souligné, car il s'agit là de la clef du succès des futurs objectifs destinés à garantir un développement à l'échelle internationale.

Comme dans le cas de la consultation publique, l'éradication de la pauvreté semble être ici aussi le thème central du futur cadre selon ce rapport. Par contre, il est particulièrement intéressant de voir que les auteurs du document soulignent l'importance que cette lutte contre la pauvreté se fasse en mettant sur pied des modes de développements économiques plus durables que ceux d'aujourd'hui. En effet, le rapport fait savoir que la croissance économique actuelle des pays développés et émergents influe négativement sur la qualité de l'environnement et les pays les moins avancés finissent eux aussi par en ressentir les effets (Commission européenne, 2013a). De plus, il est indiqué que cette croissance devra dorénavant être guidée par les limites des ressources planétaires, un point manquant aux conclusions formulées lors de la consultation publique. Le fait d'utiliser la Déclaration du Millénaire en tant que source des principes guidant l'élaboration des futurs objectifs de l'agenda post-2015, a aussi été soulevé par les auteurs du rapport, allant ainsi dans la même direction que de nombreuses autres propositions formulées à travers la planète.

4.2 Processus de la société civile canadienne, le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) et l'Association canadienne d'études du développement international (ACÉDI)

Le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) est « une coalition d'organisations du secteur bénévole canadien œuvrant à l'échelle internationale pour un développement humain viable » (Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI), 2012a). Quant à l'Association canadienne d'études du développement international (ACÉDI), il s'agit « d'une association nationale consacrée à l'avancement du savoir dans le domaine du développement international » (Association canadienne d'études du développement international

(ACÉDI), s.d.). Afin de suivre l'exemple des nombreux gouvernements et organisations de la société civile à travers le monde, le CCCI et l'ACÉDI ont décidé de s'associer en mettant leurs efforts et leur expertise en commun afin de penser à la position que devra prendre la société civile canadienne face aux enjeux du développement international pour l'agenda post-2015 (CCCI, 2012b). Une conférence tenue en septembre 2012 à Ottawa a réuni de nombreux universitaires et spécialistes du développement provenant du Canada et de l'étranger afin de dresser le bilan des OMD et de déterminer les priorités de l'agenda de développement post-2015 (*ibid.*).

Tout d'abord, il a été convenu lors de cette conférence que tout nouvel agenda de développement devra dorénavant mettre la priorité sur l'amélioration de la vie de la population et des moyens de subsistance (CCCI, 2013). Mwangi Waituru, du regroupement d'organisations de la société civile Beyond 2015, explique cela par le fait qu'il est essentiel de « s'assurer que les personnes soient vivantes avant de discuter de développement » (*ibid.*). Tel que nous le disions plus haut, l'atteinte d'un développement durable et la mise sur pied de mesures destinées à lutter contre la dégradation de l'environnement par exemple, représentent actuellement un luxe pour de nombreuses régions sur Terre, alors qu'une grande proportion de la population n'a même pas les moyens de subvenir à ses besoins de base. Selon la conférence conjointe du CCCI et de l'ACÉDI, il est important que tout développement entrepris dans les années à venir soit durable, et ce, afin de garantir une continuité des avancements entrepris (*ibid.*). En ayant analysé les avancements enregistrés par les OMD, il a été convenu que cette considération donnée à la durabilité était manquante et serait l'une des causes majeures expliquant les échecs des dernières années sur le volet du développement international. Le rapport du CCCI (2013) souligne aussi l'importance d'adopter de meilleures techniques de mesure de l'avancement des futurs objectifs qui succéderont aux actuels OMD après 2015. En effet, les mesures ne devraient pas seulement fournir des données quantitatives, mais aussi qualitatives, telles que la qualité de l'éducation, car avoir un haut taux de scolarisation ne signifie pas nécessairement une présence quotidienne, une éducation de bonne qualité en termes d'enseignement et de ressources, ou que l'apprentissage se soit achevé (Karver et autres, 2012). Gerd Schönwälder, du Centre de recherches pour le développement international, a aussi souligné l'importance de mettre en place un agenda flexible qui permette de tenir des rencontres fréquentes afin que la situation soit évaluée en permanence, et ce, afin de pouvoir modifier les objectifs, les cibles ou les indicateurs (CCCI, 2013).

Quatre ateliers tenus lors de la conférence commune du CCCI et de l'ACÉDI ont permis de s'entendre sur les positions face à certains enjeux importants qui devront être pris en considération

pour l'agenda post-2015. Le premier atelier avait pour thème le développement économique inclusif. Il en est ressorti comme conclusion que les futurs financements destinés au développement international devaient désormais donner une plus grande place au secteur privé, notamment en raison des financements publics internationaux qui ont considérablement diminué au cours des années (CCCI, 2013). Tout laisserait croire que ce type de financements soit l'une des seules solutions qui restent afin de contrer la diminution importante des sommes allouées par les pays développés aux pays moins riches. En effet, l'effet de la récession que la planète connaît depuis 2008 a fait en sorte que de nombreux pays revoient à la baisse leur budget destiné à l'aide publique pour le développement. En raison du grand nombre de pays dépendants de cette aide financière, le secteur privé reste un important acteur dans d'éventuels partenariats avec des pays en développement, et ce, dans une perspective de gagnant-gagnant. Par contre, un contrôle d'une entité externe devrait être réalisé afin d'éviter que la course vers le profit ne vienne aggraver la situation.

Quant au deuxième atelier, c'est le thème du développement social inclusif qui a été traité. Comme dans le cas de nombreux autres cadres de conceptualisation, l'aspect d'inclusion de la population a été soulevé et considéré comme étant l'une des priorités de l'agenda pour le développement pour l'après 2015. De plus, une considération particulière devra désormais être donnée au fait d'inclure les populations marginalisées et d'assurer une équité au sein des sociétés.

Lors du troisième atelier, il a été question de paix et de sécurité. Tel qu'indiqué précédemment, il était très surprenant que ce thème se trouvant dans la Déclaration du Millénaire n'ait pas été intégré aux actuels OMD lors de leur conceptualisation. La relation qui existe entre la paix et la pauvreté a aussi été soulignée lors de la conférence commune du CCCI et de l'ACÉDI. En effet, le déclin économique et le chômage seraient des facteurs clés expliquant une grande partie des conflits et de la fragilité existant dans le monde (CCCI, 2013). L'implication d'organisations de la société civile provenant de pays en conflits dans les discussions qui mèneront à la mise sur pied des objectifs post-2015, est d'une importance capitale selon le CCCI et l'ACÉDI (CCCI, 2013).

Finalement, le quatrième atelier touchait le thème de la durabilité environnementale. L'importance d'inclure le volet environnemental dans tous les objectifs de développement est encore une fois revenue. Tel que vu plus haut, la dégradation de l'environnement peut effectivement influencer négativement sur des volets tels que la lutte contre la pauvreté ou la santé. C'est donc pour cette raison qu'un cadre intégrant la notion de la durabilité environnementale dans les objectifs pourrait plus efficacement lutter contre d'autres problématiques relatives aux volets social et économique.

L'accaparement des terres, la spéculation sur les denrées alimentaires et le droit à la nature étant de nouvelles préoccupations à travers la planète, il a été convenu qu'il serait important de les inclure dans le futur cadre d'objectifs de développement post-2015. Mais l'une des principales conclusions de cette conférence fut la volonté des participants à utiliser les objectifs de développement durable pour combler le manque des dernières années sur le volet environnemental (CCCI, 2013). Les parties prenantes à la réunion ont indiqué leur désir de revoir sur la table toutes les propositions de RIO+20, incluant celles rejetées afin de les inclure dans les ODD. Le CCCI et l'ACÉDI favoriseraient donc l'option voulant que :

« les futurs objectifs tiennent compte des principes fondamentaux des droits de l'homme, de l'égalité et de la durabilité et que ceux-ci soient incorporés dans les dimensions essentielles de la croissance économique inclusive, du développement social inclusif, de la paix et de la sécurité, et de la durabilité environnementale » (*ibid.*).

Mais tout laisse croire que l'option d'un cadre unique constitué par des ODD soit l'option favorisée par ces deux organismes (CCCI, 2012b).

4.3 Processus intergouvernemental de quatre institutions panafricaines

Autrefois sous la colonisation occidentale en raison de la présence de nombreuses ressources, une grande partie de l'Afrique reste jusqu'à ce jour une immense source de matières premières pour la planète. Malgré les multiples richesses dont le continent regorge (pétrole, minerais, etc.), celui-ci est sans aucun doute l'une des régions les moins développées sur Terre. C'est donc pour cette raison que la mise sur pied d'un agenda de développement pour l'après 2015 qui permette de faire face aux problématiques auxquels les OMD n'ont pas pu faire face est cruciale.

Ainsi, un regroupement de quatre institutions panafricaines, soient la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la Commission de l'Union africaine (CUA), la Banque africaine de développement (BAD) et le Bureau régional pour l'Afrique du PNUD (PNUD-BRA), a produit entre 2010 et 2012 un document conjoint dans lequel les moyens d'accélérer l'atteinte des objectifs fixés par les OMD et les programmes de développement pour l'après 2015 étaient exposés (CEA, 2012b). Durant cette période, deux réunions consultatives sous-régionales se sont tenues en octobre et en décembre 2012 respectivement à Mombasa, au Kenya, et à Dakar, au Sénégal (CEA, 2012a). Durant ces deux rencontres, des membres de la société civile, des secteurs public et privé, des parlements et des milieux académiques se sont donné comme objectif d'identifier les principales priorités qui devront être considérées dans l'agenda de développement post-2015 (*ibid.*). Une

troisième réunion consultative, cette fois-ci à l'échelle continentale, s'est tenue en mars 2013 à Hammamet, en Tunisie, afin de faire le bilan des deux précédentes rencontres sous-régionales et définir la position africaine quant aux priorités de développement après 2015 (AllAfrica, 2013). Cette ultime réunion a regroupé d'importants acteurs impliqués dans le processus, dont des membres de gouvernements africains, des membres du panel de haut niveau des Nations Unies, ainsi que des représentants de la société civile et du secteur privé (*ibid.*). La position officielle de l'Afrique sur l'agenda post-2015 pour le développement ne sera ratifiée qu'en mai 2013 par les chefs d'États et de gouvernements lors du sommet de l'Union africaine qui se tiendra à Addis-Abeba, en Éthiopie (*ibid.*).

Suite à cette rencontre continentale tenue en Tunisie les 11 et 12 mars 2013, un rapport final sur les consultations régionales sur l'agenda de développement post-2015 a été publié. En raison des progrès relativement lents enregistrés par les OMD, les participants aux discussions en sont arrivés à une série de mesures qui devront être mises de l'avant pour l'après 2015. Il sera notamment important de réorganiser le système économique actuel en priorisant la croissance économique inclusive et la transformation structurelle (Regional Commissions, 2013). De plus, il a été convenu qu'il sera dorénavant essentiel de favoriser des initiatives inspirées et financées de l'intérieur au lieu de celles provenant de l'extérieur du continent (*ibid.*). Selon *Regional Commissions* (2013), il aurait aussi été déterminé que l'équité, l'inclusion sociale et le fait d'accorder une plus grande attention aux groupes vulnérables devront être considérés de façon plus importante dans les années à venir. Les thèmes de la transformation structurelle de l'économie et la mise en place d'une croissance inclusive, de l'innovation et du transfert de technologie, du développement humain et finalement du financement et des partenariats, ont été identifiés comme étant les priorités du programme de développement post-2015 (Regional Commissions, 2013).

Tout d'abord, au niveau de la transformation structurelle de l'économie et de la mise en place d'une croissance inclusive, les acteurs ont souligné l'importance de mettre l'accent sur une croissance durable et inclusive, l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, l'initiative d'une croissance verte, l'industrialisation et le développement des infrastructures économiques (*ibid.*). Nous assistons là à un changement majeur par rapport aux actuels OMD. En effet, l'importance d'une croissance économique permettant une élimination de la pauvreté extrême ne devrait se faire que grâce à des modèles économiques respectueux de l'environnement et qui garantissent la conservation de l'intégrité des écosystèmes. Mais nous apprenons, d'après le Conseil du commerce et du développement des Nations Unies, que les gouvernements africains font face « au défi de concilier

la transformation structurelle nécessaire et le développement durable » (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCD), 2012). En effet, l'accentuation des pressions sur l'environnement est quasi inévitable en raison de la transformation structurelle destinée à améliorer les conditions de vie de la population, et ce, malgré le fait que l'utilisation des ressources ne soit pas aussi importante qu'ailleurs dans le monde (*ibid.*). Pour contrer cette problématique, la CNUCD (2012) suggère d'opter pour un « découplage relatif entre le processus de croissance économique et l'utilisation des ressources » accompagné par les effets environnementaux en résultant. Cela passerait par une réduction de la quantité de ressources utilisées pour obtenir une unité de production économique (*ibid.*). La croissance économique basée sur un découplage relatif devient alors une politique dans tous les pays africains. Évidemment, ce découplage relatif doit aussi continuer à s'approfondir et se répandre dans tous les pays industrialisés. Par contre, un risque demeure en raison du fait que le modèle d'économie verte proposé pourrait être détourné en un instrument d'enrichissement par des acteurs peu scrupuleux dans un continent où la corruption reste un important fléau.

Bien qu'une grande partie de l'Afrique démontre la volonté de mettre sur pied des politiques de développement qui soient efficaces, le retard enregistré ces dernières années quant à l'accès aux technologies reste un frein important à l'atteinte d'un tel développement. Cette problématique relative aux technologies étant absente du cadre des actuels OMD, les participants aux consultations africaines ont soulevé ce sujet et ont reconnu son importance en l'incluant dans les quatre priorités de l'agenda de développement post-2015. Cela se ferait notamment en assurant un transfert des technologies, en garantissant des fonds permettant l'innovation dans un contexte de développement durable, etc. (Regional Commissions, 2013). Avec l'instauration de telles mesures, l'atteinte d'un développement qui soit durable à l'échelle du continent ne peut être qu'accélérée, mais cela demandera tout de même énormément de temps, notamment en raison du fait que de nombreux engagements devront être pris du côté des pays développés.

Sur le volet du développement humain, les priorités de l'agenda de développement de l'après 2015 semblent être sensiblement les mêmes que celles des actuels OMD, soient au niveau de l'éradication de l'extrême pauvreté, de l'éducation, de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, de la gestion des ressources hydriques ou de la réduction des risques de désastres (Regional Commissions, 2013). Le principal ajustement concerne l'importance de la qualité et de l'accès aux services sociaux (*ibid.*). Ce changement concerne principalement une facilitation de l'accès de l'ensemble de la population aux services de santé et que ces derniers soient de bonne

qualité. Une telle mesure permettrait de réduire considérablement les taux de mortalité infantile et maternelle, ainsi que de nombreuses maladies répandues en Afrique.

Finalement, les consultations en Afrique ont déterminé le financement et la mise sur pied de partenariats comme étant la quatrième priorité pour l'après 2015. Ce financement proviendrait à la fois de l'extérieur que de l'intérieur, et ce, afin de permettre l'instauration de mesures de développement efficaces et durables. Au niveau des partenariats, ceux-ci restent essentiels pour le développement, notamment grâce aux nombreuses connaissances et à l'expertise que peuvent fournir des acteurs provenant de partout dans le monde.

4.4 Processus de la société civile du Nord-Est asiatique à travers la *North-East Asian Youth Conference*

Avec une population totalisant plus de 1,52 milliard d'êtres humains, la région du Nord-Est asiatique composée par la Chine, le Japon, la Corée du Sud et la Mongolie représentait à elle seule en 2011 près de 22 % de la population mondiale (Banque mondiale, 2013). Entre le 7 et le 9 janvier 2013, un groupe de 51 jeunes provenant de ces quatre pays se sont réunis à Séoul, en Corée du Sud, afin de discuter des OMD, des avancements enregistrés, des leçons qui peuvent en être tirées et des futurs défis. Cette conférence s'est tenue dans le cadre des consultations que l'ONU tient à travers le monde en vue de préparer le futur cadre d'objectifs post-2015. En raison du fait que les jeunes sont ceux qui seront les plus touchés par les problématiques relatives au développement dans les années à venir, le PNUD ainsi que le bureau sous-régional Asie Pacifique de la Commission économique et sociale des Nations Unies ont tenu à être les hôtes d'un tel événement.

Les principales préoccupations ressorties de cette rencontre ont été « l'emploi, l'augmentation des inégalités, l'environnement, l'égalité des sexes ainsi que la paix et la sécurité en Asie du Nord-Est » (PNUD, 2013a). Des demandes touchant ces priorités ont donc été formulées afin d'être présentées au panel de haut niveau des Nations Unies qui déterminera l'agenda de développement post-2015 (North-East Asian Youth Conference (NEAYC), 2013). De plus, les participants ont fourni des recommandations quant à la façon de s'adapter au contexte mondial qui a considérablement changé depuis l'an 2000 et l'adoption des OMD. Ainsi, il serait important selon eux d'inclure tous les membres de la société aux discussions relatives au développement, incluant les jeunes. De plus, les questions concernant les inégalités existantes à travers la planète, et surtout au niveau des groupes les plus vulnérables, sont aussi un sujet auquel il faudra dorénavant considérer. C'est donc une série

de six objectifs présentés dans le tableau 4.2 qui a été proposée dans le rapport final de la conférence.

Présentés de cette façon, les objectifs semblent effectivement être destinés essentiellement à la région Nord-Est asiatique. Par contre, il serait possible que le corps du cadre puisse inspirer une série d'objectifs globaux qui seraient quant à eux applicable à travers la planète. Dans un communiqué de presse publié en janvier 2013 dans la foulée de la conférence, le PNUD (2013a) indique même que les « jeunes du Nord-Est asiatique viennent d'adopter là une puissante vision de développement post-2015 ». De plus, l'implication du ministre des affaires étrangères et du commerce sud-coréen, aussi membre du panel de haut niveau des Nations Unies et de membres des gouvernements de la Mongolie et du Japon, démontre l'importance donnée par les gouvernements de la région à cette conférence.

Ce cadre comporte donc 6 grands objectifs relatifs à la paix et à la sécurité, au développement humain, à l'équité et à l'égalité au sein des sociétés, à un environnement durable, à la bonne gouvernance et au développement économique. Il s'agirait donc selon cet organisme de la société civile Nord-Est asiatique de mettre en place un cadre d'objectifs de développement durable qui remplace les actuels OMD. Ayant les principes de ces derniers intégrés, le cadre d'ODD serait donc le seul à être en vigueur afin de garantir une efficacité quant à l'atteinte d'un développement durable optimal.

Tableau 4.2 : Présentation des objectifs de la *North-East Asian Youth Conference* (inspiré de : NEAYC, 2013)

Objectif 1 : Un monde de paix et de sécurité	<p>a. Nous devons régler les questions territoriales régionales, y compris en facilitant un règlement de la question nucléaire nord-coréenne.</p> <p>b. Poursuivre la prospérité en Asie du Nord-Est.</p> <p>c. Nous avons besoin d'une organisation pour discuter des enjeux historiques et territoriaux.</p> <p>d. Nous devons promouvoir la coopération entre le public.</p>
Objectif 2 : Le développement humain	<p>a. La sécurité alimentaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Nous avons besoin d'un système de surveillance et de suivi de la sécurité alimentaire et de l'eau – Nous devons sensibiliser les gens sur la question de la sécurité alimentaire <p>b. Éducation.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Nous devons encourager nos enfants et nos parents à respecter les différences et à se soutenir mutuellement dans la recherche de leur bonheur personnel – Nous avons besoin d'un nouveau système éducatif qui favorise une moins grande concurrence et offre plus de possibilités à découvrir et à poursuivre des intérêts <p>c. La protection sociale.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Nous avons besoin d'un environnement social sécuritaire, à l'abri de la criminalité et du trafic humain – Nous avons besoin d'un système de santé universel – Nous avons besoin d'un filet de sécurité pour les personnes âgées, les jeunes et pour les handicapés
Objectif 3 : Un monde sans discrimination, stigmatisation et inégalités, où tout le monde bénéficie des droits humains fondamentaux et la dignité humaine	<p>a. Peu importe la culture, l'identité sociale ou sexuelle, le sexe, le handicap, le statut, l'origine ethnique ou la nationalité.</p> <p>b. Nous avons besoin de la liberté d'expression pour écrire, publier et partager.</p> <p>c. Nous avons besoin d'un travail décent, des salaires et des conditions de travail (sans sexisme ou de discrimination contre les groupes vulnérables, y compris les minorités sexuelles, les personnes handicapées, les réfugiés et les minorités ethniques).</p> <p>d. Nous avons besoin de syndicats indépendants qui défendent les travailleurs.</p>
Objectif 4 : Un monde qui respecte un environnement propre et vert (développement durable)	<p>a. Résilience face aux catastrophes naturelles.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Partager des informations et coopérer entre les pays, indépendamment des conflits ou des tensions – Renforcer la collaboration entre les acteurs multilatéraux dans le monde entier – Travailler afin de se remettre des tsunamis et des tremblements de terre <p>b. La résilience face aux catastrophes d'origine humaine.</p> <ul style="list-style-type: none"> – L'énergie verte et l'utilisation durable de l'énergie – Trouver un équilibre entre développement économique et protection de l'environnement – Renforcer les partenariats pour stimuler la participation des pays bénéficiaires de l'aide <p>c. Pollution de l'air.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Assumer la responsabilité pour les actions provenant de l'industrie minière, y compris la restauration de l'environnement, fournir une compensation pour les personnes souffrant de cancer du poumon et d'autres maladies et la construction d'infrastructures pour le transport du charbon – Planter plus d'arbres dans le désert
Objectif 5 : La bonne gouvernance et les dirigeants responsables	<p>a. L'accès du public à l'information gouvernementale.</p> <p>b. Fin de la corruption.</p>
Objectif 6 : Le développement économique et la stabilité	<p>a. Offres d'emploi: les jeunes talents devraient être en mesure de trouver un emploi.</p> <p>b. Bâtir une plus grande résilience aux crises financières, y compris la mise en œuvre de bonnes politiques monétaires.</p> <p>c. S'engager à la coopération régionale pour le développement économique.</p>

4.5 Critères et grille d'analyse

Le tableau 4.3 est une analyse des quatre cadres de conceptualisation présentés dans cette section en fonction de critères environnementaux, sociaux, économiques ou relatifs à la gouvernance. Les critères ont été choisis en selon les priorités déterminées comme étant primordiales afin de garantir un développement qui soit durable à l'échelle de la planète.

Tout d'abord, sur le plan environnemental, il a été vu précédemment qu'il était essentiel aujourd'hui de considérer les limites planétaires, notamment en raison des dommages irréversibles qui pourraient se produire et menacer la vie de l'être humain si celles-ci continuaient à être dépassées. De plus, il est important qu'un critère concernant l'intégrité des écosystèmes permette l'évaluation des différents modèles de conceptualisation, et ce, en raison des services écologiques qu'offrent les écosystèmes et qui sont vitaux ou utiles pour toutes les espèces vivantes et les activités économiques. Dans les années à venir, l'Homme n'aura pas le choix de s'adapter en raison de la l'importante dégradation de la qualité de l'environnement qui se poursuit, et c'est particulièrement pour cette raison qu'un critère relatif à la résilience a été déterminé comme étant important afin d'analyser les diverses propositions se trouvant dans le tableau 4.2. Du point de vue social, ce sont des critères concernant l'importance donnée à la lutte contre les inégalités et la garantie d'une équité sociale (égalité des genres, des ethnies, etc.), ainsi que l'instauration d'une protection sociale, incluant la quête vers le plein emploi et les emplois décents, qui ont été retenus. Parmi les nombreux critères sociaux existants, il s'agit de ceux ayant connu les avancements les moins importants et dont le progrès permettrait un développement plus rapide. Sur le plan économique, les critères retenus sont la promotion du commerce international et l'ouverture des frontières, le changement de paradigme économique et la reconnaissance d'une croissance économique qui devra être limitée. Ces trois critères sont au cœur du défi d'un monde viable post-2015. En effet, selon le dogme néolibéral qui a défini l'agenda du développement international au fil des 30 dernières années, seuls le libre marché et le commerce international peuvent garantir une croissance économique et donc, un développement des pays pauvres. Ce commerce international suppose en fait une croissance économique illimitée fondée sur une utilisation illimitée des ressources. D'autre part, le dilemme de la croissance économique dans le sens que lui donne Jackson (2009) met en évidence le fait que pour rendre possible la prospérité, « la seule solution est de reconnaître les limites physiques dans lesquelles nous nous trouvons, et donc de limiter la croissance ». Cette croissance économique limitée aux pays développés passe par un découplage absolu entre la croissance économique et l'utilisation de ressources. Pour les pays émergents et intermédiaires,

ceux-ci doivent passer pour l'instant par une augmentation de l'efficacité dans l'utilisation de ressources pour chaque dollar produit. Ces deux critères sont au cœur d'un monde viable après 2015.

Sur le volet relatif à la gouvernance, la notion de l'approche des biens communs a été considérée comme étant une priorité qui devra être incluse dans l'agenda de développement post-2015. Celle-ci consiste à mettre l'accent sur la durabilité environnementale tout en liant la durabilité économique, sociale et environnementale (Wheeler, 2013). Cette approche a été proposée par Elinor Ostrom, prix Nobel d'économie en 2009, et porte l'idée de la création d'une économie du partage et d'inclusion et non une d'une économie d'accumulation et d'exclusion. Les biens communs peuvent être des ressources naturelles, sociales ou culturelles (Helfrich et autres, 2010). Le Crosnier (2009), indique qu'il s'agit en fait d'une « forme spécifique de propriété et de gouvernance qui place les décisions collectives des communautés au centre du jeu socio-économique ». Les biens communs incluent entre autres l'atmosphère, les océans, les forêts, les espèces, la biodiversité, les systèmes naturels, les minéraux, l'énergie, l'eau, la santé, l'art, les ressources spirituelles, les médias, le commerce et le système financier (Commons Action, 2013). Ils sont produits et gérés de façon collective en raison de leur importance intrinsèque pour toutes les parties prenantes, celles qui sont motivées à les restaurer ou à les rendre durables. Selon le ministère français des Affaires étrangères, la préservation des biens communs et des biens publics globaux ne peuvent en aucun cas être gérés par les règles du marché et de la concurrence (France Diplomatie, 2013). Finalement, les deux autres priorités du volet relatif à la gouvernance qui permettront d'analyser les différents cadres présentés sont la promotion d'une participation citoyenne et la mise sur pied d'objectifs concernant la paix et la sécurité. Concernant la participation citoyenne comme composante-clé d'une nouvelle gouvernance, l'idée est bien exprimée par la Charte des Peuples de la Terre qui soutient l'idée selon laquelle toute personne peut « s'organiser en association et participer et prendre des décisions à la vie politique de leur village, de leur pays, de leur région ou du monde » (Portail Rio+20, 2012). De plus, l'initiative « My World », dont l'ONU fait la promotion, cherche précisément à élargir la participation citoyenne à la formulation des priorités de développement de l'après 2015 (ONU, 2013b). Finalement, la reconnaissance des États fragiles ou touchés par un conflit est au centre de cet aspect de la gouvernance concernant la paix et la sécurité. En effet, les objectifs du développement dans un contexte des besoins et des préoccupations propres aux États fragiles, la construction de la paix et le renforcement de l'État, sont des conditions préalables afin de les

atteindre (Conciliation Resources, 2012). Des objectifs précis liés à la construction de la paix du renforcement de l'État sont déjà mis sur la table.

Afin de comparer les différents cadres de conceptualisation, un système de notation n'utilisant que les notes 0 si le critère n'est pas inclus dans le cadre proposé, ou 1 si le critère y est inclus, a été utilisé. L'analyse se fera de façon globale afin que l'on puisse en faire ressortir les principales lacunes pour chaque volet du développement (environnemental, social, économique ou de la gouvernance).

Tableau 4.3 : Analyse de cadres provenant d'acteurs gouvernementaux ou de la société civile du Nord et du Sud

Critères		Gouvernemental		Société civile	
		Commission européenne	CEA, CUA, BAD, PNUD-BRA	CCCI-ACÉDI	North-East Asian Youth Conference
Environnementaux	Respect des frontières planétaires (biodiversité, changements climatiques, cycle de l'azote, etc.)	1	0	0	0
	Intégrité des écosystèmes	1	1	1	1
	Notion de résilience	0	1	1	0
Sociaux	Équité / Égalité entre les genres	1	1	1	1
	Protection sociale / Plein emplois et emplois décents	1	1	1	1
	Accomplissement des droits humains	1	1	1	1
Économiques	Commerce international / régional	1	1	0	1
	Changement de paradigme économique	1	1	1	1
	Croissance économique limitée	0	0	0	0
Gouvernance	Participation citoyenne	0	1	1	1
	Paix et sécurité	1	1	1	1
	L'approche des biens communs	0	0	0	0

4.6 Discussion

Suite à la présentation de différentes propositions de cadres de conceptualisation d'objectifs, il est maintenant possible de déterminer les points forts et les faiblesses de chacun d'entre eux. Le fait d'avoir étudié des modèles provenant à la fois de la société civile et d'institutions gouvernementales du Nord ou du Sud a permis d'avoir une idée quant aux priorités de chacun. L'une des critiques des actuels OMD était justement le fait que leur mise sur pied initiale n'incluait pas tous les acteurs de la société et ne prenait pas en considération les priorités des populations et des pays les plus touchés par le faible développement.

Tout d'abord, un seul des quatre modèles étudiés a inclus la notion de limites planétaires dans ses priorités et il s'agit de celui proposé par la Commission européenne. Cette dernière indique en effet que « l'exploitation et la gestion non viables des ressources limitées de la planète menacent l'existence même et le bien-être des générations futures » (Commission européenne, 2013). Par contre, la notion de limites planétaires utilisée par la Commission européenne ne correspond pas exactement à celle proposée par Rockström et son équipe en 2009 et qui a été présentée dans le chapitre 2, mais il s'agit tout de même d'un plus par rapport aux trois autres propositions. Bien qu'une considération des frontières planétaires soit essentielle pour garantir un développement durable dans les années à venir et que cette notion est absente de certaines des propositions étudiées, tous les cadres de conceptualisation retiennent au moins l'option de la conservation de l'intégrité des écosystèmes. Un objectif relatif à cette notion est important afin que l'être humain ainsi que les espèces vivantes l'entourant puissent continuer à prospérer dans le futur. Nous avons vu dans la première section du travail que la dégradation de l'environnement se poursuivait à un rythme relativement rapide depuis quelques années. Il est même important de noter qu'à certains moments, les dommages sont tels, que la situation est devenue irréversible. Que ce soit au niveau des pays développés ou des pays en développement, l'Homme n'aura pas d'autre choix que de s'adapter à la situation environnementale qui continue de se dégrader au fil du temps. Dans les pays les plus riches, les dommages environnementaux seront très importants et la population de ces régions ne ressentira pas un effet majeur sur son mode de vie actuel, contrairement à de nombreuses personnes résidant dans les régions les plus pauvres de la planète. En raison du grand nombre de personnes touchées, il est essentiel que les futurs objectifs puissent intégrer la notion de résilience afin de garantir que des mesures d'adaptation de toutes les populations touchées puissent être mises de l'avant dans l'agenda de développement post-2015. Malgré l'aspect important de telles mesures,

seuls les cadres du regroupement des quatre institutions panafricaines et du groupe formé par le CCCI et l'ACÉDI ont pensé à inclure ce facteur dans leurs propositions.

Une grande majorité des nombreux cadres de conceptualisation d'objectifs pour l'agenda post-2015 renferment des priorités inspirées des actuels OMD sur le plan social, notamment en ce qui a trait à la lutte contre l'extrême pauvreté, l'éducation, ou la santé. Par contre, il a été déterminé qu'il serait désormais essentiel de mettre l'équité sociale et l'égalité entre les genres au centre de tous les objectifs. En effet, longtemps les enfants, les femmes ainsi que les personnes les plus vulnérables ont été mis à l'écart d'un grand nombre de mesures relatives au développement. Cette importance a été soulignée dans les quatre cadres analysés dans le tableau 4.2 puisque tous ont souligné l'importance de prendre ce facteur en considération. La mise sur pied de mesures de protection sociale a aussi été un nouveau sujet proposé par de nombreux acteurs à travers la planète. Cela passe entre autres par l'adoption de mesures destinées à faciliter l'accès de la population à des soins de santé gratuits et de qualité, à fournir une aide financière aux personnes dans le besoin, à garantir des emplois décents, etc. Toutes les propositions analysées dans cette section ont mis de l'avant les priorités dont il vient d'être question. Finalement sur l'aspect social, l'avantage de bâtir sur les échecs enregistrés par les OMD a permis de donner une plus grande importance aux droits humains, tant par la société civile que par les gouvernements. Les quatre propositions étudiées ici en sont l'exemple parfait en raison du fait de l'inclusion de la garantie des droits humains dans leurs priorités quant aux futurs objectifs post-2015.

L'analyse du volet économique s'est tout d'abord faite sur la place donnée au commerce international comme contributeur au développement international. Dans le contexte actuel et selon le dogme néolibéral, toute croissance économique passe forcément par une ouverture des marchés sur le monde. L'étude des différents cadres se trouvant dans le tableau 4.2 démontre que le regroupement des institutions panafricaines ainsi que le groupe de la *North-East Asian Youth Conference* ont tous deux opté pour un commerce régional plutôt qu'international. En effet, ce sont respectivement à l'échelle africaine et Nord-Est asiatique que ces deux groupes ont décidé de promouvoir le commerce. Cela contribuerait selon ces deux acteurs à garantir un développement plus efficace et rapide. Au niveau africain, il a principalement été question de mettre en œuvre une zone de libre-échange à l'échelle continentale, de promouvoir le développement des infrastructures régionales afin de renforcer le commerce intra-africain et finalement de poursuivre l'objectif du Traité d'Abujab (Regional Commissions, 2013). Ce dernier créa la Communauté économique africaine et a appelé à la mise sur pied d'une Banque centrale africaine et d'une monnaie unique

pour 2023. Seule la Commission européenne a décidé de continuer à promouvoir le commerce à l'échelle internationale dans sa proposition de cadre de développement post-2015. Le CCCI et l'ACÉDI n'ont pas de position officielle quant au commerce international. Par contre, dans leur rapport sur le développement post-2015, il est fait mention du fait que :

« les accords commerciaux internationaux sont la principale cause de la hausse du coût des médicaments pour les pays en développement, et ce, en raison de l'Accord sur les aspects de droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) » (CCCI, 2013).

Cette affirmation pourrait laisser croire que le groupe formé par le CCCI et l'ACÉDI est opposé à la façon dont le commerce international est géré. En raison des modifications de l'équilibre économique et de la crise financière que le monde a connu ces dernières années, il a été déterminé qu'un changement de paradigme économique serait essentiel pour garantir le développement. D'ailleurs, les quatre concepteurs des cadres d'objectifs post-2015 ont décidé qu'il était essentiel d'inclure cette option dans l'agenda de développement post-2015. Toujours sur le plan économique, il a été déterminé que la limitation de la croissance économique était primordiale afin de garantir aux générations futures un environnement durable. Malgré le fait que de nombreux spécialistes reconnaissent le fait qu'une forte croissance économique peut entraîner des dommages irréversibles à la qualité de l'environnement, aucun des cadres analysés ne priorise le facteur de la limitation de la croissance économique. Dans son rapport, la Commission européenne (2013) reconnaît même que « le développement et la croissance contribuent à la prospérité et au bien-être des individus, mais sont également sources de problèmes pour l'environnement », mais ne fait rien pour inclure une mesure visant la limitation de l'essor économique dans sa proposition d'agenda de développement.

Sur le volet touchant la gouvernance, il a souvent été répété dans ce travail que la participation de la population était primordiale étant donné le fait qu'elle était la première à subir les effets des mesures entreprises par les dirigeants à travers le monde. Le public n'a que très peu participé à l'élaboration de mesures destinées au développement dans l'ère des actuels OMD. Il a ainsi été déterminé que la participation de la population était désormais un facteur important à incorporer dans l'agenda de développement post-2015. Malgré cela, la Commission européenne n'a pas pris en considération ce critère. L'effet du contexte international actuel sur l'avancement des objectifs internationaux de développement étant majeur, tous les cadres étudiés ont tenu à inclure des objectifs relatifs à la paix et à la sécurité. Quant à l'approche des biens communs, celle-ci a été

absente de la totalité des propositions analysées dans cette section. Tel que dit précédemment, cette approche porte l'idée de la création d'une économie du partage et d'inclusion et non une économie d'accumulation et d'exclusion. Nous remarquons ici que l'approche des biens communs n'est pas prise en considération dans la vision post-2015. Or, sans un système de partage équitable et durable, l'établissement de limites à la croissance économique est inconcevable, entraînant ainsi des problèmes environnementaux potentiellement importants, tels que l'appauvrissement des ressources et la pollution par exemple.

Ainsi, suite à la compilation des notes reçues par toutes les propositions de cadres se trouvant au tableau 4.2, il est possible de remarquer que celle mise de l'avant par le regroupement des institutions panafricaines a été la proposition qui tenait compte du plus grand nombre de critères. L'analyse des divers critères démontre que les quatre propositions restent encore insuffisantes afin de permettre la mise en place du cadre de développement post-2015 le plus complet, en incluant toutes les priorités du moment. Une combinaison de ces cadres serait une solution envisageable afin que les lacunes de l'un soient complétées par un autre cadre. Et du point de vue environnemental, il est important de souligner le fait que bien que toutes les propositions tiennent compte du besoin d'assurer l'intégrité des écosystèmes, le fait que seulement celui de la Commission européenne inclut le respect des frontières planétaires peut s'expliquer par deux facteurs. Cela pourrait donc soit être dû soit au fait que le concept des frontières planétaires n'est pas encore bien compris par la totalité des acteurs internationaux impliqués dans le processus de consultation des Nations Unies, ou par le fait que les changements climatiques, qui sont inclus dans les frontières planétaires, ne sont pas une préoccupation pour les pays africains.

5 RECOMMANDATIONS

Dans les sections précédentes, un portrait général sur les principaux succès et échecs des OMD depuis leur implantation en 2000 a été exposé. En procédant de la sorte, le but était de bâtir un futur cadre de développement en se basant à la fois sur ce qui a mené aux avancements enregistrés à travers le monde et sur les raisons ayant fait en sorte que certaines cibles n'aient pas été atteintes. Par la suite, l'étude de diverses propositions de cadres provenant de nombreux acteurs à travers le monde a permis de soulever les forces et les faiblesses de chacun afin d'être en mesure d'évaluer s'ils sont suffisamment bien structurés afin de faire face aux nouveaux défis mondiaux et ainsi prendre le relais après 2015. D'après les analyses précédemment effectuées, il sera question ici de formuler des recommandations quant aux orientations qui devront être suivies afin de mettre en place le cadre d'objectifs le plus adapté pour l'après-2015.

5.1 Objectifs globaux

Lors de l'étude des différentes propositions de cadres d'objectifs de développement pour l'après-2015, il a été possible de voir que certaines d'entre elles comportaient d'ores et déjà une série d'objectifs globaux fixés, alors que d'autres ne présentaient qu'une liste des points à prioriser. Or, afin de garantir le succès du processus de développement qui sera entrepris après 2015, il sera désormais important que les objectifs globaux soient aussi efficaces que la première génération des OMD. En d'autres termes, cela signifie que les objectifs se devront d'être précis, limités dans le nombre et mesurables grâce à la mise sur pied d'indicateurs simples qui soient soutenus par des bases de données actualisées. Tel que souligné par Sachs (2012), il sera désormais essentiel de mettre en place un cadre prenant en compte l'importance d'une bonification des diverses données, tant en les mettant à jour fréquemment, qu'en les rendant facilement disponibles. Des données manquantes ou variant d'une source d'information à une autre peuvent en effet constituer un frein au suivi des avancements des objectifs. Toujours au sujet des indicateurs, Melamed et Samman (2013) indiquent que peu importe les objectifs et les cibles qui seront retenus relativement aux questions de santé, d'éducation et des autres aspects du développement humain, les indicateurs qui permettront de faire le suivi des avancements devront être assez rigoureux pour être convaincants, mais aussi simples afin de fournir une communication efficace.

5.2 Objectifs

Suite à l'analyse des succès et des échecs des OMD durant les 13 dernières années, et à l'étude de diverses propositions de cadres d'objectifs, il a été en mesure de déterminer une série d'objectifs qu'il serait essentiel d'inclure dans l'agenda de développement post-2015.

5.2.1 Les inégalités

Que ce soit à l'échelle nationale ou internationale, d'importantes disparités ont été soulevées quant à l'accès au développement au sein de la population. Selon Hackmann (2013), le fait que 20 % de la population possède au-delà de 70 % des revenus mondiaux, alors que le quintile inférieur ne partage que 2 % de ces mêmes revenus, démontre que nous vivons actuellement dans un monde très inégal. De plus, un groupe d'éminents universitaires avait demandé au panel de haut niveau des Nations Unies de mettre la lutte contre les inégalités au cœur du nouveau cadre (Post2015, 2013). Selon ces mêmes experts, cela aura pour finalité la réduction de l'extrême pauvreté et la poursuite d'un développement durable et juste tant à l'intérieur des pays qu'entre les pays.

À l'intérieur des pays

Malgré le fait que les OMD intégraient des objectifs spécifiquement destinés aux enfants et aux femmes, les inégalités de développement au sein même des pays restent présentes. Il sera ainsi important d'augmenter la sensibilité face aux inégalités liées à l'âge, au sexe, à l'origine ethnique et au handicap et que les futures propositions mettent en place des objectifs et des cibles efficaces afin de contrer ces problématiques (Melamed et Samman, 2013). Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) (2011), les adultes ayant un handicap ne constitueraient que 15 % de la population mondiale, mais représenteraient près de 20 % des personnes les plus pauvres à travers la planète. Du côté des inégalités entre les genres, l'analyse des échecs enregistrés par les OMD dans la première section a démontré que jusqu'à ce jour, les femmes étaient mises à l'écart des nombreuses mesures destinées au développement. Ces exemples démontrent que la lutte contre les inégalités devra dorénavant être au cœur même de l'agenda de développement post-2015, et ce, afin que tous puissent bénéficier des avancements qui se produiront.

Entre les pays

Il est connu de tous que le niveau de développement n'est pas le même d'un pays à l'autre. D'ailleurs, cela est souvent rappelé par l'utilisation des notions de pays développés et pays en développement par un grand nombre de personnes à travers le monde. Selon Milanovic (2011), l'écart de développement entre les pays est facilement démontré par le fait que les 5 % d'Américains les plus pauvres ont à eux seuls des revenus 35 fois plus élevés que ceux des Zambiens les plus pauvres. Un moyen simple de mesurer le degré d'inégalité de la distribution des revenus à travers le monde est l'indice de Gini. Avec une échelle comprise entre 0 et 1, un indice de

0 signifie que l'égalité est parfaite, alors qu'un indice de 1 signifie que l'inégalité est totale. Ainsi, Milanovic (2011) nous apprend que les dernières estimations en date indiquent que le coefficient de Gini mondial est actuellement de 0,65, avec 85 % de cette note due à l'écart entre les pays. Cela est un exemple parmi tant d'autres qui témoigne des écarts de répartition des richesses et de l'atteinte non uniforme d'un développement à travers le monde. D'autre part, il a été proposé par Cobham et Sumner (2013) que ce coefficient de Gini soit remplacé par l'indice Palma qui permettrait d'évaluer un ratio des revenus entre les 10 % de la population les plus riches et des 40 % les moins riches. Ce changement serait dû selon eux au fait que l'indice Palma serait plus intuitif et pertinent aux politiques (Cobham et Sumner, 2013). Avec ce qui a été dit précédemment, la situation idéale est certainement l'impératif de limitation de croissance, voire de décroissance économique des pays les plus développés, mais cette situation ne risque aucunement de plaire à de nombreux pays industrialisés ou émergents.

5.2.2 La durabilité environnementale

Tel que vu précédemment, l'environnement n'a malheureusement pas occupé toute la place qui lui était due dans le cadre des OMD, malgré la connaissance des effets néfastes de sa dégradation sur plusieurs aspects du développement. Au cours des dernières années, il a été possible d'assister à une détérioration de la qualité de l'environnement et à la perte de biodiversité et d'écosystèmes à un rythme particulièrement inquiétant. Lorsque nous revoyant les cibles relatives à l'OMD 7, nous nous apercevons que celui-ci est composé de cibles relatives à l'accès à des sources d'eau potable ou à des services d'assainissement de base, qui correspondent plus à des services offerts à la population qu'à des mesures qui permettraient de garantir un environnement durable. En raison d'une situation actuellement critique et qui risque d'entraîner des conséquences irréversibles, il est impératif que le futur cadre d'objectifs pour l'après-2015 soit conceptualisé autour de la notion de durabilité environnementale et que cette dernière soit intégrée à tous les objectifs. La position adoptée par Oxfam (2013b) et selon laquelle il faudrait découpler la croissance de l'utilisation des ressources, inciter l'efficacité des ressources, faire le choix des voies de développement qui soutiennent la durabilité environnementale, et respecter les seuils critiques des ressources naturelles à l'échelle locale, régionale, mondiale permettrait de protéger et préserver la vie humaine.

La situation idéale serait certainement l'acceptation par la communauté internationale d'un cadre d'objectifs pour l'après-2015 qui s'inspire du modèle proposé par Griggs et son équipe. Le cadre *Sustainable Development Goals for People and Planet*, ou objectifs de développement durable pour l'Homme et la planète, avait comme avantage principal d'intégrer la notion de limites planétaires,

un thème qui a été déterminé comme étant impératif d'inclure dans l'agenda de développement post-2015. Mais le frein principal au fait que ce cadre puisse être retenu par les Nations Unies est justement cette idée de la limitation de la croissance qui ne plait pas à de nombreux pays, malgré le fait qu'il a été vu précédemment qu'il était essentiel d'instaurer de telles limites afin de garantir une durabilité de l'environnement.

5.2.3 La gouvernance

Sur le plan de la gouvernance, il a été déterminé que l'inclusion de la paix et de la sécurité, ainsi que de la participation citoyenne comme objectifs du futur cadre était essentielle. D'ailleurs, un grand nombre des acteurs impliqués dans le processus de consultation entrepris par les Nations Unies ont pris en considération ces priorités. Par contre, il est recommandé de mettre en place un objectif relatif à l'approche des biens communs, et ce, afin de mener à la création d'une économie du partage et d'inclusion et non une d'une économie d'accumulation et d'exclusion. L'utilisation d'une telle approche permettrait entre autres de lutter contre les inégalités qui sont présentes dans le monde ou de mettre en place des systèmes économiques qui peuvent faire face aux crises financières, telles que l'a indiqué Commons Action (2013). De plus, l'approche des biens communs permettrait la gestion collective des ressources naturelles de manière saine pour que tous puissent bénéficier de celles-ci.

5.3 Le processus

Dans le cas du processus qui mènera à la détermination des objectifs qui succéderont aux actuels OMD après 2015, deux étapes ont été jugées importantes à franchir afin de garantir la mise sur pied d'un cadre répondant aux priorités du moment.

5.3.1 Renforcer la consultation thématique sur la durabilité environnementale

Le PNUD, le PNUE ainsi que les gouvernements de la France et du Costa Rica ont entrepris une consultation thématique sur la durabilité environnementale et à laquelle des représentants d'organisations intergouvernementales, du secteur privé, de la société civile, ainsi que les gouvernements et représentants de l'ONU ont été invité à participer (The World We Want, 2013). Le rapport publié suite à la réunion des dirigeants tenue au Costa Rica en mars 2013 a d'ores et déjà démontré qu'il y avait atteinte d'un consensus au sujet de placer la durabilité environnementale au centre même de l'après-2015 (*ibid.*). Malgré cela, nous remarquons très vite que la notion de la protection environnementale n'est pas une priorité pour tous. En effet, suite à la consultation mondiale en ligne tenue par les Nations Unies et à laquelle 360 000 votes ont été comptabilisés en

avril 2013, la protection des forêts, des rivières et des océans ainsi que la prise de mesures contre le changement climatique ne se classent respectivement qu'aux 10^e et 16^e rangs sur les 16 priorités proposées (My World, 2013). Il serait donc important maintenant de mettre en place des processus qui puissent efficacement informer la population de l'importance de la durabilité environnementale dans tout processus de développement. Même si la notion de durabilité environnementale était instaurée dans le futur cadre d'objectifs post-2015 par les Nations Unies, la non-coopération de la population à ce processus compromettrait l'atteinte des objectifs fixés, et par conséquent le développement.

5.3.2 Renforcer la participation de l'expertise scientifique

Avec la publication par l'équipe de chercheurs dirigée par Johan Rockström d'un rapport dans lequel la théorie des neuf frontières planétaires était expliquée, l'importance que peut avoir l'expertise scientifique dans un contexte de développement est soulignée. En effet, les scientifiques sont arrivés à faire des liens entre de nombreuses notions que des hommes politiques n'auraient pu remarquer. Il est maintenant important de procéder à un changement de paradigme de développement tel que le souligne David Griggs, et ce, tout en incluant les demandes des scientifiques dans les priorités et les processus (Piotrowski, 2013). D'ailleurs, Csaba Kőrösi, l'un des coprésidents du Groupe de travail ouvert sur les ODD, a bien accueilli la proposition d'inclure l'expertise scientifique au niveau de toutes les étapes du processus post-2015 (*ibid.*).

CONCLUSION

À l'aube de 2015 et de l'échéance des actuels OMD, les défis quant à la mise en place d'un nouveau cadre d'objectifs de développement par les Nations Unies restent nombreux. Le fait d'arriver à satisfaire l'ensemble de la communauté internationale avec ce futur cadre est quasi inimaginable en raison des priorités et des visions de développement qui ne sont pas les mêmes partout. De plus, tel qu'indiqué précédemment, le contexte international a considérablement changé et les priorités d'autrefois ne sont pas les mêmes que celles d'aujourd'hui. Ce facteur fait en sorte qu'une révision des principes devant guider l'élaboration des objectifs a été nécessaire afin d'être en mesure de faire face aux nouvelles réalités du moment.

Cet essai avait pour objectif général de déterminer comment l'intégration de l'environnement dans les diverses initiatives de reconceptualisation en cours est prise en considération dans la définition des objectifs pour l'agenda de développement post-2015. Pour cela l'étude des échecs et des succès enregistrés par les OMD ainsi que l'analyse de diverses propositions de cadres d'objectifs post-2015, a déterminé une série de priorités que l'agenda de développement post-2015 devra prendre en considération afin de garantir un développement qui soit durable. Avec ce qui a été vu tout au long de ce travail, aucune proposition soumise jusqu'à ce jour n'inclut la totalité des points importants sur lesquels les futurs objectifs devront se baser.

La principale recommandation formulée dans cet essai était de mettre sur pied un cadre dont la lutte contre les inégalités, la considération des frontières planétaires et l'instauration d'une approche basée sur les biens communs permettraient de garantir l'atteinte d'un développement international qui soit durable. Ainsi, de nombreux pays actuellement pauvres pourraient compter sur la mise en place d'objectifs leur permettant un développement qui ne nuise pas à la qualité de l'environnement. De plus, il a été déterminé qu'il serait important que les futurs objectifs soient limités en nombre et précis, que les cibles soient claires et que les indicateurs soient soutenus par des bases de données actualisées. Finalement, il est important que le processus de consultation intègre l'ensemble des sociétés afin de que les objectifs reflètent réellement les priorités de chacune de celles-ci. Il est de plus important de continuer à sensibiliser la population mondiale sur l'influence de l'environnement sur plusieurs volets relatifs au développement, tels que la santé, l'éducation ou la lutte contre la pauvreté par exemple.

L'une des principales limites rencontrées lors de la rédaction de l'essai était sans aucun doute le manque de propositions de cadres d'objectifs déjà mis sur pieds dans la première moitié de 2013.

En effet, nous sommes à un moment où le processus se trouve encore dans une phase de gestation et, par conséquent, les niveaux d'élaboration et de conceptualisation des objectifs ne sont pas tous au même niveau. Souvent, il aura fallu deviner les éventuels objectifs de certaines organisations en ne se basant que sur leurs priorités.

À l'attente de la décision des Nations Unies pour la fixation des objectifs finaux en 2015, il faudra voir à quel point ceux-ci auront été inspirés par les diverses consultations publiques que l'ONU a mises sur place ces dernières années et dans quelle mesure l'avis de la société civile ainsi que la communauté scientifique aura été pris en compte. L'idéal serait que l'Université de Sherbrooke puisse y participer et donner suite à cet essai au moment de la 68^e session de l'Assemblée des Nations Unies en septembre 2013 pour que les retombées de ce dernier puissent profiter à toute la communauté universitaire.

.

RÉFÉRENCES

- AllAfrica (2013). Ultime consultation à Tunis pour définir une vision africaine. *In* AllAfrica. Afrique : Développement post-2015. <http://fr.allafrica.com/stories/201303070744.html> (Page consultée le 8 avril 2013).
- Association canadienne d'études du développement international (ACÉDI) (s.d.). À propos de l'ACÉDI. *In* ACÉDI. Page d'accueil. <http://www.casid-acedi.ca/fr/apropos> (Page consultée le 10 avril 2013).
- Association canadienne d'études du développement international (ACÉDI) (2012). Équivalences entre les OMD et les OWG. *In* Anonyme. Conférence « Penser autrement les OMD », Ottawa, 21-22 septembre 2012.
- Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) (2012). Budget 2012-13 : coupures à l'ACDI, l'isolement du Canada sur la scène internationale. *In* AQOCI. Communiqué budget 2012-13. <http://www.aqoci.qc.ca/spip.php?article821> (Page consultée le 5 mars 2013).
- Ban, Ki-moon (2012). Déclaration du Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon. *In* ONU. Centre d'actualité de l'ONU. <http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=27436#.UUyM0BxLMRc> (Page consultée le 2 mars 2013).
- Banque mondiale (2013). Explore. Create. Share: Development Data. *In* Banque mondiale. The World Bank DataBank. <http://databank.worldbank.org/data/home.aspx> (Page consultée le 2 avril 2013).
- Barnosky, A.D., Matzke, N., Tomiya, S., Wogan, G.O.U., Swartz, B., Quental, T.B., Marshall, C., McGuire, J.L., Lindsey, E.L., Maguire, K.C., Mersey, B. et Ferrer, E.A. (2011). Has the Earth's sixth mass extinction already arrived? *Nature*, vol. 471, n° 7336, p. 51-57.
- Beckers, T. (2012). After Rio+20: From patchy achievements to sustained reform. *Environmental Development*, vol. 3, n° 0, p. 1-4.
- Beyond 2015 (2012). UN Development Programme (UNDP) is currently mobilising support around an initiative that aims to. *In* Beyond 2015. UN releases details of its process to create a post-2015 development framework. <http://www.beyond2015.org/news/un-releases-details-its-process-create-post-2015-development-framework> (Page consultée le).
- Bourgerie, M., Monfort, P., Pruvost, P. (2012). Quel agenda du développement après 2015? Une analyse des initiatives et enjeux post-OMD. *In* Oxfam France. Initiatives et enjeux post-2015. http://www.oxfamfrance.org/IMG/pdf/Initiatives_et_enjeux_post_OMD.pdf (Page consultée le 15 mars 2013).
- Centre for International Governance Innovation (CIGI) (2012a). Post-2015 Goals, Targets and indicators. *In* CIGI. Conference Report. http://www.cigionline.org/sites/default/files/Post_2015_1.pdf (Page consultée le 10 mars 2013).

- Centre for International Governance Innovation (CIGI) (2012b). Special report proposing “one-world” approach to post-2015 development goals to be presented at United Nations. *In* CIGI. News release. <http://www.cigionline.org/articles/2012/10/special-report-proposing-%E2%80%9Cone-world%E2%80%9D-approach-post-2015-development-goals-be-presen> (Page consultée le 10 mars 2013).
- Centre régional d’information des Nations Unies (UNRIC) (2012). UK & Ireland : David Cameron Co-Chair of High-level Panel on Post-2015 Development Agenda. *In* UNRIC. Post-2015 Development Agenda. <http://www.unric.org/en/latest-un-buzz/27868-uk-a-ireland-david-cameron-co-chair-of-high-level-panel-on-post-2015-development-agenda> (Page consultée le 17 février 2013).
- Clemens, M.A., Kenny, C.J. et Moss, T.J. (2007). The Trouble with the MDGs: Confronting Expectations of Aid and Development Success. *World Development*, vol. 35, n° 5, p. 735-751.
- Cobham, A. et Sumner, A. (2013). Putting the Gini back in the bottle? The Palma as a policy-relevant measure of inequality. *In* King’s College London. International development. <http://www.kcl.ac.uk/aboutkings/worldwide/initiatives/global/intdev/people/Sumner/Cobham-Sumner-15March2013.pdf> (Page consultée le 25 avril 2013).
- Combes, M. (2012). Biodiversité : « Madame Batho, il faut stopper la financiarisation de la nature ! ». *In* Basta!. Économie verte. <http://www.bastamag.net/article2708.html> (Page consultée le 2 février 2013).
- Commission économique pour l’Afrique (CEA) (2012a). Aide-Mémoire : Les consultations régionales sur l’agenda de développement post 2015. *In* CEA. Consultation on Post-2015. <http://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/aidememoir-africawide-consultation-on-post2015-fr.pdf> (Page consultée le 8 avril 2013).
- Commission économique pour l’Afrique (CEA) (2012b). Outcome Document of the Regional Consultations on the Post-2015 Development Agenda. *In* CEA. Dakar Consultations. <http://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/outcome-document-of-dakar-consultations-french.pdf> (Page consultée le 10 avril 2013).
- Commission européenne (2012a). Consultation sur « Vers un cadre de développement pour l’après 2015 ». *In* Commission européenne. Consultations publiques. http://ec.europa.eu/europeaid/how/public-consultations/towards_post-2015-development-framework_fr.htm (Page consultée le 10 avril 2013).
- Commission européenne (2012b). Report on the consultation process on « Towards a post-2015 development framework ». *In* Commission européenne. http://ec.europa.eu/europeaid/what/millennium-development-goals/documents/12-12-06_report-final.pdf (Page consultée le 10 avril 2013).

- Commission européenne (2013a). Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions. Une vie décente pour tous : éradiquer la pauvreté et offrir au monde un avenir durable. *In* Commission européenne. Communication a decent life for all – Post-2015. http://ec.europa.eu/europeaid/documents/2013-02-22_communication_a_decent_life_for_all_post_2015_fr.pdf (Page consultée le 10 avril 2013).
- Commission européenne (2013b). Tracé de notre voie pour l'après 2015. *In* Commission européenne. Développement et coopération - EUROPAID. http://ec.europa.eu/europeaid/what/millennium-development-goals/post-2015_fr.htm (Page consultée le 11 avril 2013).
- Commons Action (2013). Growing the Commons top down and bottom up : from vision to reality. *In* Commons action for the United Nations. Commons booklet. <http://www.commonSACTIONfortheUnitedNations.org/wp-content/uploads/2013/03/Commons-Booklet-March-21-2013.pdf> (Page consultée le 20 avril 2013).
- Conciliation Resources (2012). Développement, paix et sécurité : le cadre post-2015. *In* Conciliation Resources. Presse. <http://www.c-r.org/fr/comment/d%C3%A9veloppement-paix-et-s%C3%A9curit%C3%A9-le-cadre-post-2015> (Page consultée le 11 avril 2013).
- Confédération syndicale internationale (CSI) (2012). Perspective de la CSI sur le processus post-2015 du cadre pour le développement des Nations Unies. *In* CSI. ITUC perspective on Post-2015. http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/ituc_perspective_on_post-2015_fr.pdf (Page consultée le 26 février 2013).
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (2012). Le développement économique en Afrique: Transformation structurelle et développement durable en Afrique. Vue d'ensemble. *In* CNUCED. Conseil du commerce et du développement, cinquante-neuvième session. http://unctad.org/meetings/fr/SessionalDocuments/tdb59d4_fr.pdf (Page consultée le 18 avril 2013).
- Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD) (2012a). Current Ideas on Sustainable Development Goals and Indicators. *In* CNUDD. Rio 2012 Issues Briefs n°6. http://www.uncsd2012.org/content/documents/218Issues%20Brief%206%20-%20SDGs%20and%20Indicators_Final%20Final%20clean.pdf (Page consultée le 26 février 2013).
- Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD) (2012b). Rio+20: Sustainable Development Goals (SDGs) : *A Proposal from the Governments of Colombia and Guatemala*. *In* CNUDD. Colombia SDGs. <http://www.uncsd2012.org/content/documents/colombiasdgs.pdf> (Page consultée le 24 février 2013).
- Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) (2012a). À propos du CCCI. *In* CCCI. Page d'accueil. http://www.ccic.ca/about/index_f.php (Page consultée le 10 avril 2013).

- Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) (2012b). Note d'information. Conférence commune CCCI-ACÉDI : « Penser autrement les OMD : Analyser les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et se projeter vers l'après-2015 ». In CCCI. Backgrounder. http://www.ccic.ca/members/events/2012/Backgrounder_FR.pdf (Page consultée le 10 avril 2013).
- Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) (2013). Thinking outside the MDG box. Taking Stock of the Millennium Development Goals (MDGs) and Looking Ahead to the Post-2015 Era. In CCCI. MDG Conference Report. http://www.ccic.ca/_files/en/members/CCIC_Events/2013_02_03_MDG_Conference_Report.pdf (Page consultée le 10 avril 2013).
- Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) (2012). Rapport de la Conférence des Parties sur sa dix-septième session, tenue à Durban du 28 novembre au 11 décembre 2011. Deuxième partie: Mesures prises par la Conférence des Parties à sa dix-septième session. In CCNUCC. Convention-cadre sur les changements climatiques <http://unfccc.int/resource/docs/2011/cop17/fr/09a01f.pdf> (Page consultée le 28 janvier 2013).
- Convention sur la diversité biologique (CDB) (s.d.). Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique, incluant les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité. In CDB. Plan stratégique 2011-2020. <http://www.cbd.int/sp> (Page consultée le 28 janvier 2013).
- Convention sur la diversité biologique (CDB) (1992). Convention sur la diversité biologique. In CDB. Rapport final de la CDB. <http://www.cbd.int/doc/legal/cbd-fr.pdf> (Page consultée le 29 janvier 2013).
- Convention sur la diversité biologique (CDB) (2010a). Communiqué de presse. Une nouvelle ère de vie en harmonie avec la Nature est née au Sommet de Nagoya sur la biodiversité. In CDB. COP-10. <http://www.cbd.int/doc/press/2010/pr-2010-10-29-cop-10-fr.pdf> (Page consultée le 3 février 2013).
- Convention sur la diversité biologique (CDB) (2010b). Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique. In CDB. Protocole de Nagoya. <http://www.cbd.int/abs/doc/protocol/nagoya-protocol-fr.pdf> (Page consultée le 4 février 2013).
- Convention sur la diversité biologique (CDB) (2013). État de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion. In CDB. Protocole de Nagoya, signataires. <http://www.cbd.int/abs/nagoya-protocol/signatories/> (Page consultée le 4 février 2013).
- Dag Hammarskjöld Foundation (2012). No future without justice. *Development Dialogue*, n° 59, Juin 2012, p.61-64.
- Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies (DAES) (s.d.). Millenium Development Goals. In DAES. Promoting Development For All. <http://www.un.org/en/development/desa/area-of-work/mdg.shtml> (Page consultée le 7 mars 2013).

- Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies (DAES) (2012). Commission on Sustainable Development (CSD). *In* DAES. United Nations Sustainable Development knowledge platform. <http://sustainabledevelopment.un.org/csd.html> (Page consultée le 16 février 2013).
- Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies (DAES) (2013). Post-2015 process. *In* DAES. Sustainable Development Knowledge Platform. <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1561> (Page consultée le 7 mars 2013).
- Division Statistique des Nations Unies (2008). Indicateurs des objectifs du Millénaire pour le développement. *In* ONU. *UNstats*, indicateurs du Millénaire. <http://unstats.un.org/unsd/mdg/Host.aspx?Content=Indicators/OfficialList.htm> (Page consultée le 11 janvier 2013).
- Environnement Canada (2011). Déclaration du ministre Kent. *In* Environnement Canada. Déclaration. <http://www.ec.gc.ca/default.asp?lang=Fr&n=FFE36B6D-1&news=6B04014B-54FC-4739-B22C-F9CD9A840800> (Page consultée le 8 février 2013).
- Faujas, A. et van Kote, G. (2012). L'économie verte n'est pas une priorité pour les pays pauvres. *In* Le Monde. Planète. http://www.lemonde.fr/planete/article/2012/10/01/l-economie-verte-n-est-pas-une-priorite-pour-les-pays-pauvres_1768260_3244.html (Page consultée le 15 février 2013).
- Fukuda-Parr, S., Greenstein, J. et Stewart, D. (2013). How Should MDG Success and Failure be Judged: Faster Progress or Achieving the Targets? *World Development*, vol. 41, n° 0, p. 19-30.
- France Diplomatie (2013). Une nécessaire transition sociale et écologique pour le post-2015. *In* France Diplomatie. Politique étrangère de la France. <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/aide-au-developpement-et/assises-du-developpement-et-de-la/les-cinq-grands-chantiers/quelle-vision-du-developpement/contributions-21810/article/une-necessaire-transition-sociale> (Page consultée le 5 avril 2013).
- Gentilini, U. et Sumner, A. (2012). What Do National Poverty Lines Tell Us About Global Poverty? *Institute of Development Studies*, vol.2012, n°392, p. 8.
- Gouvernement du Canada (1992). Le Sommet de la Terre de Rio : sommaire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement. *In* Gouvernement du Canada. Le Sommet de la Terre de Rio. <http://publications.gc.ca/collections/Collection-R/LoPBdP/BP/bp317-f.htm> (Page consultée le 10 février 2013).
- Gouvernement du Canada (2012). Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. *In* Gouvernement du Canada. L'action du Canada sur les changements climatiques. <http://www.climatechange.gc.ca/default.asp?lang=fr&n=D6B3FF2B-1> (Page consultée le 11 février 2013).
- Griggs, D., Stafford-Smith, M., Gaffney, O., Rockström, J., Öhman, M.C., Shyamsundar, P., Steffen, W., Glaser, G., Kanie, N. et Noble, I. (2013). Policy: Sustainable development goals for people and planet. *Nature*, vol. 495, n° 7441, p. 305-307.

- Hackmann, C. (2013). Tackling inequalities in a post-2015 framework. *In* Human Development Blog. HDRO. <http://www.humandevlopmentblog.org/?q=node/8> (Page consultée le 25 avril 2013).
- Helfrich, S., Kuhlen, R., Sachs, W., Siefkes, C. (2010). The Commons - prosperity by sharing. *In* Boell. Commons, prosperity by sharing. http://www.boell.de/downloads/20101029_Commons_Prosperty_by_Sharing.pdf (page consultée le 8 avril 2013).
- House of Commons (2013). Post-2015 Development Goals: the purpose. *In* House of Commons. Post-2015 Development Goals - International Development Committee. <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm201213/cmselect/cmintdev/657/65706.htm> (Page consultée le 15 mars 2013).
- Huffington Post (2013). Let's Learn From the U.K. and Commit to International Aid. *In* Huffington Post. The Blog. http://www.huffingtonpost.ca/helene-laverdiere/stephen-harper-international-aid-uk-canada_b_2909597.html (Page consultée le 15 mars 2013).
- Hulme, D. et Wilkinson, R. (2012). Brave new world: global development goals after 2015. *BWPI Working Papers, No. 168*, p. 1-21.
- InterAction (2012). Processes Providing Input Into The Post-2015 Dialogue. *In* InterAction. The Post-2015 Dialogue. <http://www.interaction.org/document/processes-providing-input-post-2015-dialogue> (Page consultée le 1 mars 2013).
- International Council for Science (2013). Sustainable Development Goals Must Sustain People and Planet, Experts Say. *In* Science Daily. Science News. [http://www.sciencedaily.com/releases/2013/03/130320155228.htm?utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+sciencedaily%2Ftop_news+\(ScienceDaily%3A+Top+News\)](http://www.sciencedaily.com/releases/2013/03/130320155228.htm?utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+sciencedaily%2Ftop_news+(ScienceDaily%3A+Top+News)) (Page consultée le 11 mars 2013).
- Jackson, T. (2009). Prosperity without Growth? - The transition to a sustainable economy. *In* Sustainable Development Commission. Publications. http://www.sd-commission.org.uk/data/files/publications/prosperity_without_growth_report.pdf (Page consultée le 21 avril 2013).
- Karver, J., Kenny, C., Sumner, A. (2012). MDGs 2.0: What Goals, Targets, and Timeframe? Center for Global Development, working paper 297.
- Khor, M. (2012). Rio+20: The Key Issues. *In* Policy Innovations. Briefings. <http://www.policyinnovations.org/ideas/briefings/data/000238> (Page consultée le 16 février 2013).
- Kosoy, N., Brown, P.G., Bosselmann, K., Duraiappah, A., Mackey, B., Martinez-Alier, J., Rogers, D. et Thomson, R. (2012). Pillars for a flourishing Earth: planetary boundaries, economic growth delusion and green economy. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, vol. 4, n° 1, p. 74-79.

- Kothari, A. (2013). Development and Ecological Sustainability in India : Possibilities for the Post-2015 Framework. *In* Global Development Network. Post-2015 Framework for India - Ashish Kothari. <http://www.gdn.int/admin/uploads/editor/files/Post-2015%20framework%20for%20India%20-%20Ashish%20Kothari.pdf> (Page consultée le 10 mars 2013).
- Langlois, E.V., Campbell, K., Prieur-Richard, A.-., Karesh, W.B. et Daszak, P. (2012). Towards a Better Integration of Global Health and Biodiversity in the New Sustainable Development Goals Beyond Rio+20. *EcoHealth*, p. 1-5.
- Larousse (2013). Définition “croissance”. *In* Larousse. Dictionnaire de français Larousse. <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/croissance/20631> (Page consultée le 17 février 2013).
- Le Collectif Rio+20 (2013). Article n°1 : Les dispositifs mobilisés sur l’Agenda post-2015 à l’ONU. *In* Le blog du collectif Rio+20. Suivi de Rio+20 - Décryptages et analyses autour de l’agenda post-2015 (1). <http://collectif-france.rio20.net/2013/03/06/suivi-de-rio20-decryptages-et-analyses-autour-de-lagenda-post-2015-1/> (Page consultée le 2 mars 2013).
- Le Conseil des Canadiens (s.d.). Le Conseil des Canadiens. *In* Le Conseil des Canadiens. Page d’accueil. <http://www.canadians.org/francais/index.html> (Page consultée le 3 mars 2013).
- Le Crosnier, H. (2009). Une bonne nouvelle pour la théorie des Biens Communs. *In* Vecam. Réflexion et propositions. <http://vecam.org/article1122.html> (Page consultée le 17 avril 2013).
- McArthur, J., Aryeetey, E., Esty, D., Feulner, E., Geiger, T., Kaufmann, D., Kraemer, A., Levy, M., Steele, R., Sudarshan, A., Sumner, A., Suzman, M. (2012). Getting to Zero: Finishing the Job the MDGs Started. *In* Brookings. <http://www.brookings.edu/~media/research/files/papers/2012/4/17%20millennium%20dev%20goals%20mcarthur/0417%20millennium%20dev%20goals%20mcarthur> (Page consultée le 10 mars 2013).
- Melamed, C. et Samman, E. (2013). Equity, inequality and human development in a post-2015 framework. *In* UNDP. Human Development Report Office. <http://hdr.undp.org/en/media/Equity%20Inequality%20Human%20Development%20in%20post-2015%20framework.pdf> (Page consultée le 18 avril 2013).
- Milanovic, B. (2011). Global Inequality: From class to location, from proletarians to migrants. Policy Research Working Paper 5820. The World Bank, Washington, DC.
- Ministère du Développement durable, de l’Environnement et des Parcs. (MDDEFP) (2002). Le Protocole de Cartagena. *In* MDDEFP. Le Protocole de Cartagena. <http://www.mddep.gouv.qc.ca/biodiversite/biosecurite/cartagena.htm> (Page consultée le 15 février 2013).
- Moss, C. et Swan, A. (s.d.). L’analyse de genre dans la recherche forestière : ce que les décideurs politiques devraient savoir. *In* Center for International Forestry Research. Nouvelles des forêts. <http://blog.cifor.org/14765/lanalyse-de-genre-dans-la-recherche-forestiere-ce-que-les-decideurs-politiques-devraient-savoir/#.UYEr87VLMRe> (Page consultée le 6 janvier 2013).

- My World (2013). Comment le monde a voté, classement des priorités. *In* My World. L'enquête mondiale des Nations Unies pour un monde meilleur. <http://www.myworld2015.org/?page=results&lang=fr> (Page consultée le 18 avril 2013).
- Nayyar, D. (2012). The MDG after 2015: some reflections on the possibilities. *In* United Nations. Millenium Goals. http://www.un.org/millenniumgoals/pdf/deepak_nayyar_Aug.pdf (Page consultée le 25 janvier 2013).
- North-East Asian Youth Conference (2013). The World We Want : A North-East Asian Youth Vision. *In* United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific. North-East Asian Youth Declaration. http://northeast-sro.unescap.org/meeting/documents/North_East_Asian_Youth_Declaration.pdf (Page consultée le 14 avril 2013).
- Organisation des Nations Unies (ONU) (s.d.a). La Convention des Nations Unies sur les changements climatiques et le Protocole de Kyoto. *In* ONU. Agir sur les changements climatiques. <http://www.un.org/fr/climatechange/kyoto.shtml> (Page consultée le 12 février 2013).
- Organisation des Nations Unies (ONU) (s.d.b). UN System Task Team on the Post-2015 UN Development Agenda Membership. *In* ONU. Task Team member entities. <https://www.un.org/millenniumgoals/pdf/Task%20Team%20member%20entities.pdf> (Page consultée le 12 février 2013).
- Organisation des Nations Unies (ONU) (1993). Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement. Principes de gestion des forêts. *In* ONU. Sommet Planète Terre. <http://www.un.org/french/events/rio92/rio-fp.htm> (Page consultée le 8 février 2013).
- Organisation des Nations Unies (ONU) (2000). Résolution adoptée par l'Assemblée générale 55/2. *In* ONU. Déclaration du Millénaire (A/res/55/2). <http://www.un.org/french/millenaire/ares55f.htm> (Page consultée le 6 janvier 2013).
- Organisation des Nations Unies (ONU) (2006). Commission du développement durable. *In* ONU. ECOSOC. http://www.un.org/fr/ecosoc//2006/subsidiaries/sub_Commission_dev_durable.shtml (Page consultée le 5 février 2013).
- Organisation des Nations Unies (ONU) (2008). Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique. *In* ONU. Convention sur la lutte contre la désertification. <http://www.un.org/french/events/desertification/2008/convention.shtml> (Page consultée le 10 février 2013).
- Organisation des Nations Unies (ONU) (2011). Déclaration du Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon. *In* ONU. As Commission on Sustainable Development concludes session, Secretary-General says 'implementation', 'action' must be watchwords ahead of Rio+20. <http://www.un.org/News/Press/docs/2011/sgsm13568.doc.htm> (Page consultée le 8 février 2013).

- Organisation des Nations Unies (ONU) (2012a). Objectifs du Millénaire pour le développement : Tableau de suivi 2012. *In* ONU. Éliminer la pauvreté 2015. http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Resources/Static/Products/Progress2012/Progress_F.pdf (Page consultée le 7 janvier 2013).
- Organisation des Nations Unies (ONU) (2012b). Realizing the Future We Want for All : Report to the Secretary-General. *In* ONU. *UN System Task Team on the Post-2015 UN Development Agenda*. http://www.un.org/millenniumgoals/pdf/Post_2015_UNTTreport.pdf (Page consultée le 7 janvier 2013).
- Organisation des Nations Unies (ONU) (2012c). Rapport 2012 du groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des OMD. Le partenariat mondial du développement : transformer la rhétorique en réalité. *In* ONU. Fiche d'information : Où sont les écarts? http://www.un.org/en/development/desa/policy/mdg_gap/mdg_gap2012/mdggap_facts_2012_fr.pdf (Page consultée le 15 mars 2013).
- Organisation des Nations Unies (ONU) (2012d). Rio de Janeiro, 20 June 2012 - Secretary-General's remarks to Rio+20 Conference Ceremonial Opening Session - as delivered. *In* ONU. United Nations Secretary-General Ban Ki-moon's Statements. <http://www.un.org/sg/statements/index.asp?nid=6130> (Page consultée le 7 février 2013).
- Organisation des Nations Unies (ONU) (2013a). Global public outreach helping to shape future development agenda, UN reports. *In* ONU. UN News Centre. <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=44453&Cr=mdg&Cr1=#.UUuNCRxLMRd> (Page consultée le 4 mars 2013).
- Organisation des Nations Unies (ONU) (2013b). Une initiative de l'ONU élargit la participation citoyenne à la formulation des priorités de développement. *In* ONU. Centre d'actualités de l'ONU. <http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=29949&Cr=Mill%E9naire&Cr1=#.UYFD9bVLMRd> (Page consultée le 12 avril 2013).
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (2007). Earth Summit and Agenda 21. *In* FAO. Sustainable Agriculture and Rural Development. <http://www.fao.org/sard/en/sard/2070/2071/index.html> (Page consultée le 5 février 2013).
- Organisation mondiale de la Santé (OMS) (2011). Rapport mondial sur le handicap. *In* OMS. Incapacités et réadaptation. http://www.who.int/disabilities/world_report/2011/report/fr/ (Page consultée le 28 mars 2013).
- Oxfam (2013a). Inequality: a political problem requiring a political solution. *In* Oxfam. Blogs d'Oxfam International. <http://blogs.oxfam.org/fr/node/6169> (Page consultée le 28 mars).
- Oxfam (2013b). Post-2015 Development Goals : Oxfam International Position. *In* Oxfam. Post-2015 Framework. <http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/oxfam-post-2015-framework-policy-28jan2013.pdf> (Page consultée le 15 février 2013).
- Pearce, F. (2012). Earth Summit signals move to give nature a price tag. *New Scientist*, vol. 214, n° 2871, p. 10-11.

- Piotrowski, J. (2013). Scientists upbeat about their role in development goals. *In* SciDev.Net. Latin America and Caribbean. http://www.scidev.net/en/latin-america-and-caribbean/news/scientists-upbeat-about-their-role-in-development-goals-.html?goback=%2Egde_65094_member_229825299 (Page consultée le 21 avril 2013).
- Platforma (2012). Contribution de Platforma à la consultation de la Commission européenne : « Vers un cadre de développement post-2015 ». *In* Platforma. Contribution de Platforma. <http://www.platforma-dev.eu/files/upload/497/contribution-de-platforma--la-consultation-ce-sur-l-apr-s-omd.pdf> (Page consultée le 8 janvier 2013).
- Portail Rio+20 (2013). Charte des Peuples de la Terre. *In* Portail Rio+20. Groupe. <http://rio20.net/fr/groups/charte-des-peuples-de-la-terre-francais/home> (Page consultée le 21 avril 2013).
- Post2015 (2013). Letter from leading academics addressed to High Level Panel says : Put Inequality at the heart of Post 2015!. *In* Post2015. Post2015.org - what comes after the MDGs?. <http://post2015.org/2013/03/21/letter-from-leading-academics-addressed-to-high-level-panel-says-put-inequality-at-the-heart-of-post-2015/> (Page consultée le 28 mars 2013).
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (2012a). Objectifs du Millénaire pour le développement : Rapport de 2012. *In* PNUD. Rapport OMD 2012. <http://www.undp.org/content/dam/undp/library/MDG/french/MDG%20Report%202012%20-%20Complete%20French.pdf> (Page consultée le 4 janvier 2013).
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (2012b). Réaliser l'avenir que nous voulons pour tous. Rapport au Secrétaire général. *In* ONU. *UN System Task Team on the Post-2015 UN Development Agenda*. http://www.undp.org/content/dam/undp/library/Poverty%20Reduction/Realiser-lavenir-que-nous-voulons_fr.pdf (Page consultée le 10 février 2013).
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (2013a). North-East Asian youth adopt powerful post-2015 development vision. *In* PNUD. Press releases. <http://www.undp.org/content/undp/en/home/presscenter/pressreleases/2013/01/09/north-east-asian-youth-adopt-powerful-post-2015-development-vision/> (Page consultée le 18 avril 2013).
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (2013b). Summary - Human Development Report 2013. The Rise of the South : Human Progress in a Diverse World. *In* PNUD.HDR2013 - Summary. http://hdr.undp.org/en/media/HDR2013_EN_Summary.pdf (Page consultée le 18 mars 2013).
- Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (1996). L'avenir de l'environnement mondial 3. *In* PNUE. GEO : Global Environment Outlook. <http://www.unep.org/geo/GEO3/french/index.htm> (Page consultée le 15 février 2013).
- Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (2011). Vers une économie verte pour un développement durable et une éradication de la pauvreté. *In* PNUE. Économie verte. http://www.unep.org/greeneconomy/Portals/88/documents/ger/GER_synthesis_fr.pdf (Page consultée le 10 février 2013).

- Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (2012a). À la veille de Rio+20. Le monde ne s'oriente pas vers une voie durable malgré les centaines d'objectifs fixés au niveau international. *In* PNUE. GEO-5. http://www.unep.org/geo/pdfs/geo5/GEO5-Global_PR_FR.pdf (Page consultée le 30 janvier 2013).
- Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (2012b). GEO-5 : L'avenir de l'environnement mondial. *In* PNUE. Résumé à l'intention des décideurs. http://www.unep.org/geo/pdfs/GEO5_SPM_French.pdf (Page consultée le 2 février 2013).
- Regional Commissions (2013). Outcome Document of the Regional Consultations on the Post-2015 Development Agenda. *In* Regional Commissions. Africa 2015. <http://www.regionalcommissions.org/africa2015.pdf> (Page consultée le 15 avril 2013).
- Représentation permanente de la France auprès des Nations Unies (2012). Objectifs du Millénaire pour le développement et agenda pour le développement post 2015. *In* La France à l'ONU. Politiques de développement. <http://www.franceonu.org/la-france-a-l-onu/dossiers-thematiques/politiques-de-developpement-et/politiques-de-developpement/article/objectifs-du-millenaire-pour-le> (Page consultée le 15 janvier 2013).
- Revkin, A. (2013). Scientists Propose a New Architecture for Sustainable Development. *In* The New York Times. Dot Earth. <http://dotearth.blogs.nytimes.com/2013/03/21/scientists-propose-a-new-architecture-for-sustainable-development/> (Page consultée le 27 avril 2013).
- Rockström, J., Steffen, W., Noone, K., Persson, Å., Chapin, F.S., Lambin, E.F., Lenton, T.M., Scheffer, M., Folke, C., Schellnhuber, H.J., Nykvist, B., De Wit, C.A., Hughes, T., Van Der Leeuw, S., Rodhe, H., Sörlin, S., Snyder, P.K., Costanza, R., Svedin, U., Falkenmark, M., Karlberg, L., Corell, R.W., Fabry, V.J., Hansen, J., Walker, B., Liverman, D., Richardson, K., Crutzen, P. et Foley, J.A. (2009). A safe operating space for humanity. *Nature*, vol. 461, n° 7263, p. 472-475.
- Sachs, J.D. (2012). From millennium development goals to sustainable development goals. *The Lancet*, vol. 379, n° 9832, p. 2206-2211.
- Secrétariat général des affaires européennes (SGAE) (2012). Réponse à la consultation de la Commission européenne « Vers un cadre de développement post-2015 ». *In* SGAE. Consultations publiques. http://www.sgae.gouv.fr/webdav/site/sgae/shared/04_Consultations_publicques/ReponseFR_2012/20120914_ReponseFR_Vers_cadre_developpement_post_2015.pdf (Page consultée le 15 janvier 2013).
- Steffen, W., Rockström, J., Costanza, R. (2011). How Defining Planetary Boundaries Can Transform Our Approach to Growth. *The Solutions Journal*, vol. 2, n° 2. <http://www.thesolutionsjournal.com/node/935> (Page consultée le 27 février 2013).
- Stein, A. et Horn, P. (2012). Asset Accumulation: An Alternative Approach to Achieving the Millennium Development Goals. *Development Policy Review*, vol. 30, n° 6, p. 663-680.

- The World We Want (2013). La Consultation Thématique Mondiale sur la Durabilité de l'Environnement dans le Programme de Développement pour l'après 2015. Réunion des dirigeants. Résumé des Coprésidents. *In* The World We Want. La Consultation Thématique Mondiale sur la Durabilité de l'Environnement. <http://www.worldwewant2015.org/file/341571/download/371294> (Page consultée le 23 avril 2013).
- Thiaw, I. et Munang, R. (2012). RIO+20 outcomes recognize the value of biodiversity and ecosystems: Implications for global, regional and national policy. *Ecosystem Services*, vol. 1, n° 1, p. 121-122.
- Tollefson, J. et Gilbert, N. (2012). Earth summit: Rio report card. *Nature*, vol. 486, n° 7401, p. 20-23.
- Toronto Star (2013). Global evidence suggests merging CIDA and DFAIT will be a mistake. *In* The Star. Commentary. http://www.thestar.com/opinion/commentary/2013/03/28/global_evidence_suggests_merging_cida_and_dfait_will_be_a_mistake.html (Page consultée le 25 mars 2013).
- Toussaint, B. (2010). OMD 8 : mettre en place un partenariat mondial pour le développement. *In* Cinéma du Sud. Plaidons Responsable. <http://cinemadusud.wordpress.com/2010/09/20/omd-8-mettre-en-place-un-partenariat-mondial-pour-le-developpement/> (Page consultée le 3 mars 2013).
- Tran, M. (2012). Human rights could be faultline in post-2015 development agenda. *In* The Guardian. Global Development. <http://www.guardian.co.uk/global-development/2012/nov/21/human-rights-faultline-development-agenda> (Page consultée le 15 février 2013).
- Tukker, A. (2013). Knowledge collaboration and learning by aligning global sustainability programs: reflections in the context of Rio+20. *Journal of Cleaner Production*, n° 0.
- Turgeon, Y. (2011). Quel avenir pour la Commission du développement durable? *In* Université de Laval. Objectif Terre. <http://www.objectifterre.ulaval.ca/21576/quel-avenir-pour-la-commission-du-developpement-durable/> (Page consultée le 12 février 2013).
- United Nations Non-Governmental Liaison Service (UN-NGLS) (2009). UN Convention to Combat Desertification Conference Concludes in Buenos Aires. *In* UN-NGLS. Strengthening UN-Civil Society Relations. http://www.un-ngls.org/spip.php?page=article_s&id_article=1635 (Page consultée le 8 février 2013).
- United Nations Non-Governmental Liaison Service (UN-NGLS) (2011). Civil Society Reflection Group launches report : No future without justice. *In* UN-NGLS. Strengthening UN-Civil Society Relations. <http://www.un-ngls.org/rioplus20/newsletter/issue5/article7.html> (Page consultée le 15 mars 2013).

- Vandemoortele, J. (2012). Advancing the global development agenda post-2015 : some thoughts, ideas and practical suggestions. In ONU. Background Paper prepared for the Experts Group Meeting to support the advancement of the Post-2015 UN Development Agenda http://www.un.org/millenniumgoals/pdf/Vandemoortele%20Background%20Paper_1.pdf (Page consultée le 25 janvier 2013).
- Waage, J., Banerji, R., Campbell, O., Chirwa, E., Collender, G., Dieltiens, V., Dorward, A., Godfrey-Faussett, P., Hanvoravongchai, P., Kingdon, G., Little, A., Mills, A., Mulholland, K., Mwinga, A., North, A., Patcharanarumol, W., Poulton, C., Tangcharoensathien, V. et Unterhalter, E. (2010). The millennium development goals: A cross-sectoral analysis and principles for goal setting after 2015: Lancet and London international development centre commission. *The Lancet*, vol. 376, n° 9745, p. 991-1023.
- Wheeler, R. (2013). The UN is Urged to Adopt “The Commons Approach” at All Levels Of Government and Throughout Society to Achieve Real Sustainability goals and MDG Development. In Synapse 9. Commons Action for the United Nations (CAUN) and the Commons Cluster. <http://www.synapse9.com/CAUN/CAUN%20Post2015%20CommonsPropPrint.pdf> (Page consultée le 25 avril 2013).
- World Vision (2011). Reaching the MDGs 2.0 : Rethinking the politics. In World Vision. A World Vision International policy briefing. http://www.cbm.org/article/downloads/82788/Reaching_the_MDGs_2.0_World_Vision.pdf (Page consultée le 12 mars 2013).
- Zimmer, C. (2009). Provocative New Study Warns of Crossing Planetary Boundaries. In Environment 360. Analysis. http://e360.yale.edu/feature/provocative_new_study_warns_of_crossing_planetary_boundaries/2192/ (Page consultée le 12 février 2013).

ANNEXE 1 - LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Tirée de : Division Statistique des Nations Unies, 2008 et Karver et autres, 2012

Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)		
Objectifs et cibles (énoncés dans la Déclaration du Millénaire)	Indicateurs de suivi des progrès accomplis	Principales faiblesses des indicateurs
Objectif 1: Éliminer l'extrême pauvreté et la faim		
Cible 1A: Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour	1.1 Proportion de la population disposant de moins d'un dollar par jour en parité du pouvoir d'achat (PPA) 1.2 Indice d'écart de la pauvreté 1.3 Part du quintile le plus pauvre de la population dans la consommation nationale	<ul style="list-style-type: none"> – La fixation d'un seuil à un dollar par jour est questionnable – Le manque d'importance donnée aux biens publics – Ignore la condition physique de l'individu – Difficultés quant à la taille et à la composition des foyers – La comparabilité et l'uniformité des enquêtes nationales sur les ménages sont questionnables en raison des différences des habitudes de consommation – Le manque d'informations sur l'ampleur et la gravité de la pauvreté et de l'inégalité parmi les pauvres.
Cible 1B: Assurer le plein-emploi et la possibilité pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif	1.4 Taux de croissance du PIB par personne occupée 1.5 Ratio emploi/population 1.6 Proportion de la population occupée disposant de moins de 1 dollar PPA par jour 1.7 Proportion de travailleurs indépendants et de travailleurs familiaux dans la population occupée	<ul style="list-style-type: none"> – Difficultés de définir le plein-emploi et l'emploi productif surtout lorsqu'une grande proportion de l'activité est composée de travailleurs autonomes et/ou basée sur l'économie informelle
Cible 1C: Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim	1.8 Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans 1.9 Proportion de la population n'atteignant pas le niveau minimal d'apport calorique	<ul style="list-style-type: none"> – Il n'est pas certain que les mesures prises actuellement saisissent avec précision la malnutrition
Objectif 2: Assurer l'éducation primaire pour tous		
Cible 2A: D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires	2.1 Taux net de scolarisation dans le primaire 2.2 Proportion d'élèves ayant commencé la première année d'études primaires et qui terminent l'école primaire 2.3 Taux d'alphabétisation des 15-24 ans, femmes et hommes	<ul style="list-style-type: none"> – Ne signifie pas nécessairement une présence quotidienne, une éducation de bonne qualité en termes d'enseignement et de ressources, ou que l'apprentissage se soit achevé – Les données peuvent être surévaluées à cause des redoublements ou des chiffres imprécis

Objectifs et cibles (énoncés dans la Déclaration du Millénaire)	Indicateurs de suivi des progrès accomplis	Principales faiblesses des indicateurs
Objectif 3: Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes		
Cible 3A: Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard	3.1 Rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur 3.2 Proportion des femmes salariées dans le secteur non agricole 3.3 Proportion des sièges occupés par les femmes au parlement national	
Objectif 4: Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans		
Cible 4A: Réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	4.1 Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans 4.2 Taux de mortalité infantile 4.3 Proportion d'enfants d'un an vaccinés contre la rougeole	– Il est difficile de comprendre pourquoi la mortalité infantile et maternelle sont favorisées par rapport aux années de vie ajustées par leur qualité (QALY) au sein de la population entière – Il est possible que les données relatives aux naissances et à la mortalité soient erronées
Objectif 5: Améliorer la santé maternelle		
Cible 5A: Réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle	5.1 Taux de mortalité maternelle 5.2 Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié	– Il est difficile de comprendre pourquoi la mortalité infantile et maternelle sont favorisées par rapport aux années de vie ajustées par leur qualité (QALY) au sein de la population entière – Il est possible que les données relatives aux naissances et à la mortalité soient erronées
Cible 5B : Rendre l'accès à la médecine procréative universel d'ici à 2015	5.3 Taux de contraception 5.4 Taux de natalité parmi les adolescentes 5.5 Couverture des soins prénatals (au moins une visite et au moins quatre visites) 5.6 Besoins non satisfaits en matière de planification familiale	

Objectifs et cibles (énoncés dans la Déclaration du Millénaire)	Indicateurs de suivi des progrès accomplis	Principales faiblesses des indicateurs
Objectif 6: Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies		
Cible 6A: D'ici à 2015, avoir enrayé la propagation du VIH/sida et commencé à inverser la tendance actuelle	6.1 Taux de prévalence du VIH dans la population âgée de 15 à 24 ans 6.2 Utilisation d'un préservatif lors du dernier rapport sexuel à haut risque 6.3 Proportion de la population âgée de 15 à 24 ans ayant des connaissances exactes et complètes au sujet du VIH/sida 6.4 Taux de scolarisation des orphelins par rapport aux non-orphelins âgés de 10 à 14 ans	– Les données ne sont pas assez basées sur des effets sur la santé, tels que la mortalité, la morbidité ou l'espérance de vie.
Cible 6B: D'ici 2010, assurer à tous ceux qui en ont besoin l'accès aux traitements contre le VIH/sida	6.5 Proportion de la population au stade avancé de l'infection par le VIH ayant accès à des médicaments antirétroviraux	
Cible 6C: D'ici à 2015, avoir maîtrisé le paludisme et d'autres grandes maladies et commencé à inverser la tendance actuelle	6.6 Incidence du paludisme et taux de mortalité due à cette maladie 6.7 Proportion d'enfants de moins de 5 ans dormant sous des moustiquaires imprégnées d'insecticide 6.8 Proportion d'enfants de moins de 5 ans atteints de fièvre traités aux moyens de médicaments antipaludéens appropriés 6.9 Incidence, prévalence de la tuberculose et taux de mortalité due à cette maladie 6.10 Proportion de cas de tuberculose détectés et soignés dans le cadre d'un traitement direct à court terme et en observation	

Objectifs et cibles (énoncés dans la Déclaration du Millénaire)	Indicateurs de suivi des progrès accomplis	Principales faiblesses des indicateurs
Objectif 7: Assurer un environnement durable		
<p>Cible 7A: Intégrer les principes du développement durable dans les politiques et programmes nationaux et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales</p> <p>Cible 7B: Réduire la perte de la biodiversité et atteindre d'ici à 2010 une diminution significative du taux de perte</p>	<p>7.1 Proportion de zones forestières</p> <p>7.2 Émissions de CO₂ (total, par habitant et pour un dollar du PIB, en parité du pouvoir d'achat)</p> <p>7.3 Consommation de substances appauvrissant la couche d'ozone</p> <p>7.4 Proportion de stocks de poissons vivant dans des milieux biologiques sains</p> <p>7.5 Proportion de ressources d'eau totales utilisées</p> <p>7.6 Proportion de zones terrestres et marines protégées</p> <p>7.7 Proportion d'espèces menacées d'extinction</p>	<p>– Les indicateurs sont beaucoup trop vagues</p> <p>– Il manque des points clés tels que le changement climatique, les pêcheries, etc.</p>
Cible 7C: Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas d'accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base	<p>7.8 Proportion de la population utilisant une source d'eau potable améliorée</p> <p>7.9 Proportion de la population utilisant des infrastructures d'assainissement améliorées</p>	<p>– Les personnes peuvent être considérées comme ayant accès à l'eau ou à l'assainissement, même lorsque les installations sont non fonctionnelles ou la personne est physiquement incapable de les atteindre</p>
Cible 7D: Améliorer sensiblement, d'ici à 2020, les conditions de vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis	7.10 Proportion de citoyens vivant dans des taudis	<p>– Les mesures sont vagues</p>

Objectifs et cibles (énoncés dans la Déclaration du Millénaire)	Indicateurs de suivi des progrès accomplis
Objectif 8: Mettre en place un partenariat mondial pour le développement	
<p>Cible 8A: Poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, réglementé, prévisible et non discriminatoire</p> <p>Comprend un engagement en faveur d'une bonne gouvernance, du développement et de la lutte contre la pauvreté, au niveau tant national qu'international</p> <p>Cible 8B: Répondre aux besoins particuliers des pays les moins avancés</p> <p>Suppose l'admission en franchise et hors contingents des produits exportés par les pays les moins avancés, l'application d'un programme renforcé d'allègement de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE) et l'annulation des dettes publiques bilatérales, ainsi que l'octroi d'une aide publique au développement plus généreuse aux pays qui démontrent leur volonté de lutter contre la pauvreté</p> <p>Cible 8C: Répondre aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement (en appliquant le Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement et les décisions issues de la vingt-deuxième session extraordinaire de l'Assemblée Générale)</p> <p>Cible 8D: Traiter globalement le problème de la dette des pays en développement par des mesures d'ordre national et international propres à rendre l'endettement viable à long terme</p>	<p><i>Certains des indicateurs ci-après sont évalués séparément dans les cas des pays les moins avancés (PMA) de l'Afrique, des pays sans littoral et des petites États insulaires en développement</i></p> <p><u>Aide publique au développement (APD)</u></p> <p>8.1 Montant net de l'ADP totale et en faveur des pays les moins avancés, en pourcentage du revenu national brut des pays donateurs du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (CAD/OCDE)</p> <p>8.2 Proportion de l'ADP bilatérale totale des pays du CAD/OCDE, par secteur, consacrée aux services sociaux de base (éducation de base, soins de santé primaires, nutrition, eau salubre et assainissement)</p> <p>8.3 Proportion de l'ADP bilatérale des pays du CAD/OCDE qui n'est pas liée</p> <p>8.4 ADP reçue par les pays en développement sans littoral en pourcentage de leur revenu national brut</p> <p>8.5 ADP reçue par les petits États insulaires en développement en pourcentage de leur revenu national brut</p> <p><u>Accès aux marchés</u></p> <p>8.6 Proportion du total des importations des pays développés (en valeur et à l'exclusion des armes) en provenance des pays en développement et des pays les moins avancés qui sont admises en franchise de droits</p> <p>8.7 Droits de douane moyens appliqués par les pays développés aux produits agricoles et textiles en provenance des pays en développement</p> <p>8.8 Estimation des subventions aux produits agricoles dans les pays de l'OCDE en pourcentage de leur produit intérieur brut</p> <p>8.9 Proportion de l'ADP allouée au renforcement des capacités commerciales</p> <p><u>Viabilité de la dette</u></p> <p>8.10 Nombre total de pays ayant atteint leurs points de décision et nombre total de pays ayant atteint leurs points d'achèvement (cumulatif) dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE)</p> <p>8.11 Allègement de la dette annoncé au titre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés et de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM)</p> <p>8.12 Service de la dette, en pourcentage des exportations de biens et services</p>
Cible 8E: En coopération avec l'industrie pharmaceutique, rendre les médicaments essentiels disponibles et abordables dans les pays en développement	8.13 Proportion de la population pouvant se procurer les médicaments essentiels à un coût abordable et dans des conditions pouvant être maintenues durablement
Cible 8F: En coopération avec le secteur privé, faire en sorte que les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, soient accordés à tous	<p>8.14 Nombre de lignes fixes, pour 100 habitants</p> <p>8.15 Abonnés à un service de téléphonie mobile, pour 100 habitants</p> <p>8.16 Nombre d'utilisateurs d'Internet, pour 100 habitants</p>





**ANNEXE 2 - SITUATION EN 2012 DES RÉGIONS DU MONDE RELATIVEMENT À
L'ATTEINTE DES OMD**

Tiré de : Organisation des Nations Unies, 2012a

Objectifs et cibles	Afrique		Asie				Océanie	Amérique latine et Caraïbes	Caucase et Asie centrale
	du Nord	subsaharienne	de l'Est	du Sud-Est	du Sud	de l'Ouest			
Objectif 1 : Éliminer l'extrême pauvreté et la faim									
Réduire de moitié l'extrême pauvreté	Pauvreté faible	Pauvreté très forte	Pauvreté modérée	Pauvreté forte	Pauvreté très forte	Pauvreté faible	Pauvreté très forte	Pauvreté modérée	Pauvreté faible
Emploi productif et décent	Très large pénurie de travail décent	Très large pénurie de travail décent	Large pénurie de travail décent	Large pénurie de travail décent	Très large pénurie de travail décent	Large pénurie de travail décent	Très large pénurie de travail décent	Pénurie de travail décent	Pénurie de travail décent
Réduire la faim de moitié	Faim faible	Faim très forte	Faim modérée	Faim modérée	Faim forte	Faim modérée	Faim modérée	Faim modérée	Faim modérée
Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous									
Scolarité primaire universelle	Scolarisation élevée	Scolarisation modérée	Scolarisation élevée	Scolarisation élevée	Scolarisation élevée	Scolarisation élevée	-	Scolarisation élevée	Scolarisation élevée
Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes									
Scolarisation égale des filles à l'école primaire	Proche de la parité	Proche de la parité	Parité	Parité	Parité	Proche de la parité	Proche de la parité	Parité	Parité
Part des femmes dans la main-d'œuvre rémunérée	Part faible	Part moyenne	Part importante	Part moyenne	Part faible	Part faible	Part moyenne	Part importante	Part importante
Représentation féminine dans les parlements nationaux	Représentation faible	Représentation modérée	Représentation modérée	Représentation faible	Représentation faible	Représentation faible	Représentation très faible	Représentation modérée	Représentation faible
Objectif 4 : Réduire la mortalité des enfants									
Réduire de deux tiers la mortalité des moins de 5 ans	Mortalité faible	Mortalité élevée	Mortalité faible	Mortalité faible	Mortalité modérée	Mortalité faible	Mortalité modérée	Mortalité faible	Mortalité modérée
Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle									
Réduire de trois quarts la mortalité maternelle	Mortalité faible	Mortalité très élevée	Mortalité faible	Mortalité modérée	Mortalité élevée	Mortalité faible	Mortalité élevée	Mortalité faible	Mortalité faible
Accès à la médecine procréative	Accès modéré	Accès faible	Accès élevé	Accès modéré	Accès modéré	Accès modéré	Accès faible	Accès élevé	Accès modéré

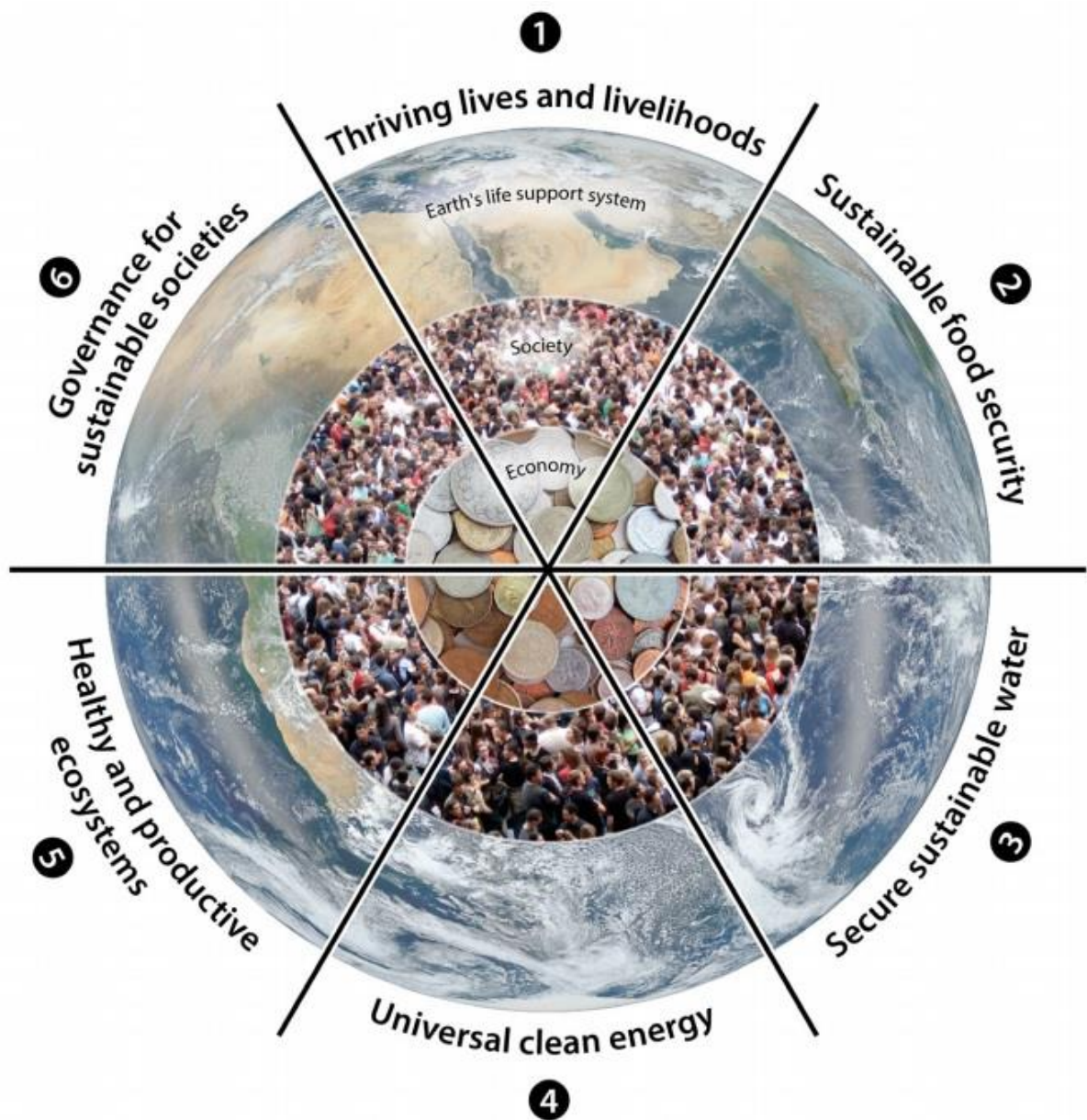
Objectifs et cibles	Afrique		Asie				Océanie	Amérique latine et Caraïbes	Caucase et Asie centrale
	du Nord	subsaharienne	de l'Est	du Sud-Est	du Sud	de l'Ouest			
Objectif 6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies									
Stopper le VIH/sida et inverser la tendance actuelle	Incidence faible	Incidence élevée	Incidence faible	Incidence faible	Incidence faible	Incidence faible	Incidence faible	Incidence faible	Incidence faible
Stopper la tuberculose et inverser la tendance actuelle	Mortalité faible	Mortalité élevée	Mortalité faible	Mortalité modérée	Mortalité modérée	Mortalité faible	Mortalité élevée	Mortalité faible	Mortalité modérée
Objectif 7 : Assurer un environnement durable									
Réduire de moitié la population sans eau potable améliorée	Couverture élevée	Couverture faible	Couverture élevée	Couverture modérée	Couverture élevée	Couverture modérée	Couverture faible	Couverture élevée	Couverture modérée
Réduire de moitié la population sans assainissement	Couverture élevée	Couverture très faible	Couverture faible	Couverture faible	Couverture très faible	Couverture modérée	Couverture faible	Couverture modérée	Couverture élevée
Améliorer la vie des habitants de taudis	Proportion modérée d'habitants de taudis	Proportion très élevée d'habitants de taudis	Proportion modérée d'habitants de taudis	Proportion élevée d'habitants de taudis	Proportion élevée d'habitants de taudis	Proportion modérée d'habitants de taudis	Proportion modérée d'habitants de taudis	Proportion modérée d'habitants de taudis	-
Objectif 8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement									
Utilisateurs d'Internet	Utilisation élevée	Utilisation modérée	Utilisation élevée	Utilisation modérée	Utilisation faible	Utilisation élevée	Utilisation faible	Utilisation élevée	Utilisation élevée

Ce tableau donne des informations à deux niveaux. L'explication dans chaque cas indique l'avancement quant à la réalisation de chaque cible. Les couleurs montrent la tendance vers la réalisation de la cible, selon la légende ci-dessous :

	A déjà atteint la cible ou devrait l'atteindre d'ici à 2015		Ni progrès ni détérioration
	Progrès insuffisants pour atteindre la cible si les tendances actuelles perdurent		Données manquantes ou insuffisantes

**ANNEXE 3 - LES SIX OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE COUPANT À
TRAVERS LES DOMAINES ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL**

Tiré de : Griggs et autres, 2013



- 1 : Assurer des vies et des moyens de subsistance prospères
- 2 : Garantir la sécurité alimentaire
- 3 : Assurer la sécurité de l'eau
- 4 : Permettre l'accès à l'énergie propre
- 5 : Assurer des écosystèmes sains et productifs
- 6 : Garantir une bonne gouvernance pour des sociétés durables

**ANNEXE 4 - LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE, UNE FUSION DES
OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT ET DES OBJECTIFS DE
DURABILITÉ GLOBALE**

Tiré de : Griggs et autres, 2013

